

Distrisoft Maroc S.A.



Mise à Jour du Dossier d'Information relative à l'exercice 2006

PROGRAMME D'EMISSION DE BILLETS DE TRESORERIE

PLAFOND DU PROGRAMME D'EMISSION : MAD 50 000 000

VALEUR NOMINALE : MAD 100 000

ORGANISME CONSEIL	RESEAU PLACEUR
The logo for BMCE Conseil, featuring the letters 'B M C E' in a bold, sans-serif font, with 'CONSEIL' underneath, and a stylized 'K' symbol to the right.	The logo for Financia, featuring a stylized Greek letter Phi (Φ) inside a circle, followed by the word 'FINANCIA' in a bold, sans-serif font.

Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Dahir n° 1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) portant promulgation de la loi N° 35-94 relative à certains titres de créances négociables, l'original du présent dossier d'information a été soumis à l'appréciation du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières qui l'a visé le 31 janvier 2008 sous la référence VI/EM/002/2008

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée, dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs

ABREVIATIONS & DEFINITIONS

ACMAR	Assurance Crédit Marocain
APEBI	Association des Professionnels des Technologies de l'Information
ATM	Asynchronous Transfer Mode / Mode de transfert asynchrone
Backlog	Arrière de commandes
BHCI	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BT	Billets de Trésorerie
BVQI	Bureau Veritas Quality International
CA	Chiffre d'affaires
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CIN	Carte d'Identité Nationale
CMUP	Coût Moyen Unitaire Pondéré.
CMT	Crédit Moyen Terme
CRM	Customer Relationship Management : Ensemble des processus visant à gérer les activités d'avant et d'après vente au client. Le CRM couvre notamment la vente, le marketing et le support aux clients de l'entreprise ou de l'organisation.
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
EMEA	Europe, Moyen-Orient et Afrique
ERP	Enterprise Ressource Planning ou PGI Progiciel de Gestion Intégré Outil fédérateur du système d'information intégrant les fonctions de l'entreprise comme la comptabilité, la gestion des ressources humaines, la gestion de production, la gestion financière...
EUR	EURO
Fracture numérique	La fracture numérique désigne le plus souvent l'inégalité d'accès aux technologies numériques
Hardware	Matériel informatique « physique » tels que les PCs, les serveurs, les disques durs, le matériel réseau, les imprimantes et les accessoires
HT	Hors Taxes
IBM	International Business Machine
IDATE	Principal cabinet européen, spécialisé dans l'analyse de l'information et des secteurs des technologies de communication
IDC	International Data Corporation
IEC Marketing	Cabinet conseil spécialisé dans le marketing classique et le marketing relatif à l'Internet
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
ISO	International Organization for Standardization
IT	Information Technologies - Technologies de l'Information
K	Millier
LAN	Local Area Network
LP	Limited Partnership

M MAD	Million de dirhams marocain
m²	Mètre carré
MAD	Dirham marocain
Md dollars	Milliard de dollars
Md Eur	Milliard d'euros
Md MAD	Milliard de dirhams marocain
Norton antivirus	Norton Antivirus est un programme antivirus pour les systèmes d'exploitation Microsoft Windows et Apple Macintosh édité par la société américaine Symantec
NS	Non significatif
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OEM	Original Equipment Manufacturer
Pare-feu	Dispositif reliant deux réseaux et filtrant toutes les données échangées par ceux-ci pour assurer leur sécurité.
PC	Personal Computer
PFI	Prélèvement Fiscal d'Importation
PIB	Produit Intérieur Brut
PME -PMI	Petite et Moyenne Entreprise / Industrie
SBLC	Standby Letter of Credit / Lettre de Crédit Stand-by
Software	Logiciels informatiques, permettant d'assurer une tâche ou une fonction sur un ordinateur
Spam ou pourriel	Courrier électronique non sollicité, généralement à caractère publicitaire.
SSII	Société de Services et d'Ingénierie en Informatique
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
USA	Etats-Unis d'Amérique
USD	Dollar Américain
WAN	Wide Area Network
WiFi	Wireless Fidelity
WIFI	Système permettant de relier en réseau sans fil des ordinateurs portables, des machines de bureau ou tout type de périphérique à une liaison haut débit sur un rayon de plusieurs dizaines de mètres en intérieur (généralement entre une vingtaine et une cinquantaine de mètres) et de plusieurs centaines de mètres en environnement ouvert
Wimax	Wimax - Worldwide interoperability for Microwave Access,norme technique basée sur le standard de transmission radio.

SOMMAIRE

ABREVIATIONS & DEFINITIONS	2
SOMMAIRE.....	4
AVERTISSEMENT	6
PREAMBULE	7
SECTION I - ATTESTATIONS ET COORDONNEES	8
I.1 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
I.2 - LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	10
I.3 - L'ORGANISME CONSEIL	14
I.4 - LE CONSEILLER JURIDIQUE	15
I.5 - LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE	16
SECTION II - PRESENTATION DE L'OPERATION	17
II.1 - CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION	18
II.2 - CARACTERISTIQUES DES BT	19
II.3 - HISTORIQUE DES EMISSIONS ANTERIEURES	20
II.4 - MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ALLOCATION	21
II.5 - REGIME FISCAL DES BILLETS DE TRESORERIE OFFERTS	24
SECTION III - PRESENTATION GENERALE DE DISTRISOFT MAROC S.A.	26
III.1 - RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL	27
III.2 - RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE DISTRISOFT MAROC S.A.	29
III.3 - MARCHE DES TITRES DE DISTRISOFT MAROC S.A.	35
III.4 - NOTATION	36
III.5 - CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DISTRISOFT MAROC S.A.	37
III.6 - ORGANES DE DIRECTION	38
III.7 - GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	39
SECTION IV - MARCHE DE L'INFORMATIQUE	40
IV.1 - PANORAMA DU MARCHE MONDIAL DE L'INFORMATIQUE	41
IV.2 - PANORAMA DU MARCHE MAROCAIN DE L'INFORMATIQUE	48
SECTION V - POSITIONNEMENT DE DISTRISOFT MAROC S.A.	58
V.1 - ACTIVITE DE DISTRISOFT MAROC S.A.	59
V.2 - POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT	66
V.3 - POLITIQUE MARKETING ET COMMERCIALE	71
V.4 - POLITIQUE QUALITE	73
SECTION VI - OUTILS ET MOYENS	74
VI.1 - MOYENS HUMAINS	75
VI.2 - MOYENS MATERIELS ET TECHNIQUES	78
SECTION VII - SITUATION FINANCIERE DE DISTRISOFT MAROC S.A.	80
VII.1 - PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS	81
VII.2 - ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN	82
VII.3 - ANALYSE DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	88
VII.4 - ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT	94
VII.5 - ANALYSE DES PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS	96
SECTION VIII - PERSPECTIVES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT	99
VIII.1 - PERSPECTIVES DU SECTEUR	100
VIII.2 - STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE DISTRISOFT MAROC S.A.	101
VIII.3 - BUSINESS PLAN SUR LA PERIODE 2007 ^E – 2009 ^P	102
VIII.4 - FACTEURS DE RISQUE	108

VIII.5 - FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES	111
SECTION IX - ANNEXES.....	112
IX.1 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES UTILISES PAR DISTRISOFT MAROC S.A	113
IX.2 - ETATS DE SYNTHESE COMPTABLES.....	114

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en Billets de Trésorerie est soumis au risque de non remboursement. Ce programme d'émission de Billets de Trésorerie ne fait l'objet d'aucune garantie si ce n'est l'engagement donné par DISTRISOFT MAROC S.A ;

Le CDVM ne se prononce pas sur l'opportunité du programme d'émission de Billets de Trésorerie ni sur la qualité de la situation de DISTRISOFT MAROC S.A. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des Billets de trésorerie ;

Le présent dossier d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription des Billets de Trésorerie, objet du présent dossier d'information ;

Les personnes en la possession desquelles ledit dossier viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

L'organisme chargé du placement ne proposera les Billets de Trésorerie, objet du présent dossier d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre ; Ni le conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni DISTRISOFT MAROC S.A, ni BMCE Capital Conseil n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par l'organisme chargé du placement.

PREAMBULE

Le présent dossier d'information a été élaboré par BMCE Capital Conseil, agissant en qualité d'Organisme Conseil de la société DISTRISOFT MAROC S.A. dans le cadre d'un programme d'émission de Billets de Trésorerie pour un montant de MAD 50 000 000.

Les personnes en la possession desquelles le présent dossier d'information viendrait à se trouver, sont invitées par BMCE Capital Conseil à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de souscription à ce type d'opération.

Les informations qualitatives et quantitatives contenues dans le présent dossier d'information, sauf mention spécifique, proviennent essentiellement :

- ▶ Des commentaires, analyses et statistiques fournis par le management de DISTRISOFT MAROC S.A., notamment lors des diligences effectuées auprès de la société selon les standards de la profession ;
- ▶ Des liasses fiscales de DISTRISOFT MAROC S.A pour les exercices clos aux 31 décembre 2004, 2005 et 2006 ;
- ▶ Des rapports des Commissaire Aux Comptes pour les exercices clos aux 31 décembre 2004, 2005 et 2006 ;
- ▶ Des procès-verbaux des conseils d'administration, des Assemblées Générales Ordinaires, des Assemblées Générales Extraordinaires et des rapports d'activité pour les exercices clos aux 31 décembre 2004, 2005 et 2006 ;
- ▶ Des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales tenus en 2007 jusqu'à la date de visa du dossier d'information ;
- ▶ Des informations sectorielles notamment auprès de l'APEBI, de l'ANRT et du Management de DISTRISOFT MAROC S.A.

En application des dispositions de l'article 15 de la loi n° 35-94 promulguée par le dahir n° 1-95-3 du 24 Châabane 1415 (26 Janvier 1995) relatif aux Titres de Créances Négociables, ce dossier d'information doit être :

- ▶ Remis ou adressé à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- ▶ Tenu à la disposition du public au siège de DISTRISOFT MAROC SA (adresse : 3, rue Abou Zaid Eddaboussi, numéro de téléphone : 022 95 70 00) et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions (Financia, adresse : 30 Boulevard Moulay Youssef, numéro de téléphone : 022 42 91 00) ;
- ▶ Disponible à tout moment sur le site du CDVM (adresse électronique : www.cdvm.gov.ma).

SECTION I - ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I.1 - Le Conseil d'Administration

I.1.1 - Représentant

Dénomination sociale	DISTRISOFT MAROC S.A.
Représentant	M. Karim RADI BENJELLOUN
Fonction	Président Directeur Général
Adresse	3, rue Abou Zaid Eddaboussi
Numéro de téléphone	022 95 70 00
Numéro de fax	022 95 70 30
Adresse électronique	krBenjelloun@distrisoft.ma

I.1.2 - Attestation

« Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente mise à jour du dossier d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de DISTRISOFT MAROC S.A. ainsi que sur les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

I.2 - Les Commissaires Aux Comptes

a - Représentants

Cabinet	A.SAAIDI ET ASSOCIES
Représentant	M. Nawfal AMAR
Adresse	4, Place Maréchal Casablanca
Numéro de téléphone	022 27 99 16
Numéro de fax	022 20 58 90
Adresse électronique	n.amar@saadi-associés.ma
Date du 1 ^{er} exercice soumis au contrôle	2005
Date d'expiration du mandat actuel	2007

Cabinet	DEK Audit & Conseil
Représentant	M. DRISS EL KOHEN
Adresse	Villa 15, Rue Mohamed Bahi Palmier Casa
Numéro de téléphone	022 98 00 21
Numéro de fax	022 98 00 62
Adresse électronique	dek@wanadoo.net.ma
Date du 1 ^{er} exercice soumis au contrôle	2003
Date d'expiration du mandat actuel	2008

b - Attestation des Commissaires aux Comptes sur les informations comptables et financières relatives aux comptes sociaux aux 31 décembre 2004, 2005 et 2006 contenues dans la mise à jour du Dossier d'Information relatif au programme d'émission de Billets de Trésorerie de la société Distrisoft

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente mise à jour du dossier d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente mise à jour du dossier d'information, avec les états de synthèse tels que audités par nos soins au titre des exercices 2006 et 2005 et par les soins de DEK Audit et Conseil au titre de l'exercice 2004.

c - Rapport général des Commissaires Aux Comptes pour l'exercice 2006

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société DISTRISOFT S.A. au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 77 038 488,75 dirhams, dont un bénéfice net de l'exercice de 16 028 443,27 dirhams sont de la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

i) Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société DISTRISOFT S.A. au 31 décembre 2006, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

ii) Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

DEK Audit & Conseil
M. Driss EL KOHEN

A.SAAIDI ET ASSOCIES
M. Nawfal AMAR

d - Rapport général des Commissaires Aux Comptes pour l'exercice 2005

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Société DISTRISOFT S.A. au 31 décembre 2005, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 46 910 310,48 dirhams, dont un bénéfice net de l'exercice de 10 029 562,03 dirhams sont de la responsabilité des organes de gestion de la Société. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend un examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

i) Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société DISTRISOFT S.A. au 31 décembre 2005, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

ii) Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

DEK Audit & Conseil
M. Driss EL KOHEN

A.SAAIDI ET ASSOCIES
M. Nawfal AMAR

e - Rapport général des Commissaires Aux Comptes pour l'exercice 2004

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des comptes de DISTROSOFT S.A et les vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints de la Société DISTRISOFT S.A au 31 décembre 2004, lesquels comprennent le bilan, le compte des produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 41 130 748 dh dont un bénéfice net de 8 206 474 dh sont la responsabilité des organes de gestion de la société.

Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives faites par la Direction Générale en vue de la présentation générale des comptes. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à notre opinion.

i) Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société DISTRISOFT S.A au 31 décembre 2004, ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

ii) Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

DEK Audit & Conseil

M. Driss EL KOHEN

I.3 - L'organisme conseil

I.3.1 - Représentant

Dénomination sociale	BMCE Capital Conseil
Représentant	M. Mehdi Jalil Drafi
Fonction	Directeur Général
Adresse	30, Boulevard Moulay Youssef Casablanca
Numéro de téléphone	022 42 91 00
Numéro de fax	022 43 00 21
Adresse électronique	mj.drafi@bmcek.co.ma

I.3.2 - Attestation

« La présente mise à jour du dossier d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient. Les informations proviennent de la Direction Générale de DISTRISOFT Maroc S.A., des Commissaire Aux Comptes, de l'Association des Professionnels des Technologies de l'Information -APEBI- et de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications -ANRT-.

La mise à jour, objet du présent dossier d'information, est conforme aux dispositions de la loi n° 35-94 relative à certains Titres de Créances Négociables promulguée par le Dahir n° 1-95-3 du 24 Chaâbane 1415 (26 janvier 1995) ainsi qu'aux procédures et règles de la législation marocaine ».

I.4 - Le conseiller juridique

I.4.1 - Représentant

Dénomination sociale	Cabinet Aziz Benkirane
Représentant	M. Abdelaziz Benkirane
Fonction	Avocat
Adresse	23, rue El Amraoui Brahim (ex Nolly), Casablanca
Numéro de téléphone	022 20 61 23
Numéro de fax	022 27 69 56
Adresse électronique	Aziz.benkirane@menara.ma

I.4.2 - Attestation

« L'opération, objet du présent Dossier d'Information est conforme aux dispositions statutaires de DISTRISOFT MAROC SA et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés. ».

I.5 - Le responsable de l'information et de la communication financière

Dénomination sociale	DISTRISOFT MAROC S.A.
Responsable	M. Rachid EL BAGHDADI
Fonction	Directeur financier
Adresse	3, Rue Abou Zaïd Eddaboussi (ex-Necker) 20100 - Casablanca
Numéro de téléphone	022 95 70 00
Numéro de fax	022 95 70 20/30
Adresse électronique	relbaghdadi@distrisoft.ma

SECTION II - PRESENTATION DE L'OPERATION

II.1 - Cadre et Objectifs de l'Opération

II.1.1 - Cadre de l'opération

Le Conseil d'Administration réuni le 19 septembre 2004, a autorisé l'émission d'emprunt représentée par des Billets de Trésorerie -BT-.

A cet effet, la société DISTRISOFT MAROC S.A. émet dans le public des Billets de Trésorerie portant intérêt en représentation d'un droit de créance, pour une durée inférieure ou égale à un an.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi n°35-94 promulguée par le dahir n°1-95-3 du 24 Châabane 1415 (26 janvier 1995) et de l'arrêté du Ministre des Finances et des investissements extérieurs n°2560-95 du 09 octobre 1995 relatif aux Titres de Créances Négociables -TCN-, la société DISTRISOFT Maroc S.A. a établi avec le Conseiller un dossier d'information visé le 20 janvier 2005 relatif à son activité, sa situation économique et financière et son programme d'émission.

En application de l'article 17 de ladite loi, et tant que les TCN sont en circulation, ce dossier fera l'objet d'une mise à jour annuelle dans un délai de 45 jours après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire -AGO- des actionnaires statuant sur les comptes du dernier exercice. Toutefois, des mises à jours occasionnelles pourront intervenir en cas de modification relative au plafond de l'encours des titres émis ou tout événement nouveau susceptible d'avoir une incidence sur l'évolution des cours des titres ou la bonne fin du programme.

II.1.2 - Objectifs de l'émission

- ▶ Substituer une partie de la facilité de caisse, réduire les refinancements et financer le besoin de trésorerie supplémentaire ;
- ▶ Diversifier les sources de financement pour une meilleure négociation avec les partenaires financiers de la société, et par conséquent optimiser la trésorerie et réduire les charges financières ;
- ▶ Et, construire une image de marque sur la place financière, facilitant toute autre opération d'appel public à l'épargne dans l'avenir.

II.2 - Caractéristiques des BT

▪ Plafond du programme	MAD 50 000 000
▪ Valeur nominale unitaire	MAD 100 000
▪ Nature juridique des titres	Titres de Créances Négociables
▪ Forme des titres	Billets de trésorerie dématérialisés au porteur
▪ Maturité des BT	De 10 jours à 12 mois
▪ Jouissance	À la date de règlement
▪ Date d'échéance	A définir au moment de l'émission des BT
▪ Taux d'intérêt	Fixé à chaque émission en fonction des conditions du marché et négociable
▪ Mode de rémunération	Intérêts post comptés
▪ Paie ment du coupon	A la date de jouissance des Billets
▪ Remboursement du principal	<i>In fine</i> , soit à l'échéance de chaque Billet
▪ Garantie	L'émission ne bénéficie d'aucune garantie
▪ Négociabilité des titres	Totale auprès du réseau placeur

II.3 - Historique des émissions antérieures

Au terme de l'année 2005, DISTRISOFT MAROC S.A a fait appel au marché à cinq occasions pour un montant global de M MAD 33,0.

Au cours de l'exercice 2006, DISTRISOFT MAROC S.A a émis des billets de trésorerie pour une enveloppe totale de M MAD 78,0.

Au 31 décembre 2006, l'encours s'élève à M 35 MAD.

A la fin du premier semestre 2007, le détail des émissions de billets de trésorerie se présente comme suit :

Date d'émission	Montant de l'émission(M MAD)	Nombre de titres émis	Valeur nominale (MAD)	Taux d'intérêt	Échéance	Encours (M MAD)
23/02/2005	10	100	100.000	3,25%	24/05/2005	10
17/03/2005	8	80	100.000	3,25%	17/06/2005	18
30/03/2005	4	40	100.000	3,35%	30/06/2005	22
30/03/2005	4	40	100.000	3,30%	30/05/2005	26
15/09/2005	7	70	100.000	3,30%	15/12/2005	7
20/01/2006	16	160	100.000	3,60%	24/04/2006	16
30/03/2006	10	100	100.000	3,60%	30/06/2006	26
25/04/2006	17	170	100.000	3,90%	26/10/2006	27
29/05/2006	15	150	100.000	3,75%	29/11/2006	32
15/11/2006	20	200	100.000	3,45%	15/05/2007	35
04/04/2007	15	150	100.000	3,65%	04/10/2007	35
25/05/2007	20	200	100.000	3,78%	24/08/2007	35

II.4 - Modalités de Souscription et d'Allocation

II.4.1 - Bénéficiaires

Toute personne physique ou morale résidente ou non résidente.

L'organisme chargé du placement doit s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories définies ci-dessous. A cet effet, il doit obtenir copie du document qui l'atteste et le joindre au bulletin de souscription.

Catégorie	Documents à joindre
Associations	Photocopie des statuts et photocopie du récépissé du dépôt de dossier
Enfants mineurs	Photocopie de la page du livret de famille attestant de la date de naissance de l'enfant
OPCVM de droit marocain	Photocopie de la décision d'agrément mentionnant l'objet qui fait apparaître l'appartenance à cette catégorie et, pour : - les Fonds communs de Placement (FCP), le numéro de certificat de dépôt au greffe du tribunal, - les Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV), numéro du registre de commerce
Personnes morales étrangères	Modèle des inscriptions au registre de commerce ou équivalent
Personnes morales marocaines	Modèle des inscriptions au registre de commerce
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie des pages du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document
Personnes physiques résidentes non marocaines	Photocopie de la carte de résident
Personnes physiques résidentes marocaines et ressortissants marocains à l'étranger	Photocopie de la carte d'identité nationale

II.4.2 - Modalités de souscription

▪ Ouverture des souscriptions	A chaque fois que l'émetteur manifestera un besoin de trésorerie, BMCE CAPITAL procédera à l'ouverture de la période de souscription au moins 96 heures avant la date de jouissance
▪ Placeur	FINANCIA
▪ Domiciliaire de l'émission	BMCE BANK
▪ Dépositaire central	Règlement livraison des transactions entre les différents intermédiaires par MAROCLEAR

Le Placeur est tenu de recueillir les ordres de souscription auprès de sa clientèle, à l'aide de bulletins de souscription fermes et irrévocables, selon le modèle joint en Annexe I. Ces bulletins, considérés fermes et irrévocables, doivent être remplis et signés par les souscripteurs.

Les souscriptions seront acceptées et enregistrées au fur et à mesure de leur confirmation par écrit à FINANCIA et ce, jusqu'à atteindre le plafond de l'émission.

Toutes les souscriptions se feront en numéraire.

- Les souscriptions pour le compte d'enfants mineurs, dont l'âge est inférieur ou égal à 18 ans, sont autorisées à condition d'être effectuées par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal de l'enfant mineur et sous réserve des dispositions légales en vigueur. Le Placeur est tenu d'obtenir une copie de la page du livret de famille faisant ressortir la date de naissance de l'enfant mineur et de la joindre au bulletin de souscription. En ce cas, les mouvements sont portés soit sur un compte ouvert au nom de l'enfant mineur, soit sur le compte titres ou espèces ouvert au nom du père, de la mère, du tuteur ou du représentant légal ;
- Les souscriptions pour le compte de tiers sont autorisées, sous réserve de la présentation par le souscripteur d'une procuration, dûment signée et légalisée par son mandant. Le Placeur est tenu d'obtenir une copie de ladite procuration et de la joindre au bulletin de souscription. Les titres souscrits doivent, en outre, se référer à un compte titres au nom de la tierce personne concernée, lequel ne peut être mouvementé que par cette dernière, sauf existence d'une procuration ;
- Une procuration pour une souscription ne peut en aucun cas permettre l'ouverture d'un compte pour le mandant. Aussi, l'ouverture d'un compte doit se faire, en la présence de son titulaire, selon les dispositions légales ou réglementaires en vigueur ;
- Tout bulletin doit être signé par le souscripteur ou son mandataire. Le Placeur doit s'assurer, préalablement à l'acceptation d'une souscription, que le souscripteur a la capacité financière d'honorer ses engagements. Ce dernier déterminera librement les modalités de la garantie financière demandée aux souscripteurs, qui peut être un dépôt en espèce, en titres, une caution ;
- Les investisseurs peuvent effectuer plusieurs ordres auprès du Placeur. Les ordres sont cumulatifs. L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que tous les ordres peuvent être satisfaits totalement ou partiellement en fonction de la disponibilité des titres ;
- Les ordres de souscriptions sont irrévocables après la clôture de la période de souscription.

Tous les ordres de souscriptions, ne respectant pas les conditions ci-dessus, sont frappés de nullité.

II.4.3 - Modalités d'allocation

Les allocations se feront selon la méthode du « premier arrivé/premier servi », en fonction des souscriptions reçues et des quantités de BT disponibles.

II.4.4 - Règlement des souscriptions

Le règlement des souscripteurs se fera à la date de jouissance par transmission d'ordres de livraison contre paiement (LCP) par BMCE BANK, en sa qualité d'établissement gestionnaire des titres. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement.

II.5 - Régime Fiscal des Billets de Trésorerie Offerts

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

II.5.1 - Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt sur le Revenu (IR).

a - Personnes Résidentes

i) Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- La raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- Le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt sur les sociétés.

ii) Personnes soumises à l'IR

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- 20% imputable sur la cotisation de l'IR avec droit à restitution pour les bénéficiaires personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IR selon le régime BNR ou BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - Le nom, prénom, adresse et le numéro de la CIN ou de carte d'étranger ;
 - Le numéro d'article d'imposition à l'IR.

b - Personnes Non Résidentes

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%, sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

II.5.2 - Plus-values

a - Personnes Résidentes

i) Personnes Physiques

Conformément aux dispositions de l'article 73 du Code Général des Impôts, les profits nets de cession d'obligations et autres titres de créances sont soumis à l'IR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- La cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- L'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- L'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 68 du Code Général des Impôts, sont exonérés de l'impôt :

- Les profits ou la fraction des profits sur cession de TCN, d'obligations et autres titres de créances correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de MAD 24 000 ;
- La donation de TCN, d'obligations et autres titres de créances effectuées entre ascendants et descendants, entre époux frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- D'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment des frais de courtage et de commission ;
- Et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession ou acquisition.

ii) Personnes Morales

Conformément aux dispositions du Code Général des Impôts, les profits de cession de TCN, d'obligations et autres titres de créances sont soumis, selon le cas, soit à l'IR soit à l'IS.

b - Personnes Non Résidentes

i) Personnes Physiques

Les profits de cession de TCN, d'obligations et autres titres de créances réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

ii) Personnes Morales

Les profits de cession de TCN, d'obligations et autres titres de créances réalisés par les sociétés étrangères sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Toutefois, les plus-values réalisées sur les obligations et les autres titres de créances cotés à la bourse des valeurs sont exonérées.

SECTION III - PRESENTATION GENERALE DE DISTRISOFT MAROC S.A.

III.1 - Renseignements à caractère général

Dénomination sociale	DISTRISOFT Maroc S.A.
Siège social	3, Rue Abou Zaïd Eddaboussi (ex-Necker) 20100 - Casablanca.
Téléphone	022 95 70 00
Télécopie	022 95 70 20 / 30
Adresse électronique	Distrisoft@distrisoft.ma
Site web	www.distrisoft.ma
Forme juridique	Société Anonyme régie par la loi n° 17-95 du 30 Août 1996.
Date de constitution	Avril 1991
Durée de vie	99 ans
Capital social actuel	33 361 300 Dh entièrement libéré, composé de 333 613 actions d'une valeur nominale de 100 DH, au 31 décembre 2006
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre.
Numéro d'inscription au Registre de Commerce	61 799 (Casablanca)
Objet social (Article 3 des statuts)	La société a pour objet au Maroc et à l'étranger : L'import, la commercialisation, la promotion de logiciels, de matériels informatiques et bureautiques ; Les services d'accompagnement pour le support, l'installation, l'assistance technique et la formation ; Les études techniques et d'ingénieries spécialisées dans les travaux informatiques et tout service s'y rattachant ; L'assistance à la mise en oeuvre de tous projets informatiques par le conseil au niveau du choix du matériel et des logiciels et le suivi ; Et, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à : La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, se rapportant à l'une ou à l'autre des activités spécifiées ; La prise de participation, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ; Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.
Consultation des documents	Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la

juridiques

communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés dans le siège social de la Société (3, Rue Abou Zaïd Eddaboussi - ex-Necker - 20100 - Casablanca).

Textes législatifs

La Société est régie par le droit marocain, la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, ainsi que par ses statuts.

De par sa cotation sur la Bourse des Valeurs, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés financiers et notamment :

- Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00 et 52-01 ;
- Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié dans l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 ;
- Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01 ;
- Dahir portant loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs ;
- Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ;
- Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain.

La société est soumise également aux dispositions du Dahir n°1-95-03 du 26 janvier 1995, portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables.

III.2 - Renseignements sur le capital de DISTRISOFT MAROC S.A.

III.2.1 - Renseignements à caractère général

Après augmentation de capital opérée le 21 septembre 2006, le capital social de DISTRISOFT Maroc S.A. s'élève à 333 613 actions de valeur nominale MAD 100.

III.2.2 - Historique du capital et de l'actionnariat

a - Historique du capital

L'évolution historique du capital de la société est présentée dans le tableau ci-dessous :

Année	Capital initial (en Dh)	Nature de l'opération	Nombres d'actions créées	Nominal (en Dh)	Montant (en Dh)	Capital final (en Dh)
1991	-	Création de la société	6 000	100	-	600 000
1994	600 000	Augmentation de capital par apport en numéraire	6 000	100	600 000	1 200 000
2000	1 200 000	Augmentation de capital par apport en numéraire	12 966	100	1 296 600	2 496 600
2000	2 496 600	Conversion de 6 000 actions ordinaires en actions à dividendes prioritaires sans droits de vote	-	-	-	2 496 600
2003	2 496 600	Augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission	95 034	100	9 503 400	12 000 000
Mai 2004	12 000 000	Conversion des 28 839 actions à dividende prioritaire sans droit de vote en actions ordinaires	-	-	-	12 000 000
Juillet 2004	12 000 000	Augmentation de capital par incorporation des réserves	30 000	100	3 000 000	15 000 000
Juillet 2004	15 000 000	Augmentation de capital par conversion de l'emprunt obligataire en actions ordinaires	38 793	100	3 879 300	18 879 300
Juillet 2004	18 879 300	Augmentation de capital par intégration de la prime d'émission relative à la conversion de l'emprunt obligataire	111 207	100	11 120 700	30 000 000
Septembre 2006	30 000 000	Introduction en Bourse par cession de 76 387 actions et augmentation de capital en numéraire de 33 613 actions	33 613	100	3 361 300	33 361 300

- A sa création, en 1991, DISTRISOFT MAROC S.A. est dotée d'un capital de MAD 600 000, réparti en 6 000 actions d'une valeur nominale MAD 100 ;
- En 1994 et 2000, la société procède à deux augmentations de capital par apport en numéraire, portant son capital social à MAD 1.200.000 puis à MAD 2 496 600 ;

- ▶ En 2003, DISTRISOFT MAROC S.A. augmente son capital par incorporation d'une somme de MAD 9 503 400 prélevée sur la prime d'émission. Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC S.A. procède à une émission sans appel public à l'épargne de 150 000 obligations convertibles en actions exclusivement réservées à CAPITAL MOROCCO L.P1. Les obligations émises ont été réparties en trois tranches de 50 000 obligations chacune, d'une valeur nominale de MAD 100 par obligation, à un taux d'intérêt fixe de 6,0% par an. La conversion devait s'opérer en trois fois ;
- ▶ En 2004, la société opère une conversion des 28.389 actions à dividende prioritaire sans droit de vote en actions ordinaires puis procède à trois augmentations de capital successives :
 - ▶ D'abord, par incorporation de réserves, pour MAD 3 000 000, portant le capital à MAD 15 000 000 ;
 - ▶ Ensuite, par conversion des 150.000 obligations convertibles, émises en 2003, en 38 793 actions nouvelles au profit de CAPITAL MOROCCO L.P., portant le capital à MAD 18 879 300. Cependant, en juin 2004, la notion de tranches des obligations a été abandonnée. Toutes les obligations, présentant les mêmes caractéristiques, ont été converties en une seule fois. En effet, suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui s'est tenue le 19 juillet 2004, l'intégralité des obligations convertibles existantes a été convertie en actions ordinaires ;
 - ▶ Enfin, par intégration de la prime d'émission relative à la conversion de l'emprunt obligataire pour un montant de MAD 11 120 700, fixant le capital social de DISTRISOFT Maroc S.A. à MAD 30 000 000 ;
- ▶ En septembre 2006, DISTRISOFT Maroc S.A. s'introduit en Bourse, par cession de 76 387 titres et augmentation de capital en numéraire de 33 613 actions, au prix unitaire de MAD 595. Le capital social de DISTRISOFT Maroc S.A. s'élève désormais à MAD 33 361 300.

b - Historique de l'actionnariat

L'évolution historique de l'actionnariat de la société est présentée dans le tableau ci-dessous :

Situation au 31 décembre	1991	1992	1993	1994	2000	2003	2004	2005	Au 30 juin 2007
FAMILLE CHAMI	4 518	2 022							
FAMILLE EL HARIRY	1 470	2 268	2 999	5 998	3 600	17 303			
FAMILLE RKAIBI		1 698	2 698	5 996	5 999	28 838	57 281	57 281	34 863
KARIM RADI BENJELLOUN					6 482	31 160	64 567	69 913	60 384
NAJIB HAKIM BELMAACHI					6 482	31 160	64 567	69 913	60 384
MILLENNIUM VENTURES							34 369	34 369	28 691
CAPITAL MOROCCO							79 210	68 518	13 311
RMA Watanya	-	-	-	-	-	-	-	-	18 516
Autres	12	12	303	6	2 403	11 539	6	6	1
Flottant en Bourse									117 463
Total	6 000	6 000	6 000	12 000	24 966	120 000	300 000	300 000	333 613

- ▶ En 1991, DISTRISOFT Maroc S.A. est créée par M. Ahmed CHAMI et M. Khalid El HARIRY avec un Capital de départ de 600 000 dirhams.
- ▶ En 1992, M. Saïd RKAIBI rejoint le tour de table de DISTRISOFT Maroc S.A. ;
- ▶ En 1993, M. Ahmed CHAMI vend ses parts essentiellement aux deux autres actionnaires ;
- ▶ En 1994, la société opère sa première opération d'augmentation de capital de 600.000 Dirhams ;
- ▶ En 2000, MM. Karim Radi BENJELLOUN et Hakim BELMAACHI intègrent le capital de DISTRISOFT Maroc S.A. par voie d'augmentation de capital et prennent le contrôle de la société ;

1 CAPITAL MOROCCO LP est un fonds de capital investissement domicilié à Jersey, sous la forme de Limited Partnership –LP.

- ▶ En 2003, la société a procédé à une augmentation de capital par incorporation d'une somme de MAD 9.503.400 prélevée sur la prime d'émission ;
- ▶ En 2004, M. Khalid El HARIRY cède ses parts à MILLENNIUM VENTURES (17.303 titres). Durant la même année, CAPITAL MOROCCO achète les parts des autres actionnaires (11.539 titres) et convertit ses obligations en actions. Suite à l'augmentation du capital par incorporation des réserves et de la prime d'émission, le capital de la société atteint M MAD 30,0 ;
- ▶ En septembre 2006, et dans le cadre de l'opération d'introduction en Bourse réalisée en partie par cession de 76 387 titres, la participation des actionnaires au capital de DISTRISOFT Maroc S.A. a été réduite comme suit :
 - ▶ MM. Karim Radi BENJELLOUN et Hakim BELMAACHI : 12,5% chacun du total des actions cédées ;
 - ▶ M. Saïd RKAÏBI : 17,6% du total des actions cédées ;
 - ▶ Capital Morocco LP : 50,0% du total des actions cédées ;
 - ▶ Et, Millenium Ventures : 7,4% du total des actions cédées.
- ▶ En 2006, la compagnie d'assurance RMA Watanya a acquis 5,5% du capital de DISTRISOFT MAROC S.A, suite à son introduction en bourse ;
- ▶ Le fonds d'investissement Capital Morocco L.P a cédé, en 2007, une partie de sa participation à la Bourse de Casablanca. La part détenue par ce fonds atteint désormais 3,99% du capital au 30 juin 2007.

III.2.3 - Structure de l'actionnariat

a - Répartition de l'actionnariat avant et après l'opération d'introduction en bourse

Actionnaires	Avant introduction en bourse			Après introduction en bourse		
	Nombre de titres	% du capital	% droits de vote	Nombre de titres	% du capital	% droits de vote
Karim Radi BENJELLOUN	69 914	23,3%	23,3%	60 378	18,1%	18,1%
Najib hakim BELMAACHI	69 915	23,3%	23,3%	60 379	18,1%	18,1%
Saïd RKAÏBI	57 283	19,1%	19,1%	43 832	13,1%	13,1%
MILLENNIUM VENTURES	34 369	11,5%	11,5%	28 698	8,6%	8,6%
CAPITAL MOROCCO L.P	68 518	22,8%	22,8%	30 325	9,1%	9,1%
Autres actionnaires	1	0,0%	0,0%	1	0,0%	0,0%
Flottant en bourse	0	0	0,00%	110 000	33,0%	33,0%
Total	300 000	100,0%	100,0%	333 613	100,0%	100,0%

L'actionnariat actuel de DISTRISOFT Maroc S.A. comprend les sociétés suivantes :

► MILLENIUM VENTURES

Holding financier détenue à hauteur de 95,0% par M. Said RKAIBI et 5,0% par son épouse. La société regroupe les participations financières de la famille RKAIBI dans diverses sociétés. En 2005, le chiffre d'affaires et le résultat net de MILLENIUM VENTURES s'élèvent respectivement à M MAD 3,0 et à M MAD 0,6 pour des fonds propres de M MAD 1,2.

► CAPITAL MOROCCO LP

Fonds d'investissement domicilié à Jersey sous la forme de *Limited Partnership* -LP- dédié au capital investissement au Maroc. Ce fonds, d'une taille de 25 millions de dollars, est dédié au capital investissement et est totalement investi dans 14 entreprises marocaines. Il est géré par la société de gestion CAPITAL INVEST, laquelle est détenue à hauteur de 74% par BMCE CAPITAL, de 13% par SIGEFI (Filiale du spécialiste du capital investissement en France, SIPAREX, chargée de la gestion de l'ensemble des sociétés et des fonds du Groupe) et de 13% par CIC FINANCE (Filiale à 100% du Groupe Crédit Industriel et Commercial, spécialisée dans le capital développement).

► RMA Watanya

RMA Watanya est née de la fusion des deux compagnies marocaines RMA et El Wataniya. Avec 23% de parts de marché marocain, elle est la première compagnie d'assurance et de réassurance au Maroc. En 2004, la compagnie dispose de plus de 16 milliards d'actifs sous gestion et des fonds propres de 4 milliards de dirhams. RMA Watanya fait partie du Groupe Finance.com.

b - Pactes d'actionnaires

En 2000, suite à l'entrée dans le capital de DISTRISOFT Maroc S.A. de Messieurs Hakim BELMAACHI et Karim Radi BENJELLOUN, un pacte d'actionnaires a été établi entre les deux investisseurs précités et Monsieur RKAIBI, ancien actionnaire majoritaire de la société.

La durée du contrat est de 10 ans à compter de la date de son entrée en vigueur et prend fin à la date d'introduction en Bourse sauf accord des parties pour le poursuivre. A ce jour, aucune décision n'a été prise concernant la prolongation ou non du Pacte d'Actionnaires.

L'objet de ce pacte consiste en la définition des relations des actionnaires au sein de la société et en la formalisation de leur accord sur le mode de fonctionnement et l'évolution du capital de DISTRISOFT Maroc S.A.

Les principales clauses de ce pacte concernent :

- L'engagement de non concurrence, par lequel les parties s'interdisent de conclure des contrats de distribution à travers une structure juridique autre que DISTRISOFT Maroc S.A. ;
- L'autorisation préalable du Conseil d'Administration devant recevoir l'aval de Monsieur Saïd RKAIBI pour (i) toute cession de titres de participation ou toute acquisition de titres de société ou de fonds de commerce, (ii) tout aval, caution ou garantie donné par la société d'un montant supérieur à M MAD 5, (iii) tout emprunt ou crédit à moyen ou long terme ou contrat de leasing contracté par la société d'un montant supérieur à M MAD 5, (iv) la création ou la dissolution de filiales, (v) toute décision relative à une augmentation de capital, une fusion, une scission ou un apport partiel et plus généralement à toute modification des statuts, (vi) la désignation des Commissaire Aux Comptes de la société et (vii) les décisions stratégiques que la société prendra soit en qualité d'actionnaire soit en qualité de membre du Conseil d'Administration d'une autre société dans laquelle DISTRISOFT Maroc S.A. détiendrait au moins 33,33% des droits de vote, y compris la nomination du ou des représentants de DISTRISOFT Maroc S.A. aux assemblées générales et au sein des organes collectifs d'une telle autre société ;
- La durée du contrat est de 10 ans à compter de la date de son entrée en vigueur et prend fin à la date d'introduction en Bourse sauf accord des parties pour le poursuivre ;

- ▶ De plus, les parties conviennent que chaque nouvel actionnaire de la société qui viendrait à détenir une participation supérieure à 10% du capital, devra adhérer à ce pacte ;
- ▶ Suite à l'entrée de CAPITAL MOROCCO L.P.² dans le capital de DISTRISOFT Maroc S.A., un deuxième pacte d'actionnaires³ a été conclu, en juillet 2004, entre :
- ▶ Les actionnaires majoritaires de la société, à savoir Messieurs Karim Radi BENJELLOUN, Najib Hakim BELMAACHI, Said RKAIBI et MILLENIUM VENTURES ; et
- ▶ CAPITAL MOROCCO L.P., représentée au Maroc par CAPITAL INVEST.

Ce pacte a pour but de définir les conditions de collaboration entre les différentes parties prenantes, notamment en ce qui concerne leur participation commune au capital et à la gestion de DISTRISOFT Maroc S.A., et l'organisation de leurs relations futures dans la dite société.

En outre, ce pacte d'actionnaires impose le respect des dispositions suivantes :

- ▶ Un des membres du Conseil d'Administration devra être nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires parmi une liste de personnes physiques ou morales proposées par CAPITAL MOROCCO ;
- ▶ La présidence du Conseil d'Administration devra être tour à tour assurée par Monsieur Karim Radi BENJELLOUN et Monsieur Hakim BELMAACHI par période de trois années fiscales ;
- ▶ En cas de cession de tout ou partie des titres détenus par les actionnaires majoritaires, ceux-ci reconnaissent à CAPITAL MOROCCO le droit soit (i) d'agréer la cession projetée, soit (ii) de se retirer de la société si les participations cumulées des actionnaires majoritaires et de CAPITAL MOROCCO sont réduites à moins de 50% plus une action du capital social de DISTRISOFT MAROC S.A., soit (iii) d'exercer un droit de préemption sur les titres dont la cession est projetée. L'exercice de ce droit de préemption reste toutefois conditionné par le respect de certaines exigences (délai, contenu de la notification du projet de cession, etc.) ;
- ▶ Les actionnaires majoritaires s'engagent à porter le taux de distribution de dividendes à 30% minimum au-delà du 31 décembre 2006 ;
- ▶ Une clause de liquidité stipule que les actionnaires s'engagent à déployer les meilleurs efforts en vue de l'introduction de DISTRISOFT MAROC S.A à la Bourse des Valeurs de Casablanca et ce, à partir du 30 juin 2006. En cas d'introduction en bourse, l'investisseur CAPITAL MOROCCO pourra présenter prioritairement ses titres ;
- ▶ Une clause de non concurrence stipule que, tant que le pacte sera en vigueur, les actionnaires majoritaires ne seront pas autorisés à (i) intervenir dans une entité nouvelle ou existante, (ii) prendre ensemble ou individuellement une participation dans une entité non cotée nouvelle ou existante qui exercerait des activités concurrentes susceptibles de « cannibaliser » l'activité ou le fonds de commerce de DISTRISOFT MAROC S.A. ou de constituer un développement stratégique ou un prolongement de l'activité de la société au Maroc. De même, ils s'engagent à n'exercer pour leur propre compte ou pour le compte d'autrui et à titre personnel ou par l'intermédiaire de tiers aucune de ces activités ;
- ▶ En cas de cession de titres, le tiers acquéreur se trouvera substitué aux droits et obligations du cédant tel que ceux-ci résultant des présentes. Cet engagement devra figurer dans l'offre notifiée par le tiers. Le cédant s'engage à mentionner sur le bulletin des transferts de titres l'obligation pour l'acquéreur de signer ce pacte. La signature des présentes emportera adhésion au pacte ;

² DISTRISOFT Maroc S.A. et CAPITAL MOROCCO ont signé un contrat d'émission obligataire au terme duquel CAPITAL MOROCCO a souscrit 150.000 obligations émises par la société, d'une valeur nominale de MAD 100 chacune, convertibles en actions.

³ Il convient de signaler qu'aucune des dispositions de ce pacte n'annule celles du pacte d'actionnaires signé en 2000 entre les actionnaires initiaux de DISTRISOFT MAROC S.A.

- ▶ Les parties sont convenues que toute cession ou souscription de titres de la société effectuée en violation des stipulations du pacte, et notamment sans que le tiers ait préalablement à la cession ou à la souscription considérée, adhéré selon les dispositions de l'article 11 du pacte, sera inopposable aux parties et à la société et ne pourra en aucun cas être transcrite dans la comptabilité actions de la société ;
- ▶ En cas d'opération sur le capital, tout nouvel actionnaire qui viendrait à détenir 10% du capital ou plus de DISTRISOFT MAROC S.A. est tenu d'adhérer au pacte d'actionnaires ;
- ▶ Le pacte s'appliquera pour toute la durée pendant laquelle les actionnaires détiendront des titres de DISTRISOFT MAROC S.A. En outre, ce dernier ne sera pas dissolu en cas de fusion par absorption de la société ou toute opération entraînant la transmission universelle de son patrimoine. En revanche, les modifications de ce pacte d'actionnaires devront être négociées de bonne foi en cas d'introduction en bourse de DISTRISOFT MAROC S.A ;
- ▶ De manière générale, en cas de conflit ou de contradiction entre les dispositions du pacte d'actionnaires et celles des statuts de la société, les parties s'engagent à y remédier par une adaptation des statuts, en conformité avec la législation marocaine.

III.3 - Marché des titres de DISTRISOFT Maroc S.A.

DISTRISOFT Maroc S.A. s'est introduite en Bourse courant septembre 2006. Cette opération qui s'est réalisée par cession de 76 387 actions et par augmentation de capital en numéraire de 33 613 actions a porté sur MAD 65.450.000, soit l'équivalent de MAD 595 par action.

III.4 - Notation

A la date d'établissement du présent Dossier d'Information, DISTRISOFT Maroc S.A n'a fait l'objet d'aucune notation.

III.5 - Conseil d'Administration de DISTRISOFT MAROC S.A.

DISTRISOFT MAROC S.A. est administrée par un Conseil d'Administration de trois à douze membres, sauf dérogation temporaire prévue en cas de fusion. Les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui peut les révoquer à tout moment. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, les administrateurs peuvent être nommés que par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Le Conseil d'Administration de DISTRISOFT MAROC S.A. est composé comme suit :

Nom	Titre	Adresse	Date du mandat	Expiration du mandat	Lien avec l'émetteur
Karim RADI BENJELLOUN	Président du Conseil d'Administration	11, allée Abdellah Belhaj Casa-Anfa	Juin 2006	Juin 2009	Président Directeur Général
Najib Hakim BELMAACHI	Administrateur	20, Rue Ksar Labdii-Casablanca	Juin 2006	Juin 2009	Directeur Général
Said RKAIBI (*)	Administrateur	108, Boulevard Ghandi - Casablanca	Juin 2006	Juin 2009	Actionnaire
CAPITAL MOROCCO représenté par Younes AL ABADAN (Directeur d'investissement)	Administrateur	47, Esplanade St Helier – Jersey, USA	Juin 2006	Juin 2009	Actionnaire
Millenium Ventures représenté par son Gérant, M. Said RKAIBI	Administrateur	74, Angle Bd Abdelmoumen Casablanca	Juin 2006	Juin 2009	Actionnaire
François IZARD	Administrateur	20, rue Molière Casablanca	Juin 2006	Juin 2009	Actionnaire

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

(*) Ingénieur de l'Ecole Centrale de Paris, Monsieur Said RKAIBI entame son expérience professionnelle en France en tant que Consultant et co-fondateur d'une société de services et de conseil en systèmes d'information. De retour au Maroc en 1989, il participe à la création, la reprise et le développement de plusieurs sociétés opérant dans le domaine des technologies de l'information. Actuellement, Monsieur Said RKAIBI est Président Directeur Général de la société OMNIDATA⁴, Président des conseils d'administration des sociétés NCR⁵ et ALCATEL E-BUSINESS DISTRIBUTION MAROC -AEBDM⁶ - et administrateur dans les sociétés DISTRISOFT MAROC S.A. et DIAL TECHNOLOGIES⁷.

4 OMNIDATA est l'un des principaux intégrateurs d'ERP au Maroc. Sa mission consiste à fournir du conseil en architecture des systèmes d'information, de la mise en œuvre des infrastructures logicielles, de l'intégration et l'implémentation de solutions métiers et de progiciels de gestion.

5 NCR Maroc est une société qui opère dans l'importation et la distribution de matériel informatique.

6 AEBDM : filiale du groupe OMNIDATA/NCR Maroc, société spécialisée dans trois segments : les centres d'appels, la téléphonie sur IP (Internet Protocol) et la communication unifiée.

7 DIAL TECHNOLOGIES est une société spécialisée dans les services de données sur téléphone mobile au Maroc et en Afrique du Nord.

III.6 - Organes de direction

KARIM RADI BENJELLOUN, 48 ans, Président Directeur Général

Titulaire d'une maîtrise en Sciences et diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce et de Gestion de Paris, Karim RADI BENJELLOUN entame sa carrière professionnelle en 1986 en tant que Responsable des Ventes chez COMPUTER ASSOCIATES FRANCE. Trois ans plus tard, il rejoint CORPORATE SOFTWARE FRANCE en qualité de Directeur Commercial pour la France et la Belgique. En 1994, il prend la Direction Générale de MICROSOFT MOROCCO et veille à la mise en place et au développement de la filiale marocaine de MICROSOFT. En 2000, et suite à sa prise de participation dans DISTRISOFT MAROC S.A., Karim RADI BENJELLOUN occupe la fonction de Président Directeur Général en charge du Commercial, des Ressources Humaines, de la Qualité et du Contrôle du Crédit. Karim RADI BENJELLOUN est également Vice-Président de l'APEBI.

HAKIM BELMAACHI, 42 ans, Directeur Général

Titulaire d'un Bachelor et d'un Master en systèmes d'information de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales -HEC- de Montréal en 1987, Hakim BELMAACHI a débuté son parcours professionnel au sein de SYSTEMATIX, au Canada, en tant que consultant. Il fonde par la suite une société de services et d'ingénierie informatique -SSII- qui intervient dans le développement et les systèmes départementaux. Il rejoint ensuite MICROSOFT Corp. (USA) pour occuper le poste de Business Development Manager. En 1993, il est nommé Directeur Régional Marketing de la nouvelle filiale de MICROSOFT pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest. En 2000, et suite à sa prise de participation dans DISTRISOFT MAROC S.A., Hakim BELMAACHI occupe la fonction de Directeur Général⁸ en charge de la Direction Marketing, de la Logistique et des Finances.

KHADIJA LAHLOU, 47 ans, Directeur Qualité et Logistique

Diplômée de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales -HEC- de Montréal, Khadija LAHLOU intègre en 1986 le groupe textile LAMTEX/PONYTEX/COFMIR en qualité de Directeur Logistique. En 2000, elle rejoint l'équipe de DISTRISOFT MAROC S.A. pour se charger du Département Logistique et assurer, par conséquent, l'évolution du système de qualité et le bon déroulement de la démarche de certification ISO 9001.

RACHID EL BAGHDADI, 34 ans, Directeur Financier

Diplômé en Gestion et Commerce International de l'Ecole Supérieure de Gestion Commerce -ESGC de Casablanca, Monsieur Rachid EL BAGHDADI intègre DISTRISOFT MAROC S.A. en 2001 où il exerce en qualité de Contrôleur Financier. Entre 1998 et 2001, Monsieur Rachid EL BAGHDADI a opéré pour le compte de SIGMA AUDIT en tant que Cadre Financier.

KARIM BELLAMINE, 32 ans, Directeur Avant-vente

Titulaire d'un diplôme en Marketing de l'Ecole des Hautes Etudes de Management -HEM- de Casablanca en 1999, Karim BELLAMINE débute sa carrière en tant qu'ingénieur commercial et marketing à MARSOFIM, un poste qu'il occupe pendant quatre années avant de prendre la tête de la direction commerciale et marketing. En 2007, Karim BELLAMINE rejoint DISTRISOFT MAROC S.A. en qualité de Directeur Avant-Vente.

⁸ Il convient de signaler que la présidence de DISTRISOFT Maroc S.A. change tous les trois ans. Elle est assurée à tour de rôle par Messieurs Hakim BELMAACHI et Karim RADI BENJELLOUN.

III.7 - Gouvernement d'entreprise

III.7.1 - Rémunération attribuée aux membres du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs une somme fixe annuelle, au titre de jetons de présence. Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération librement entre ses membres dans des proportions qu'il juge convenables.

La rémunération du Président du Conseil d'Administration et celle du ou des Directeurs Généraux est déterminée par le Conseil d'Administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

A ce jour, les membres du Conseil d'Administration n'ont perçu, en cette qualité, aucune rémunération⁹.

III.7.2 - Rémunération attribuée aux dirigeants

La rémunération annuelle brute attribuée à l'effectif managérial¹⁰ de DISTRISOFT MAROC S.A. s'élève au titre de l'exercice 2006 à M MAD 3,8.

III.7.3 - Intéressement et participation du personnel

Il n'existe pas, à ce jour, de schéma d'intéressement et de participation du personnel au capital de DISTRISOFT MAROC S.A.

III.7.4 - Prêts accordés aux membres du Conseil d'Administration et de direction

A ce jour aucun prêt n'est accordé aux membres du Conseil d'Administration et de direction de DISTRISOFT MAROC S.A.

III.7.5 - Opérations conclues entre DISTRISOFT MAROC S.A. et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux

A ce jour, aucune opération n'est conclue entre DISTRISOFT MAROC S.A. et les administrateurs ou directeurs généraux.

III.7.6 - Comités techniques

Il n'existe pas, à ce jour, de comités techniques au sein de DISTRISOFT MAROC S.A.

⁹ Le PV de l'AGO du 30 juin 2003, spécifie qu'un quantum de KMAD 450 a été alloué au titre de jetons de présence sans qu'il n'ait été jamais distribué.

¹⁰ L'effectif managérial est composé des membres du comité de direction tel que décrit au paragraphe VI.1.1.

SECTION IV - MARCHE DE L'INFORMATIQUE

IV.1 - Panorama du marché mondial de l'informatique

Avertissement : La présente analyse du marché mondiale de l'informatique se base sur les chiffres publiés par IDATE, IDC, GARTNER et AMR Research. L'analyse chiffrée de certaines familles de produits demeure néanmoins relativement limitée compte tenu de l'absence d'information.

L'industrie informatique recouvre deux catégories principales :

- ▶ Matériel informatique ou *hardware*, qui regroupe les *Personal Computer* -PC-, les serveurs, les imprimantes, les équipements réseaux, etc.
- ▶ Logiciels (ou *software*) et services informatiques, qui regroupent d'une part ; les logiciels d'infrastructure, notamment les systèmes d'exploitation, les systèmes de management et les progiciels applicatifs et d'autre part ; les prestations de services d'installation, de maintenance, de formation et de développement de solutions.

Selon l'Institut de l'Audiovisuel et des Télécommunications en Europe -IDATE-, le marché mondial de l'informatique a connu une croissance annuelle moyenne de 5,6% entre 2002 et 2004, générant un chiffre d'affaires de Md EUR 817 en fin de période. En 2005, ce marché est estimé à quelques Md EUR 886¹¹.

Milliard d'Euros	2002	2003	2004	2005E	TCAM (02-05E)
Chiffre d'affaires mondial de l'informatique	733	756	817	886	6,5%
% var	-	3,1%	8,1%	8,4%	-

Source : IDATE

IV.1.1 - Matériel informatique

a - Personnal Computer

Les ventes mondiales de PC atteignent en 2006 près de 239 millions d'unités, marquant une hausse annuelle moyenne de 9,4% depuis 2000.

Sous l'impulsion d'une pression tarifaire à la baisse et d'une offre d'ordinateurs portables plus large, le marché mondial du PC enregistre depuis 2002 des taux de progression annuels à deux chiffres, soit 14,93% en moyenne.

Millions d'unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	TCAM (00-06)	TCAM (02-06)
Ventes mondiales de PC	140	135	137	153	190	219	239	9,32%	14,93%
% var	-	-3,6%	1,5%	11,7%	24,2%	15,3%	9,13%	-	-

Source : Gartner Dataquest

En 2005, la structure des ventes par région fait ressortir, pour la première fois, la zone Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) en tête des ventes mondiales de PC avec 72,6 millions d'unités écoulées, soit 33,2% du marché mondial. Cette évolution s'explique d'une part par les investissements croissants en matière d'infrastructures IT et d'autre part par la forte demande de PC portables enregistrée en 2005.

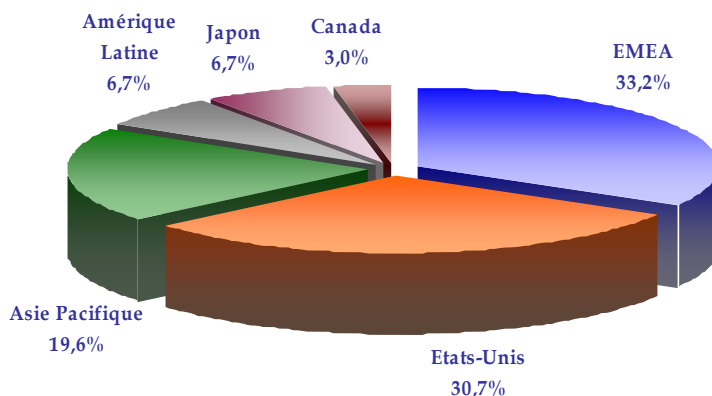
En revanche, conséquence de la maturité du taux d'équipement américain, les Etats Unis recule à la seconde place des ventes mondiales de PC avec 67,1 millions de machines vendues, soit 30,7% du marché mondial.

Par ailleurs, les plus fortes croissances annuelles ont été enregistrées sur les zones Asie-Pacifique et Amérique Latine avec une hausse annuelle de près de 26,0%. Le volume de ventes dans ces régions

¹¹ Source : IDATE

demeure toutefois relativement faible, de l'ordre de 42,8 millions d'unités pour la zone Asie-Pacifique et de 14,7 millions pour l'Amérique Latine.

Structure du marché mondial des PC par régions en 2005
(Ventes en unités)

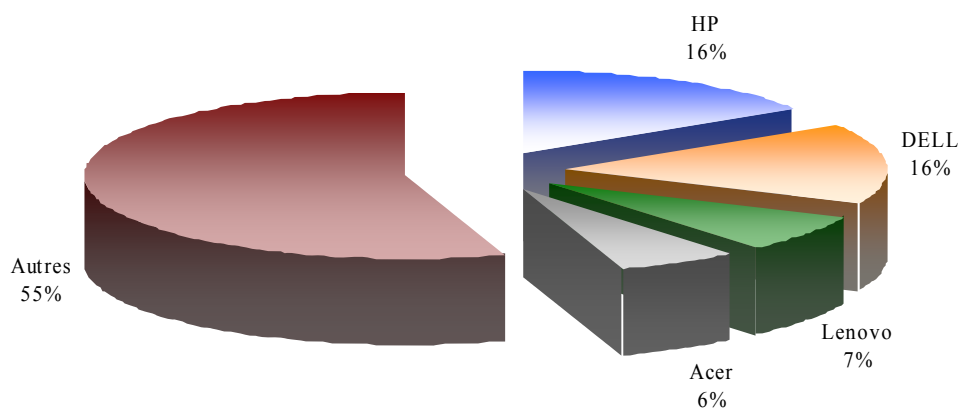


Source : Gartner Dataquest

Au terme de l'année 2006, les deux constructeurs mondiaux HP et DELL se partagent la première position avec une part de marché de 15,9% chacun. Si les deux performances semblent équivalentes, elles cachent une nette différence : en 2006, le constructeur DELL n'a augmenté ses ventes que de 3,5% alors que HP a bondi de 19,2%. Sur le seul dernier trimestre de l'année, HP a progressé de 24% alors que DELL a perdu près de 8,7%. Le constructeur Texan a même signé une contre performance sur son propre terrain (les Etats-Unis) en voyant le volume de ses ventes reculer de 17,3% au cours des trois derniers mois.

Lenovo, reprenneur des PC IBM en 2005, conforte sa troisième place mondiale avec 7% des ventes mondiales et un rythme de croissance légèrement supérieur à celui du marché (+10,9%). Acer s'illustre toujours comme le constructeur le plus dynamique. Il profite d'un engouement pour les ordinateurs portables et signe une progression de 37% par rapport à l'année 2005. Enfin, Toshiba fait son apparition dans le top 5, en chassant du même coup Fujitsu Siemens.

Structure du marché mondial des PC par constructeur en 2006
(ventes en unités)



Source : Gartner Dataquest

b - Serveurs

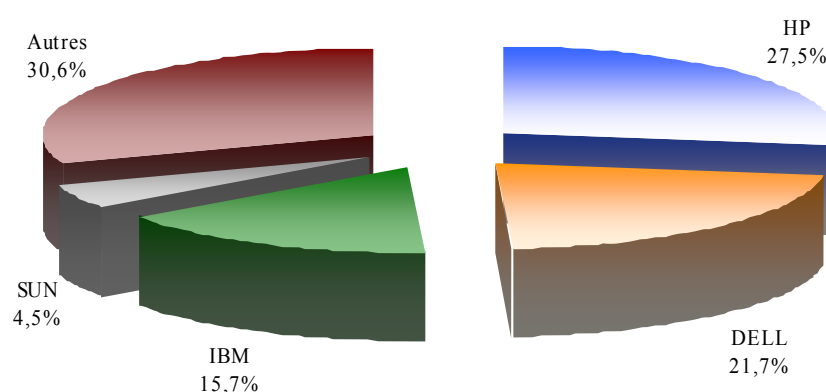
Les serveurs constituent une classe hétérogène, allant des machines monoprocesseurs avec une capacité de stockage limitée jusqu'à des machines massivement parallèles contenant des centaines de processeurs.

Le marché mondial des serveurs a progressé de 5,9% à 7,5 millions d'unités en 2006 et de 2% en terme de chiffre d'affaires, à 52,3 milliards de dollars, niveau qu'il n'avait jamais atteint depuis le pic de l'année 2000. Ce marché a enregistré une croissance positive en valeur au quatrième trimestre 2006 pour le troisième trimestre consécutif (+5,2% à 15,2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent).

HP est resté numéro un mondial en nombre d'unité vendues (27,5% de part de marché), devant DELL (21,7%), IBM (15,7%) et Sun (4,5%).

Structure du marché mondial des serveurs par constructeur en 2006

(Ventes en volume)

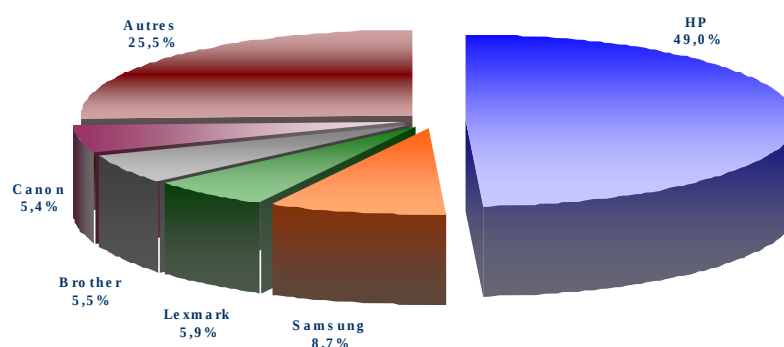


Source : Gartner

c - Imprimantes

Structure du marché mondial des imprimantes par constructeur en 2005

(Ventes en unités)



Source : Gartner

En 2005, les ventes mondiales d'imprimantes ont atteint 21,4 millions d'unités en augmentation de 18,6% par rapport à 2004.

HP confirme son leadership sur ce type de périphérique avec une part de marché atteignant 49,0% contre 48,7% un an auparavant.

SAMSUNG est le principal challenger du fabricant américain avec 8,7% des ventes en 2005. Les autres intervenants du secteur et notamment LEXMARK, BROTHER et CANON s'accaparent des parts de marché respectives de 5,9%, 5,5% et 5,4%.

L'arrivée récente de DELL sur ce secteur pourrait bouleverser la position dominante des principaux intervenants. En effet, le leader mondial des ventes de PC a mis en place une stratégie commerciale agressive sur ce segment pour grignoter les parts de marchés des leaders historiques du secteur.

IV.1.2 - Logiciels et services informatiques

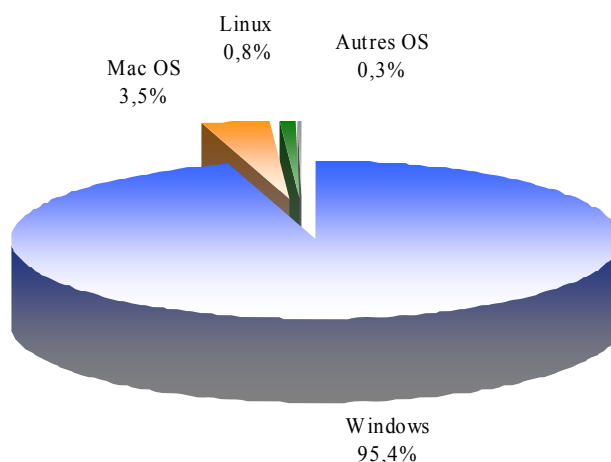
a - Les systèmes d'exploitation

Les systèmes d'exploitation sont de deux sortes, ceux utilisés sur les PC et ceux dédiés aux serveurs.

Selon une étude XITI¹² s'appuyant sur un échantillon de 19.000 sites Internet professionnels, MICROSOFT WINDOWS est le système d'exploitation leader utilisé sur les PC clients avec 95,4% de parts de marché.

Pour les systèmes Mac/OS et LINUX, ils s'accaparent des parts respectives de 3,5% et 0,8%.

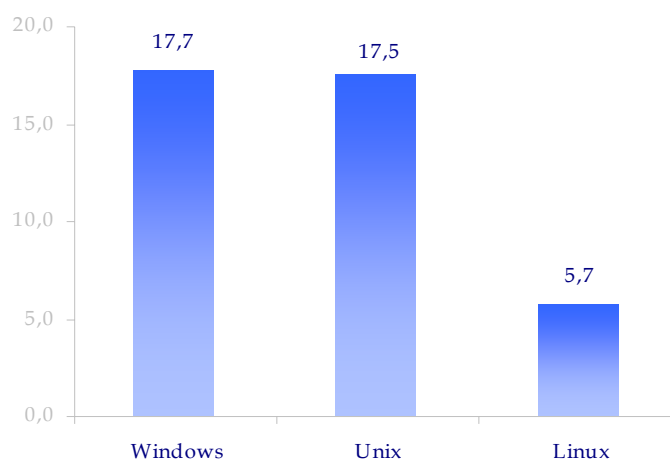
Structure du marché mondial des systèmes d'exploitation (2006)



Source : XITI

En ce qui concerne les systèmes d'exploitation serveurs, WINDOWS SERVER et UNIX arrivent en tête des ventes, drainant respectivement des chiffres d'affaires de Md USD 17,7 et Md USD 17,5 en 2005, contre à peine MD USD 5,7 pour Linux. Ce dernier enregistre néanmoins la plus forte progression en 2005 avec 20,8% de croissance.

¹² Centre de mesure et d'analyse des audiences de sites web. XITI est également spécialisé dans le pilotage et la gestion de la qualité des sites Internet.

Marché mondial des systèmes d'exploitation - serveurs en 2005
(en milliards de USD)

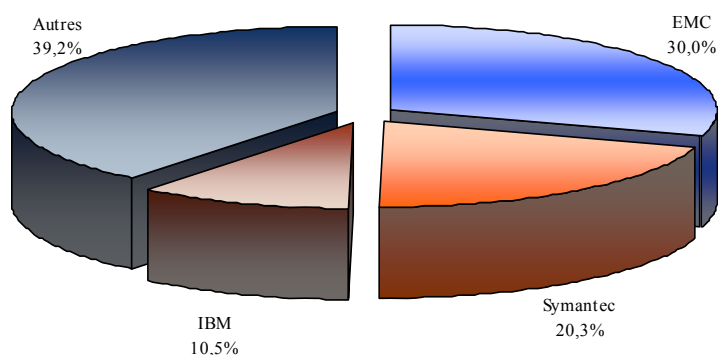
Source : IDC

b - Systems management (administration des systèmes d'information)

La mise en œuvre et l'exploitation de chacune des composantes de l'infrastructure du système d'information est assurée par des packages de progiciels spécialisés. L'ensemble de cette offre constitue la sous catégorie des systèmes de management. Cette offre est scindée en :

i) *Progiciels de sauvegarde et de stockage :*

Sous l'impulsion de la demande en logiciels de réplication, de sauvegarde, d'archivage et de stockage, les ventes de logiciels de stockage atteignent Md USD 8,9 en 2005¹³, contre Md USD 7,9 en 2004, soit une progression de 12,7%. EMC occupe la première place sur le marché mondial avec près de 30,0% de parts de marché, suivie de SYMANTEC et IBM avec respectivement une part de marché de 20,3% et 10,5%.

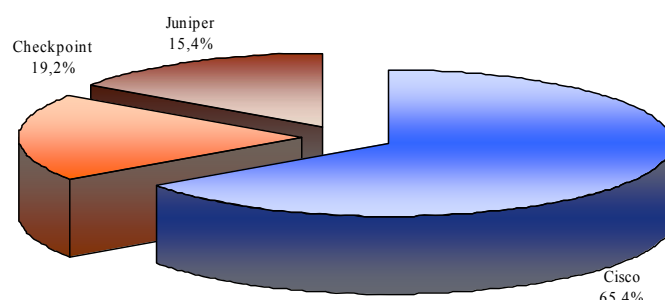
Structure du marché mondial des progiciels de sauvegarde et de stockage (2005)

Source : IDC

¹³ Source : International Data Corporation

ii) Logiciels de sécurité :

La sécurité des réseaux demeure l'une des dépenses prioritaires dans le budget informatique des entreprises. Le chiffre d'affaires global sur ce créneau est estimé à Md USD 1,0 au terme du premier trimestre 2005¹⁴. Il convient de relever la domination de CISCO qui détient 34,0% de parts de marché, suivie par CHECKPOINT (10,0%) et JUNIPER (8,0%).

Structure du marché mondial des logiciels de sécurité (2005)

Source : IDC

En terme de solutions, les produits *Virtual Private Network* et *Firewall* génèrent près de 78,0% du chiffre d'affaires des logiciels de sécurité.

iii) Logiciels d'administration

Ces logiciels ont pour but d'automatiser et de centraliser des opérations qui sont, bien souvent encore, réalisées manuellement, et poste par poste, par l'administrateur d'un parc de microordinateurs. Ces fonctions sont notamment :

- ▶ l'inventaire des matériels et des logiciels ;
- ▶ la distribution et l'installation de logiciels ;
- ▶ la prise de contrôle à distance d'un poste utilisateur, notamment dans l'optique de télé-assistance (helpdesk) ;
- ▶ le contrôle des licences ;
- ▶ la supervision des serveurs et/ou des postes clients (alarmes).

Le marché mondial des logiciels d'administration est dominé par les logiciels OpenView de HP, Tivoli d'IBM et Unicenter de COMPUTER ASSOCIATES.

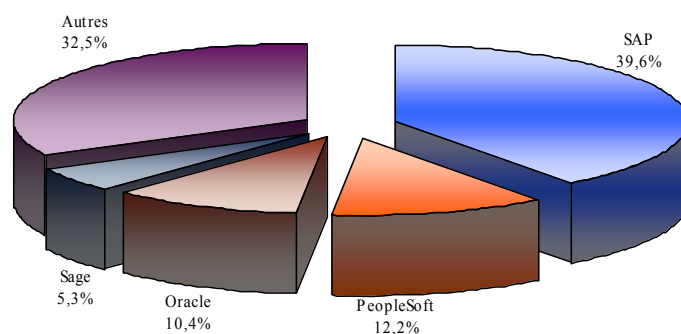
c - Les progiciels applicatifs

Cette sous-catégorie regroupe notamment les offres *Entreprise Ressource Planning* -ERP- et *Customer Relationship Management* – CRM.

Cette industrie est extrêmement vaste et est actuellement dominée par le marché des progiciels ERP. En effet, celui-ci connaît une croissance de près de 14,0% entre 2003 et 2004 et génère un chiffre d'affaires de Md USD 23,6. Avec 39,6%¹⁵ de parts de marché, SAP est le leader sur ce segment, suivi de PEOPLESOFT (12,2%), d'ORACLE (10,4%) et de SAGE (5,3%).

¹⁴ Source : Cabinet d'études INFONETICS.

¹⁵ Source : AMR Research.

Structure du marché mondial des progiciels applicatifs (2004)

Source : AMR Research

S'agissant du marché mondial du CRM, le chiffre d'affaires enregistre une progression annuelle de 2,0% pour s'établir à Md USD 3,5¹⁶ en 2004. SAP et SIEBEL se positionnent en tête des éditeurs de ce type de progiciels avec des chiffres d'affaires respectifs de M USD 601,2 et de M USD 478,3, soit des parts de marché respectives de 17,1% et 13,7%.

¹⁶ Source : GARTNER.

IV.2 - Panorama du marché marocain de l'informatique

Avertissement : La présente analyse du marché marocain de l'informatique se base sur les derniers chiffres disponibles publiés par l'APEBI, l'ANRT et l'Observatoire National des Technologies de l'information. L'analyse chiffrée de certaines familles de produits demeure néanmoins relativement limitée compte tenu de l'absence d'informations.

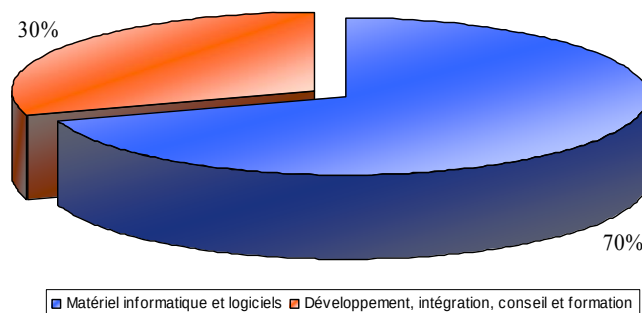
IV.2.1 - Secteur des Technologies de l'Information et de la Communication

Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication -TIC- représente un vecteur de développement important pour les pays émergents. Celui-ci, bien qu'en croissance continue au Maroc, demeure relativement timide. En atteste la faiblesse de l'informatisation des entreprises et des particuliers :

- ▶ Entreprises¹⁷ : le parc informatique des 40.000 entreprises marocaines présentes dans le KOMPASS en 2005 est évalué à quelques 1,2 millions d'ordinateurs, en progression, de 17,0% par rapport à 2004. Le nombre moyen d'ordinateurs par employé progresse ainsi de 0,37¹⁸ en 2004 à 0,40 en 2005 ;
- ▶ Particuliers : le taux d'équipement en ordinateurs personnels des particuliers est de l'ordre de 13,2% en 2005¹⁹ correspondant approximativement à un parc d'ordinateurs individuels de 745.000 unités soit une progression de 20,2% par rapport à l'année précédente ;

A fin 2005, le chiffre d'affaires du secteur TIC hors opérateurs télécoms est estimé à Md MAD 6,4, en accroissement de 15,8% par rapport à l'année précédente. Ventilé par activité, le chiffre d'affaires du secteur TIC hors opérateurs télécoms est généré à hauteur de 70% par la distribution de matériels et logiciels informatiques, soit près de Md MAD 4,5, et de 30% par les activités de développement, d'intégration, de conseil et de formation, soit près de Md MAD 1,9.

Chiffre d'affaires du secteur des TIC hors opérateurs télécoms par activité²⁰



Source : APEBI

L'essentiel de ces réalisations est concrétisé sur le marché domestique avec près de 94,7% du chiffre d'affaires, contre 5,3% pour l'export, en ligne avec la tendance observée en 2004.

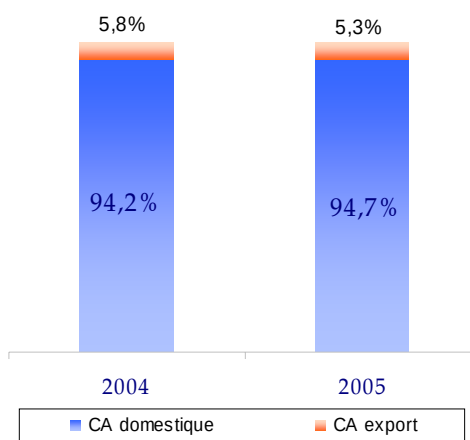
¹⁷ Hors administrations.

¹⁸ Source : Apebi : secteur TIC Maroc – Chiffres clés et potentialités (2004-2005).

¹⁹ Source : Observatoire des Technologies de l'Information, 2005.

²⁰ Par application de la répartition des membres de l'Apebi qui représentent 88% du chiffre d'affaires du secteur.

Chiffre d'affaires du secteur des TIC hors opérateurs télécoms (en valeur)



Source : APEBI

IV.2.2 - Secteur de la distribution de matériels et logiciels informatiques

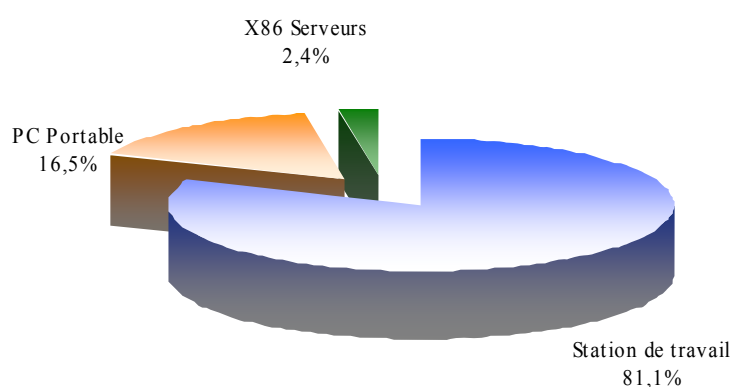
a - Matériels informatiques

Le marché marocain de l'équipement informatique regroupe les *Personal Computer (PC)*, les serveurs, les imprimantes et les équipements de réseaux.

i) *Personal Computer PC*

La catégorie des PC peut être scindée en trois grandes familles de produits, à savoir : (i) les stations de travail-PCs (ii) les PC portables et (iii) les serveurs.

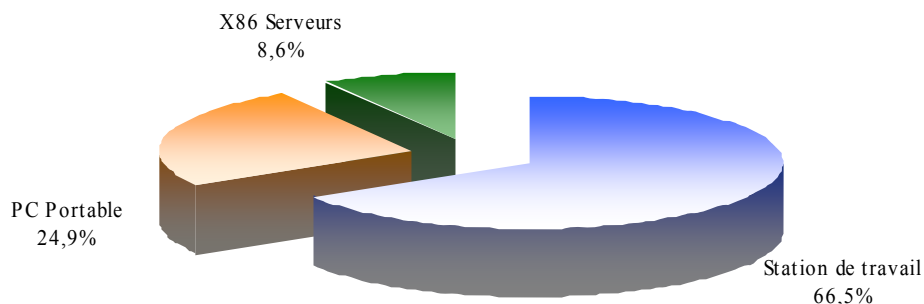
Répartition des ventes de PC au Maroc par type n volume (quatrième trimestre 2006)



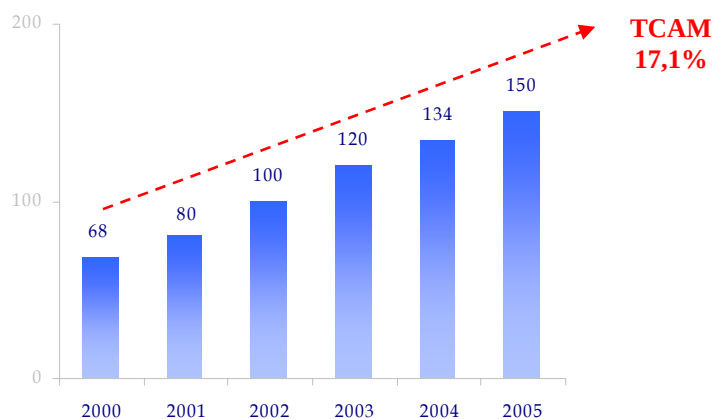
Source : IDC

La ventilation des ventes de PC au Maroc montre la prédominance des stations de travail et des PC portables avec des parts respectives de 81,1% et 16,4% des ventes de PC au quatrième trimestre de l'année 2006. La vente des serveurs représente quant à elle 2,4% de l'ensemble des ventes de PC sur le territoire national.

En valeur, les stations de travail, n'ont représenté que 66,5% des ventes au Maroc au quatrième trimestre 2006. Les serveurs accaparent une part de marché de 8,6% du marché marocain en valeur.

Répartition des ventes de PC au Maroc par type en valeur (quatrième trimestre 2006)

Source : IDC

Ventes de PC au Maroc (2000-2005)
(en milliers d'unités)

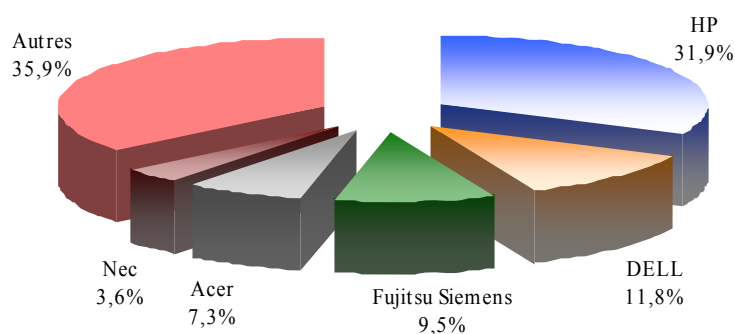
Source : Estimations DISTRISOFT MAROC S.A.

Globalement, les ventes de PC ont enregistré un taux de croissance annuel moyen -TCAM- de près de 17,1% sur la période 2000-2005, passant de 68.169 unités vendues en 2000 à quelques 150.000 au terme de l'année 2005²¹.

A l'instar du marché mondial, les plus grands constructeurs internationaux sont présents sur le marché marocain. Ainsi, HP se positionne en tête des fournisseurs de PC au Maroc avec 31,9% de parts de marché en volume à fin de l'année 2006, suivie de DELL avec 11,8%, et de FUJITSU SIEMENS avec 9,5% de parts de marché.

Ventes de PC au Maroc par constructeur (quatrième trimestre 2006)
(en unités)

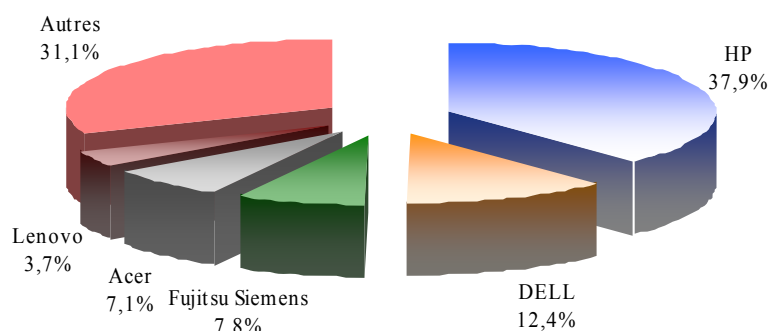
21 Hors PCs d'occasion.



Source : IDC

Le segment « Autres », fortement concurrencé par les PC d'occasion, est composé en majeure partie par des clones montés au Maroc par une centaine d'intégrateurs locaux. Ces derniers cherchent en effet à percer l'étroit marché des PME et des particuliers dont le pouvoir d'achat moyen ne permet pas l'acquisition de matériels de marque.

Ventes de PC au Maroc par constructeur (quatrième trimestre 2006)
(en valeur)



Source : IDC

En terme de revenus par constructeur, HP conserve la première place des ventes de PC au Maroc avec 37,9% de parts de marché, suivi de DELL avec 12,4% puis FUJITSU Siemens qui occupe la 3^{ème} position avec 7,8%.

ii) Imprimantes et équipements réseaux

A l'image des ventes de PC, le marché national des imprimantes est dominé par la marque HP, le reste est partagé entre les marques LEXMARK, EPSON, CANON et BROTHER.

Quant au segment des équipements de réseaux, il est représenté au Maroc par les leaders mondiaux CISCO SYSTEMS et 3COM pour les produits d'infrastructure.

b - Les logiciels et services informatiques

L'année 1999 aura été marquée par une accélération de la demande de matériel informatique. L'effet psychologique du Bogue 2000 n'a pas simplement incité les entrepreneurs à s'équiper en nouveau matériel *hardware* mais aussi à mettre à jour leur parc de logiciels. Les principaux bénéficiaires auront été les distributeurs de logiciels comptables. En effet, la facilité d'installation et la faiblesse du coût d'investissement de ces outils auront permis à de nombreuses sociétés de moderniser leur comptabilité.

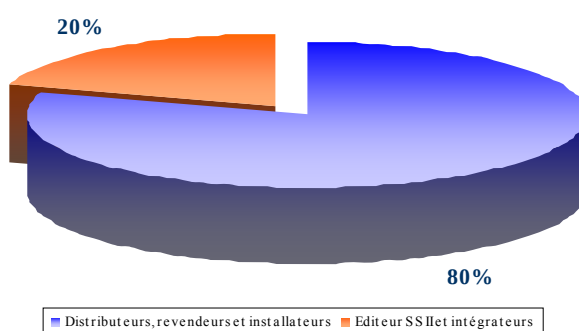
L'offre de logiciels et de progiciels au Maroc présente une gamme complète de produits. La demande et le potentiel de marché restent néanmoins intacts et laissent la place à l'arrivée sur le marché de nombreux nouveaux produits. En effet, les logiciels illégalement copiés présents sur le parc informatique national sont estimés à près de 68,0%²².

IV.2.3 - Profil des opérateurs

Hors opérateurs de télécommunication, le secteur de l'informatique au Maroc compte à fin 2004, 1.000²³ intervenants répartis en 2 grandes catégories :

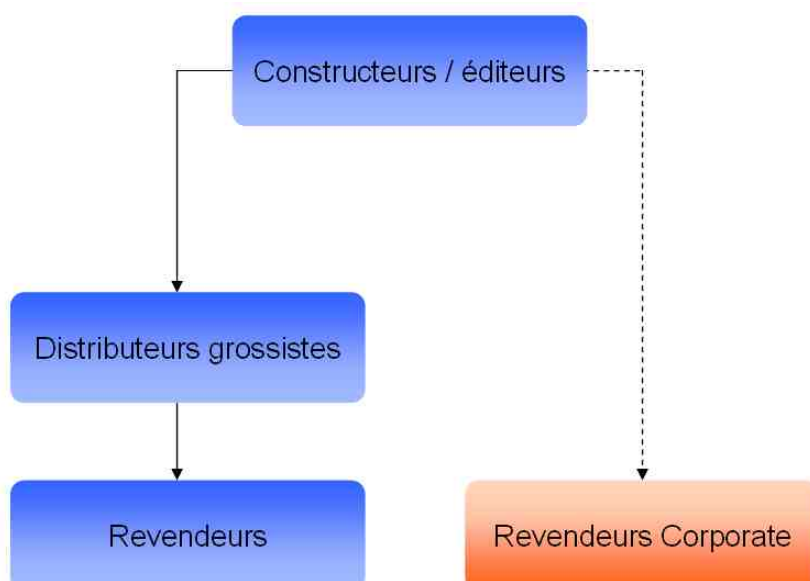
- ▶ Editeurs SSII et intégrateurs qui comptent 200 opérateurs, soit 20,0% du total des intervenants locaux ;
- ▶ Distributeurs, revendeurs et installateurs qui dominent le secteur avec 80,0% du total des intervenants locaux.

Profil des opérateurs (fin 2004)



Source : APEBI

La chaîne de distribution des produits informatiques comprend (i) les constructeurs, (ii) les grossistes et (iii) les revendeurs. Au nombre de 800, ils sont organisés selon le schéma suivant :



²² Source : Etude BSA/IDC – Mai 2006.

²³ Source : APEBI.

Par ailleurs, il convient de signaler la présence d'assembleurs qui distribuent des clones qu'ils fabriquent par assemblage. Ceux-ci sont essentiellement destinés aux petites entreprises et aux particuliers.

a - Les constructeurs

La majorité des constructeurs est constituée de grandes multinationales. Au Maroc, les principaux constructeurs ont opté pour une présence commerciale et marketing en vue de promouvoir leurs produits et d'assurer un soutien technique. C'est le cas de DELL, FUJITSU SIEMENS COMPUTER (FSC), HP et IBM qui disposent de leurs propres filiales à l'échelle nationale.

L'ensemble des constructeurs a procédé à une externalisation de la distribution des produits qui a été accordée à un réseau de grossistes. Cette stratégie de distribution est celle adoptée dans les pays développés.

b - Les distributeurs grossistes

Les distributeurs grossistes sont chargés de la distribution des produits de grande consommation (*hardware* et *software*) et représentent la majeure partie des marques de constructeurs internationaux sur le marché marocain. Leur rôle est d'assurer la logistique en termes d'approvisionnement, de stockage et de livraison entre les constructeurs et les revendeurs. Ils s'apparentent à la grande distribution dans leur relation avec les constructeurs, puisqu'ils représentent une voie quasi-obligatoire d'accès au marché.

Le marché compte une dizaine d'importateurs de matériels et logiciels informatiques. Parmi eux, seuls 6 peuvent être considérés comme distributeurs grossistes sachant que l'ensemble de leurs marchandises est distribué quasi-exclusivement à travers un large réseau de revendeurs.

En dehors de DISTRISOFT MAROC S.A., les quatre principaux grossistes sont MARSOFIM, MATEL PC MARKET, SCDM et DATACO. Ces derniers, totalisent un chiffre d'affaires de Md MAD 1,1 à fin 2004.

Le segment des grossistes est concentré. En effet, à fin 2004, trois distributeurs contrôlent près de 75,6% de parts de marché, en l'occurrence PC MARKET, MATEL S.A. et DISTRISOFT MAROC S.A avec respectivement 25,9%, 25,6% et 24,1%.

Le tableau ci-dessous résume, pour l'année 2004, les parts de marché relatives ainsi que le taux de marge nette par opérateur :

2004 (K MAD)	PC MARKET	MATEL	DISTRISOFT	MARSOFIM	DATACO	SOUTH COMP	Total
Chiffre d'affaires ²⁴	273 073	270 783	254 208	124 354	110 101	23 744	1 056 263
Part de marché relative	25,9%	25,6%	24,1%	11,8%	10,4%	2,2%	100,0%
Résultat net ²⁵	8 077	2 594	8 206	-9 088	1 712	-397	-
Taux de marge nette	3,0%	1,0%	3,2%	-7,3%	1,6%	-1,7%	-

► Matel PC Market

Matel PC Market S.A., Société Anonyme au Capital de 100 000 000 de Dirhams est issue de la fusion en novembre 2006 de Maghreb Télécommunications S.A. « Matel » (créée en 1982) et de PC Market S.A (créée en 1986).

Avec un catalogue comprenant plus de trente marques, Matel PC Market S.A. offre un large choix de produits informatiques comprenant : ordinateurs, ordinateurs portables, serveurs et stockage,

24 Source : OMPIC.

25 Source : OMPIC.

imprimantes et périphériques, logiciels et consommables. La proximité commerciale est assurée par une présence directe sur les régions de Rabat, Casablanca et Agadir.

Qualitech, filiale de Matel PC Market S.A. assure la maintenance des plus grandes marques informatiques et est présente sur les principales villes du Maroc.

► **DISTRISOFT MAROC S.A**

DISTRISOFT MAROC S.A est créée en 1991 pour assurer l'importation et la distribution au Maroc des produits MICROSOFT, leader mondial de l'édition de systèmes d'exploitation et de logiciels bureautiques. Opérant dans un secteur en plein développement, DISTRISOFT MAROC S.A. élargit son activité de distribution en signant des contrats de représentation avec d'autres éditeurs de logiciels de renom tels que SYMANTEC, ADOBE et COMPUTER ASSOCIATES. Par la suite, DISTRISOFT MAROC S.A. s'investit dans le segment du « *hardware* » et distribue des cartes majeures à savoir HP, DELL, CISCO, IBM et FUTJISU SIEMENS. A fin 2004, DISTRISOFT MAROC S.A. enregistre un chiffre d'affaires de M MAD 254,2.

► **MARSOFIM**

Etablie au Maroc depuis 1998, MARSOFIM est une filiale de la société française SOFIM, propriété du groupe SYSTEMAT COMPUTER. SOFIM est un acteur majeur du secteur des services informatiques, spécialisée dans la distribution de plateformes, de PC et des imprimantes IBM. En 2001, MARSOFIM devient distributeur HP au Maroc. MARSOFIM est le 4^{ème} intervenant dans la distribution informatique au Maroc avec un chiffre d'affaires de M MAD 124,3 en 2004, soit 11,8% de parts de marché.

► **DATA CO**

Crée en 1988, DATA CO est un grossiste importateur de produits informatiques. Basée à Casablanca, la société distribue les ordinateurs de la marque DELL et les imprimantes estampillées XEROX, TALLY GENICOM et OKI. Parallèlement à cette activité, DATA CO offre également des services informatiques tels que l'intégration et la maintenance de réseaux informatiques. Cette entité occupe le 5^{ème} rang avec un chiffre d'affaires à M MAD 110,1 et une part de marché de 10,4%.

► **SCDM**

SCDM est une filiale de SOUTHCOMP-POLARIS appartenant au groupe international MDS composé de 45 sociétés toutes spécialisées dans la distribution de produits informatiques en Afrique, Moyen Orient, Europe et Asie centrale. Créée en 1989, SOUTHCOMP-POLARIS est dédiée à la distribution informatique en Afrique et particulièrement en Algérie, en Cote d'Ivoire et au Maroc. Les principales marques distribuées au Maroc sont : APC, BROTHER, CISCO, CITRIX et NETWORK ASSOCIATES. A fin 2004, SCDM réalise un chiffre d'affaires de M MAD 23,2, soit 2,2% de parts de marché.

c - Les revendeurs

Les revendeurs, seuls intervenants habilités à vendre au consommateur final, sont de différentes tailles et se positionnent sur différents segments de marchés. Les gros revendeurs visent exclusivement le marché des entreprises et des administrations et offrent une garantie de services très recherchée. Les détaillants de taille plus modeste visent à la fois les petites entreprises et les particuliers.

Par ailleurs, les chaînes de distribution (Grande distribution et magasins spécialisés) ont commencé à introduire la vente de matériel informatique dans leurs espaces, visant le marché des particuliers et soutenues en cela par le développement de l'ADSL et du crédit à la consommation au Maroc.

d - Les revendeurs *Corporate*

Cette catégorie de revendeurs se compose de certains revendeurs qui, devant un besoin d'équipement de très forte valeur ajoutée (gros serveurs), non stockable par les distributeurs, ne passent pas nécessairement par les distributeurs grossistes et peuvent s'approvisionner directement chez les constructeurs/éditeurs.

IV.2.4 - Réglementation et acteurs publics

a - Réglementation

A ce jour, il n'existe aucune réglementation spécifique aux opérateurs dans le secteur des TIC hors télécoms. Néanmoins, l'ANRT intervient pour l'homologation de tous les appareils servant aux connections au réseau public (modems, WiFi, etc.).

Par ailleurs, la mise à niveau du pays dans le domaine des technologies de l'information a poussé les autorités locales à accélérer l'aménagement du code douanier et à inciter l'importation des produits informatiques et consommables.

Ainsi, dans le cadre de l'accord d'Association Maroc-Union Européenne, les matériels informatiques et les logiciels d'origine européenne sont exonérés de droits de douane depuis mars 2000. Concernant les CD-Roms, DVD/CD (jeux, musique, films, etc.), seuls les CD-Roms ne sont soumis à aucun droit de douane, les DVD/CD, quant à eux, sont soumis à un droit d'importation de 2,5% et à une taxe parafiscale de 0,25%.

Du côté des consommables, les importations de cartouches d'encre d'origine européenne sont exonérées de droits de douane depuis mars 2003 suite à l'accord d'association liant le Maroc à l'Union Européenne, par contre, les importations de cartouches d'encre de la majorité des pays non européens sont taxés à hauteur de 50%.

b - Acteurs publics

Le gouvernement marocain a créé 6 institutions publiques dédiées au pilotage du développement du secteur des TIC.

	Le Département de la Poste, des Télécommunications et des Technologies de l'Information (DEPTTI), dépendant du Ministère des Affaires Economiques et Générales, a pour mission le suivi de la mise en application de la stratégie du gouvernement en matière de Poste, de Télécommunications et de Technologies de l'Information. Il est investi de la mission publique gouvernementale de tutelle sur les établissements qui opèrent dans le secteur.
	L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) a pour principale mission le respect des dispositions de la loi sur les télécommunications. Elle veille à l'instauration d'une concurrence loyale entre les intervenants du secteur. Elle a également pour mission d'homologuer les équipements servant aux télécommunications et réseaux.
	Créé à l'initiative du Ministère de L'industrie, du Commerce et de la Mise à Niveau, le Centre Marocain des Technologies de l'Information et de la Communication accompagne les entreprises dans leur processus de mise à niveau à travers des interventions de sensibilisation, d'organisation de formations, d'identification des besoins en TIC et d'assistance dans leurs mises en place.

	Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Mise à Niveau agit en tant que générateur des orientations stratégiques des secteurs commercial et industriel et incitateur de l'investissement créateur de richesse, d'innovation, de qualité et généralisant les technologies de l'information.
	Le Ministère de la Modernisation des Secteurs Publics intervient en dynamisant et en accélérant le processus de modernisation des administrations publiques à travers la mise en place d'un contenu numérique et la dématérialisation des échanges entre l'administration et les citoyens.
	Constitué à l'initiative du premier ministre, le Comité National E-Gov est chargé de la coordination interministérielle du projet E-Gouvernement.
CSTI	Le Comité Stratégique pour le développement des Technologies de l'Information est présidé par le Ministre des Affaires Economiques Générales. Il travaille à l'élaboration d'un programme national de développement de la société d'information, traitant en parallèle l'administration électronique.

IV.2.5 - Associations professionnelles

Aujourd'hui, les professionnels du secteur des TIC sont représentés par l'Association des Professionnels des Technologies de l'Information (APEBI).

Fondée en 1989 à l'initiative de 10 membres, l'APEBI regroupe aujourd'hui 120 adhérents représentant près de 88% du chiffre d'affaires du secteur. L'APEBI est, aujourd'hui, l'interlocuteur privilégié du secteur auprès des pouvoirs publics et des partenaires tiers.

Sa vision et ses objectifs s'articulent autour des axes stratégiques catalyseurs de développement du secteur des TIC, à savoir :

- ▶ Maintenir et développer un dialogue permanent avec les pouvoirs publics, les acteurs internationaux et les donneurs d'ordre ;
- ▶ Réunir les conditions de l'émergence d'une industrie forte dans les TIC ;
- ▶ Développer les ressources humaines du secteur, au niveau qualitatif et quantitatif ;
- ▶ Développer les infrastructures d'accueil et les services associés ;
- ▶ Appuyer la politique du e-gouvernement ;
- ▶ Renforcer les liens de l'APEBI avec les autres secteurs économiques ;
- ▶ Appuyer et accompagner les nouvelles générations d'entreprises ;
- ▶ Soutenir l'innovation et la Recherche & Développement ;
- ▶ Assurer une meilleure visibilité du marché des TI au Maroc et à l'international ;
- ▶ Accompagner les membres dans leur mise à niveau et leur compétitivité ;
- ▶ Développer et structurer des services à valeur ajoutée au profit de ses membres ;
- ▶ Accompagner les actions par une politique forte de communication.

SECTION V - POSITIONNEMENT DE DISTRISOFT MAROC S.A.

V.1 - Activité de DISTRISOFT MAROC S.A.

V.1.1 - Historique

DISTRISOFT MAROC S.A est créée en 1991 pour assurer l'importation et la distribution au Maroc des produits MICROSOFT, leader mondial de l'édition de systèmes d'exploitation et de logiciels bureautiques. Opérant dans un secteur en plein développement, DISTRISOFT MAROC S.A. élargit son activité de distribution en multipliant les contrats de représentation avec d'autres éditeurs de logiciels de renom tels que SYMANTEC²⁶, ADOBE²⁷ et COMPUTER ASSOCIATES²⁸.

Outre les logiciels informatiques, DISTRISOFT MAROC S.A. s'est également lancé à partir de l'année 2000 dans la distribution de matériel informatique et réseaux en signant des contrats de distribution avec les principaux fabricants mondiaux de PC et d'équipement réseaux, notamment COMPAQ²⁹, HEWLETT-PACKARD³⁰, IBM³¹ et CISCO SYSTEMS³².

Parallèlement, DISTRISOFT MAROC S.A. s'est inscrite dans une démarche qualité ayant abouti en 2001 à la certification ISO 9001, version 2000, délivrée par Bureau Veritas Quality International – BVQI-.

En 2004, la palette des produits distribués par DISTRISOFT MAROC S.A. s'étoffe avec la signature d'un contrat de distribution des produits MAXTOR³³ (disques durs), BELKIN³⁴ (équipements réseaux légers), ADS Tech³⁵ (solutions de montage vidéo) et VERITAS³⁶ (solutions de sauvegarde).

Durant le dernier trimestre 2005, DISTRISOFT MAROC S.A. consolide son offre de matériel informatique en concluant un contrat de distribution avec DELL³⁷ leader mondial dans les ventes de PC.

En 2006, la société signe un contrat de distribution de matériel informatique avec FUJITSU-SIEMENS COMPUTER³⁸.

26 Créée en 1982, SYMANTEC est spécialisée dans les technologies de la sécurité Internet et de l'Industrie des services, dégageant un chiffre d'affaires de USD 4,1 Md en 2005.

27 Créée en 1982 à San José en Californie, avec un chiffre d'affaires de près de USD 2,0 Md, ADOBE est l'un des principaux éditeurs de logiciels au monde.

28 COMPUTER ASSOCIATES est un éditeur de logiciels, son chiffre d'affaires atteint USD 3,8 Md en 2005.

29 Créée en 1982 aux Etats-Unis, COMPAQ s'étend sur le marché européen en 1984 et sur le marché japonais en 1991. En mars 2002, COMPAQ fusionne avec HEWLETT-PACKARD.

30 Fondée en 1939, HEWLETT-PACKARD est l'un des principaux constructeurs de matériels informatiques mondiaux, sa gamme de produits est destinée au grand public, aux collectivités et aux entreprises. En 2002, HEWLETT-PACKARD fusionne avec COMPAQ. La nouvelle entité réalise un chiffre d'affaires de USD 86,7 Md en 2004.

31 International Business Machine – IBM constructeur historique de matériel informatique. Au terme de l'exercice 2005, IBM réalise un chiffre d'affaires de USD 91,1 Md.

32 Compagnie spécialisée dans les solutions de réseaux pour Internet. Fondée en 1984, elle réussit à dégager un chiffre d'affaires de USD 22,0 Md à fin 2004.

33 MAXTOR est une société spécialisée en disques durs auprès des particuliers, des entreprises et des constructeurs, la société affiche un chiffre d'affaires de USD 3,8 Md en 2004.

34 Fondée en 1982, BELKIN est un constructeur mondial de câbles pour ordinateurs, d'onduleurs, de protection contre les surtensions et de produits de connectivité.

35 Fondée en 1992, ADS Tech opère dans le marché des solutions de capture et d'édition vidéo

36 VERITAS est une compagnie spécialisée dans l'édition de logiciels. En 2004, SYMANTEC a racheté VERITAS pour un montant de USD 13,5 Md.

37 Créée par Michael DELL en 1984 sous le nom de PC's Limited et rebaptisée DELL Computer Corporation en 1987 puis en DELL, Inc en 2003. La société est spécialisée dans la vente de Personal Computer – PC et PC portables & serveurs et s'affirme comme leader mondial avec un chiffre d'affaires de USD 49,2 Md à fin 2005.

Grâce à sa stratégie de développement, la qualité de son portefeuille de cartes et de ses performances financières, DISTRISOFT MAROC S.A. est aujourd'hui l'un des principaux grossistes informatiques au Maroc.

Les principaux événements ayant marqué l'évolution historique de DISTRISOFT MAROC S.A. sont les suivants :

1991	• Création de DISTRISOFT MAROC S.A. avec pour objectif l'importation et la distribution des produits MICROSOFT au Maroc.
1996	• Signature d'un contrat de distribution au Maroc avec SYMANTEC, SMC³⁹ et ADOBE.
1998	• Conclusion de deux nouveaux contrats de distribution au Maroc avec MICROSOFT OEM⁴⁰ et COMPUTER ASSOCIATES.
2000	• Lancement de la distribution de matériel informatique à travers la signature d'un contrat avec COMPAQ. • Arrivée de nouveaux actionnaires majoritaires (MM. Karim RADI BENJELLOUN et Hakim BELMAACHI) dans la société à travers une augmentation de capital ; • Mise en place de nouveaux chantiers : déploiement d'un ERP de gestion, lancement de la démarche de certification ISO et restructuration des ressources humaines ; • Déménagement du siège social et du dépôt vers de nouveaux locaux pour mieux répondre au développement de l'activité de la société.
2001	• Obtention de la certification ISO 9001, version 2000, délivrée par Bureau Veritas Quality International - BVQI - ; • Adoption et déploiement d'un ERP de gestion intégré NAVISION en remplacement du progiciel SYBEL ; • Signature d'un contrat de distribution des imprimantes IBM ; • Conclusion d'un contrat de distribution des produits CISCO SYSTEMS ; • Annonce de la fusion HP-COMPAQ au niveau international.
2002	• Signature de nouveaux contrats de distribution avec IBM (PC et serveurs), HP, MGE⁴¹ et 3M⁴² ; • Développement et mise en ligne d'un nouveau site Internet.
2003	• Renforcement de la position de DISTRISOFT MAROC S.A. sur les cartes majeures distribuées : HP, MGE et 3M ; • Développement de l'infrastructure logistique de la société et délocalisation de la facturation au sein du nouveau centre logistique.
2004	• Signature de nouveaux contrats avec MAXTOR, BELKIN, ADS Tech et VERITAS.
2005	• Diversification des ressources financières et réduction du coût de financement de la société à travers la mise en place d'un programme de billets de trésorerie de M MAD 50 ; • Conclusion d'un nouveau contrat de distribution des produits DELL.

38 Créée en 1999, FUJITSU SIEMENS COMPUTER propose l'une des gammes de produits et solutions la plus complète au monde : PC de poche, portables, stations graphiques, serveurs solutions de stockage. La société clôture l'exercice 2005 avec un chiffre d'affaires de Euro 6,7 Md.

39 Créée au début des années 70, SMC Networks est spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente de produits pour réseaux locaux.

40 Original Equipment Manufacturer's Partners.

41 MGE UPS SYSTEMS est spécialisée en solutions globales de haute disponibilité électrique pour les réseaux d'entreprise, les centres de données, les télécoms et les process & infrastructures.

42 Etablie au Maroc depuis 1995, la filiale de 3M commercialise plus de 50 000 produits dans les secteurs industriel, automobile, santé, fourniture de bureau, communication graphique, etc.

-
- | | |
|-------------|---|
| 2006 | <ul style="list-style-type: none">• Conclusion d'un nouveau contrat de distribution des Produits FUJITSU SIEMENS COMPUTER ;• Mise en place d'une nouvelle version de l'ERP Navision pour une meilleure optimisation des coûts et une rationalisation des flux logistiques;• Introduction de DISTRISOFT Maroc S.A. à la Bourse des Valeurs de Casablanca;• Acquisition de 5,5% du capital de DISTRISOFT MAROC S.A par RMA WATANYA suite à son introduction en bourse;• Signature de contrats de distribution avec LEXMARK; |
|-------------|---|
-

V.1.2 - Métier

Initialement créée dans le but d'importer et de distribuer les produits MICROSOFT sur le territoire national, DISTRISOFT MAROC S.A. s'est développée au fil des années grâce à la diversification de son catalogue produits et à l'adoption d'une stratégie qualité orientée vers le client et basée sur des partenariats à forte valeur ajoutée avec les constructeurs/éditeurs mondiaux et le réseau de revendeurs.

Aujourd'hui, DISTRISOFT MAROC S.A. est spécialisée dans la grossisterie et la distribution de matériels et logiciels informatiques et de produits réseaux & télécoms. La société importe et distribue des marques aussi importantes que MICROSOFT, HP, DELL, FUJITSU SIEMENS COMPUTER, CISCO, SYMANTEC, SMC, MGE, ADOBE, COMPUTER ASSOCIATES, MAXTOR, BELKIN, 3M ou VERITAS.

Outre son activité principale de distribution de matériels et de logiciels informatiques, et dans un souci de parfaire la satisfaction du client et d'enrichir son offre, DISTRISOFT MAROC S.A. propose différents types de services (service après vente, formations commerciales et techniques, installation & configuration).

V.1.3 - Produits

L'offre de DISTRISOFT MAROC S.A. s'inscrit dans une stratégie de diversification basée sur les tendances et les orientations du marché marocain et le choix des leaders mondiaux en tant que fournisseurs. Ainsi, la société dispose d'un catalogue comprenant un large éventail de produits allant du matériel informatique aux logiciels et accessoires :

a - Matériel informatique.:

Cette catégorie comprend le matériel informatique « physique » tels que les PC et les serveurs. Parmi les produits distribués par DISTRISOFT MAROC SA. on retrouve principalement les PC, les portables et les serveurs fabriqués par HP, DELL et FUJITSU SIEMENS.

b - Logiciels.:

Cette catégorie de produits regroupe l'ensemble des logiciels et solutions informatiques. DISTRISOFT MAROC SA. distribue principalement des produits et des solutions à usage professionnel. On peut citer notamment :

- ▶ Les produits MICROSOFT : systèmes d'exploitation Windows avec toutes leurs déclinaisons (clients et serveurs) ainsi que le produit phare de l'éditeur, à savoir la suite bureautique Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook et Access) ;

- ▶ Les produits SYMANTEC : ces produits sont destinés à assurer la sécurité des données informatiques à travers des modules de protection contre les codes malveillants (Norton antivirus), les intrusions en ligne (pare-feu) et le courrier indésirable (*spam* ou courriels) ;
- ▶ Les produits VERITAS : ces produits prennent notamment en charge la sauvegarde et la restauration des données en cas d'incident informatique (Backup Exec) ;
- ▶ Les produits ADOBE : la gamme de produits Adobe est très diversifiée. On retrouve notamment le logiciel ACROBAT destiné à la création et à la diffusion de documents ou encore les logiciels Photoshop, Premiere, Audition et After Effects destinés à la retouche de photos et de documents audio et vidéo.
- ▶ Les produits COMPUTER ASSOCIATES : logiciels conçus pour l'exploitation, la sécurité, le stockage et la gestion du cycle de vie du système d'information des entreprises (Brightstor).

c - Périphériques & accessoires

L'offre de DISTRISOFT MAROC S.A. regroupe principalement :

- ▶ Les imprimantes de marque HP ;
- ▶ Le matériel réseau fabriqué par CISCO SYSTEMS, BELKIN et SMC ;
- ▶ Les produits visuels 3M ;
- ▶ Les disques durs de marque MAXTOR ;
- ▶ Les onduleurs de marque MGE ;
- ▶ Les accessoires informatiques fabriqués par HP, MICROSOFT et BELKIN.

V.1.4 - Evolution de l'activité

a - Evolution des ventes par catégorie de produits

Avertissement : Du fait de l'hétérogénéité des produits offerts par DISTRISOFT MAROC S.A., l'analyse des ventes en valeur a été privilégiée par rapport aux ventes unitaires des produits.

DISTRISOFT MAROC S.A. a généré un chiffre d'affaires en accroissement annuel moyen de 19,4% sur la période 2004-2006.

Evolution du chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. en valeur						
M MAD	2004	2005	Var. %	2006	Var. %	TCAM (04-06)
PC, Serveurs	130,3	153,8	18,0%	221,1	43,8%	30,3%
En % du CA	51,3%	55,8%	-	61,0%	-	-
Périphériques & accessoires	81,2	83,3	2,6%	87,9	5,5%	4,0%
En % du CA	31,9%	30,2%	-	24,3%	-	-
Logiciels et services	42,7	38,7	-9,4%	53,4	38,0%	11,8%
En % du CA	16,8%	14,0%	-	14,7%	-	-
TOTAL	254,2	275,8	8,5%	362,6	31,5%	19,4%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Au terme de l'année 2005, le chiffre d'affaires s'améliore de 8,5% pour s'élever à M MAD 275,8, traduisant la politique de diversification de l'offre poursuivie par DISTRISOFT MAROC S.A. matérialisée par la distribution de nouvelles cartes.

Par segment :

- ▶ Les revenus générés par les produits *hardware* (PC et Serveurs) affichent une croissance de 18,0% entre 2004 et 2005 pour atteindre M MAD 153,8, portant leur contribution au chiffre d'affaires global à 55,8%. Cette progression est le fruit de l'affermissement des ventes de HP et de l'introduction de la nouvelle carte DELL, les deux cartes combinées affichent une augmentation de 30,9% par rapport à un exercice auparavant ;
- ▶ Les réalisations des accessoires s'améliorent de 2,6% à M MAD 83,3, sous l'effet essentiellement de la hausse de 43,5% des ventes des produits MGE et accessoirement de celles issues des réalisations sur les cartes BELKIN, MAXTOR et 3M. En 2005, ces dernières enregistrent une augmentation de M MAD 1,1 ;
- ▶ Les ventes de software marquent, pour leur part, une baisse de 9,4% à M MAD 38,7 et ce malgré un renforcement des ventes enregistrées sur les produits ADOBE de 96,0%. Cette tendance s'explique principalement par le ralentissement de 12,8% des ventes de logiciels MICROSOFT.

Ainsi, les parts respectives des accessoires et des logiciels dans le chiffre d'affaires global se compriment de 1,7 points à 30,2% et de 2,8 points à 14,0% au profit des PC et Serveurs.

En 2006, Le chiffre d'affaires augmente de 31,5% par rapport à 2005. Cet essor est notamment, lié (i) à la croissance du chiffre d'affaires réalisé sur les PC, Serveurs de 43,8%, due essentiellement à l'intégration des cartes Dell (effet sur année pleine) et Fujitsu Siemens et (ii) à l'amélioration notable des ventes de software de 38,0% en raison d'un effet de rattrapage (baisse de 9,4% des ventes de software en 2005).

Le segment des PC, serveurs connaît la plus forte progression compte tenu de l'intégration de ces deux nouvelles cartes majeures pour DISTRISOFT MAROC S.A, passant ainsi de M MAD 153,8 en 2005 à M MAD 221,1 en 2006. Ce segment a contribué à hauteur de 61% dans le chiffre d'affaires global de l'entreprise (vs. 56% en 2005).

b - Ventilation des ventes par région

La ventilation des ventes par région se présente comme suit :

K MAD	2 004	en %	2 005	en %	2 006	en %
Agadir	5 144	2,02%	4 483	1,63%	5 062	1,40%
Casablanca	177 074	69,65%	194 394	70,49%	246 216	67,90%
Fès	2 315	0,91%	1 819	0,66%	1 185	0,33%
Marrakech	5 468	2,15%	6 750	2,45%	7 534	2,08%
Rabat	47 921	18,85%	43 643	15,82%	69 952	19,29%
Tanger	6 323	2,49%	7 214	2,62%	10 319	2,85%
Meknès	1 983	0,78%	4 329	1,57%	3 858	1,06%
Oujda	563	0,22%	1 724	0,63%	2 261	0,62%
Autres	7 444	2,93%	11 432	4,15%	16 227	4,48%
Total	254 235	100,00%	275 789	100,00%	362 614	100,00%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

A fin 2006, la répartition des ventes par région montre la prédominance de l'axe Casablanca-Rabat qui compte pour plus de 87,2% du chiffre d'affaires (vs. 86,2% en 2005). Tanger, Marrakech et Agadir représentent respectivement 2,8%, 2,1% et 1,4% des ventes. Les autres villes du royaume absorbent 7,5% des ventes de DISTRISOFT MAROC S.A.

Cette tendance s'explique principalement par la présence des principaux « consommateurs » de produits informatiques sur l'axe Casablanca-Rabat, poumon économique du pays.

Globalement, la répartition géographique des ventes de DISTRISOFT MAROC S.A reste sensiblement identique entre 2004 et 2006, l'axe Casablanca Rabat, contribuant en moyenne à plus de 87% dans la formation du chiffre d'affaires.

c - Ventilation des ventes par client

DISTRISOFT MAROC S.A. opère principalement sur le territoire national et assure la distribution indirecte de ses produits à travers un réseau de clients directs « revendeurs ».

Ainsi, les clients de DISTRISOFT MAROC S.A. sont :

- ▶ Les SSII, spécialisées dans le conseil, la sécurité et l'architecture informatique et télécoms ;
- ▶ Les intégrateurs proposant leurs services pour la réalisation de solutions informatiques complexes ;
- ▶ Les *retailers*, principalement les chaînes de distribution et magasins spécialisés visant les PME et le grand public ;
- ▶ Les assembleurs : spécialisés dans le montage local de PC.

Pour la livraison de ces produits, la société utilise deux procédés selon l'identité de son client :

- ▶ Pour les clients en comptes : la livraison est opérée via les propres moyens de DISTRISOFT MAROC S.A. ;
- ▶ Pour les autres clients, soit ils sont livrés directement à la plate forme logistique de la société, soit, ils sont livrés moyennant un transporteur externe (S2M, SDTM, etc.).

Les livraisons se font généralement en 24 heures pour l'axe Casablanca-Rabat et dans un délai de 48 heures pour le reste du territoire.

La contribution des principaux clients au chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. se présente comme suit :

Concentration du chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. entre les principaux clients entre 2004 et 2006

En %	2004	2005	2006
1 ^{er} client	6,4%	5,9%	7,1%
3 premiers clients	17,3%	15,4%	16,8%
5 premiers clients	25,2%	23,5%	23,7%
10 premiers clients	39,5%	38,2%	35,5%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Au terme de l'année 2006, le premier client de la société compte pour 7,1% du chiffre d'affaires contre 6,4% en 2004. Cette tendance s'inverse pour les trois premiers, les cinq premiers et les 10 premiers clients de la société. En effet, l'augmentation du chiffre d'affaires de DISTRISOFT MAROC S.A. combiné à l'élargissement du nombre de clients de la société contribue à la dilution régulière des principaux clients dans la formation du chiffre d'affaires.

Les délais de crédit octroyés par DISTRISOFT MAROC S.A à ses clients varient de 0 à 90 jours selon la taille du client, son historique et le niveau de concurrence sur chaque commande.

Par ailleurs, et afin de limiter le risque d'impayés, DISTRISOFT MAROC S.A. a contracté une police d'assurance auprès de la compagnie d'assurance crédit (ACMAR) définissant pour chaque client un plafond de couverture.

d - Saisonnalité⁴³ des ventes

Les dirigeants de DISTRISOFT MAROC S.A. observent un pic des ventes au cours du mois de décembre, correspondant aux opérations de clôture des budgets des entités publiques et privées. En revanche, à l'occasion du mois de Ramadan et des vacances estivales en août, l'activité de la société connaît un ralentissement des ventes.

Saisonnalité des ventes (2004-2006)



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le premier trimestre 2006 a enregistré une forte croissance des ventes (36,8%) grâce notamment, au *Backlog* de la fin de l'année 2005. L'intégration des nouvelles cartes Dell et Fujitsu Siemens a augmenté le chiffre d'affaires de 21,9% à la fin du deuxième trimestre 2006. Cette évolution reste faible devant une croissance de 51,1%, enregistrée au troisième trimestre de la même année. Cependant, les principaux fournisseurs de DISTRISOFT Maroc S.A. ont connu une rupture de stock au quatrième trimestre de l'année 2006, de ce fait, la Société n'a réalisé que 20,3% de croissance de son chiffre d'affaires durant cette période.

e - Principaux concurrents par carte

Les intervenants du secteur de l'informatique marocain opèrent dans un marché où la distribution est relativement structurée du fait de la présence importante de multinationales. En effet, le schéma de distribution adopté par la plupart des multinationales est scindé en trois niveaux : (i) Grossiste-importateur / (ii) Revendeur / (iii) Client final avec des rôles bien définis pour chaque acteur. En règle générale, un grossiste ne vend pas à un client final et un revendeur n'achète pas en direct chez le constructeur.

Les principaux grossistes de matériel informatique, distribuant les mêmes cartes que DISTRISOFT MAROC S.A. sont au nombre de 3 à savoir DATACO, SCDM, Matel-PC Market .

⁴³ Ventes réalisées pour le mois n / ventes totales de l' année

V.2 - Politique d'approvisionnement

V.2.1 - Description du processus d'approvisionnement

Afin d'optimiser ses approvisionnements, DISTRISOFT MAROC S.A. a mis en place un logiciel ERP NAVISION permettant la remontée, en temps réel, d'informations clés aux chefs de produits. Ainsi, ces derniers sont instantanément avertis de toute rupture de stock ou de dépassement du stock minimum d'un produit.

De plus, les chefs de produits procèdent régulièrement à des analyses des stocks, tenant compte du niveau des stocks, de l'obsolescence des produits, de la concurrence, de l'évolution du marché et des informations remontant de la Direction Commerciale, afin d'anticiper les nouvelles tendances, les produits en vogue ou inversement les produits à faible succès.

Sur la base de leur analyse et des informations fournies par l'ERP, les chefs de produits transmettent une proposition d'achats au Directeur Général pour validation. Une fois la commande approuvée par la Direction Générale, celle-ci est transmise à la Direction Logistique qui l'intègre dans le système de commande du fournisseur/constructeur et assure le suivi jusqu'à la réception de la marchandise.

Le délai de livraison oscille entre 10 à 20 jours pour les fournisseurs étrangers et entre 24 à 48 heures pour les fournisseurs locaux.

V.2.2 - Evolution des achats par catégorie de produits

Sur la période 2004-2006, les achats⁴⁴ de DISTRISOFT MAROC S.A. ont atteint M MAD 306,8 en 2006 comparé à M MAD 226,5 en 2004, en évolution annuelle moyenne de 13,8%.

Evolution des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. en valeur

M MAD	2 004	% du CA	2 005	% du CA	Var % (05-04)	2 006	% du CA	Var % (06-05)	TCAM
PC, Serveurs	118,8	46,73%	147,5	53,48%	24,16%	190,5	52,54%	29,15%	26,60%
Périphériques & accessoires	72,3	28,44%	77,3	28,03%	6,92%	76,9	21,21%	-0,52%	3,10%
Logiciels	35,5	13,96%	32,1	11,64%	-9,58%	39,4	10,87%	22,74%	5,30%
TOTAL	226,5	89,09%	256,9	93,15%	13,42%	306,8	84,61%	19,42%	16,40%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

A fin 2005, les achats de DISTRISOFT MAROC S.A. totalisent M MAD 256,9, inscrivant une progression de 13,4%. Cette évolution recouvre :

- ▶ Une hausse de 24,2% des acquisitions de PC et Serveurs à M MAD 147,5 traduisant l'amélioration de la demande sur les produits HP ainsi que des produits DELL, suite la signature du contrat de distribution avec ce constructeur ;
- ▶ A l'image des PC et serveur, les acquisitions d'accessoires affichent un accroissement de 6,9% à M MAD 77,3, principalement en raison de l'augmentation des achats de près de M MAD 3,9 des cartes MGE, CISCO et BELKIN ; et
- ▶ Une diminution de 9,6% des approvisionnements en logiciels à près de M MAD 32,1, elle-même redevable à la baisse de M MAD 2,5 des achats auprès de MICROSOFT.

En 2006, les achats de DISTRISOFT MAROC S.A ont progressé de 19,42% par rapport à l'exercice précédent et s'établissent ainsi à M MAD 306,8.

44 Achats hors droits de douane et frais d'approche.

La part du *Hardware* demeure ainsi prédominante dans la structure des achats avec 62% contre 25% pour les accessoires et 13% pour les logiciels et continue de progresser compte tenu de l'intégration dans le catalogue de DISTRISOFT MAROC S.A des deux nouvelles cartes, DELL et FUJITSU.

V.2.3 - Ventilation géographique des achats

La quasi-totalité des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. s'effectue sur le marché étranger, soit près de 95,85% des approvisionnements de la société. Le reste des achats est assuré auprès des fournisseurs locaux.

La ventilation géographique des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2003-2005 se présente comme suit :

K MAD	2004	en %	2005	en %	Var % (05-04)	2006	en %	Var % (06-05)
Marché local	7 835	3,47%	11 095	4,33%	41,61%	12 782	4,15%	15,21%
Marché étranger	217 931	96,53%	245 130	95,67%	12,48%	295 369	95,85%	20,49%
Total	225 765	100,00%	256 225	100,00%	13,49%	308 151	100,00%	20,27%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Les approvisionnements de DISTRISOFT MAROC S.A., en provenance de l'étranger, concernent principalement les produits suivants :

- ▶ Les PC, les portables et les serveurs auprès de HP, DELL et FUJITSU SIEMENS COMPUTER ;
- ▶ Les imprimantes de la marque HP ;
- ▶ Le matériel réseau auprès de CISCO, SMC et BELKIN ;
- ▶ Les disques durs auprès de MAXTOR ;
- ▶ Les accessoires informatiques fabriquées par HP et BELKIN.

L'approvisionnement sur le marché national concerne principalement le matériel informatique⁴⁵ des sociétés MGE et 3M.

Par ailleurs, l'évolution des approvisionnements de DISTRISOFT MAROC S.A. par devise se présente comme suit :

Evolution des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. par devise entre 2004 et 2006

Code devise	2004	2005	2006
USD	20,4%	20,8%	24,9%
EUR	75,8%	74,5%	70,9%
MAD	3,8%	4,6%	4,1%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

La répartition des achats par devise sur la période 2004-2006 montre la prépondérance de l'euro face au dollar et au dirham.

Le poids de l'euro dans les achats de DISTRISOFT MAROC S.A. s'explique pour deux raisons principales :

⁴⁵ Rétroprojecteurs numériques, onduleurs pour les réseaux d'entreprises, etc.

- ▶ La majorité des fournisseurs étant localisés en Europe, l'euro s'est, de fait, imposé comme étant la devise à privilégier pour l'approvisionnement à l'international ; et
- ▶ La volatilité euro/dirham, étant plus faible que la volatilité dollar/dirham, permet à la société de mieux maîtriser son risque de change;
- ▶ Cependant, cette prépondérance de l'euro tend à diminuer (70,9% des achats en 2006 contre 75,8% des achats en 2004);
- ▶ En 2006, les achats en dollar représentent 24,9% des achats globaux, soit une progression de 4,1 points par rapport à l'exercice précédent compte tenu de l'intégration de la carte DELL (les achats DELL étant réglés en dollar).

Les importations de DISTRISOFT MAROC S.A. réalisées en devises étrangères sont assujetties à une taxe douanière de 2,5% pour le matériel et les logiciels informatiques, sachant que la société s'acquitte également d'un Prélèvement Fiscal d'Importation PFI de 0,25%.

V.2.4 - Ventilation des achats par fournisseur

La ventilation des approvisionnements par fournisseur se présente comme suit :

Concentration des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. entre les principaux fournisseurs entre 2004 et 2006

En %	2004	2005	2006	Moyenne
1 ^{er} fournisseur	67,3%	58,5%	42,6%	56,1%
3 premiers fournisseurs	84,5%	82,7%	64,4%	77,2%
5 premiers fournisseurs	91,1%	91,6%	84,5%	89,1%
10 premiers fournisseurs	97,9%	97,8%	97,5%	97,7%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2006, le premier fournisseur de DISTRISOFT MAROC S.A représente 42,6% des achats de la société, contre 58,5% en 2005.

En 2006, DISTRISOFT MAROC S.A a réussi à limiter sa dépendance vis à vis de son principal fournisseur, qui représente désormais 42,6% des achats contre 58,5% en 2005.

Sur les deux dernières années, les trois principaux fournisseurs de la société sont HEWLETT PACKARD, MICROSOFT et INGRAM MICRO.

Enfin, les délais de règlement accordés par les fournisseurs étrangers varient entre 30 et 90 jours. Concernant les fournisseurs locaux, DISTRISOFT MAROC S.A. bénéficie d'un délai de règlement de 60 jours.

V.2.5 - Présentation des principaux fournisseurs étrangers

De manière générale, les contrats établis avec les fournisseurs étrangers portent sur une période d'une année avec tacite reconduction. Ils précisent les produits éligibles à la distribution ainsi que les remises arrières⁴⁶ reversées à DISTRISOFT MAROC S.A. en cas d'atteinte des objectifs, de promotion, de dépréciation de stock et de respect des conditions de paiement.

⁴⁶ Les remises arrières correspondent à un pourcentage du montant des achats de la période qui est reversé par le fournisseur sous certaines conditions, citées plus haut.

Classés par ordre alphabétique, les principaux fournisseurs étrangers de DISTRISOFT MAROC S.A. sont DELL, FUJITSU SIEMENS COMPUTER, HP, INGRAM MICRO, MAXTOR, MICROSOFT et SYMANTEC :

► DELL

Conçoit et fabrique une gamme complète de systèmes informatiques (ordinateurs de bureau, ordinateurs portables, stations de travail, serveurs, commutateurs réseau, systèmes de stockage, périphériques de poche, écrans, imprimantes, logiciels et périphériques services). La société est implantée dans plus de 190 pays et emploie 69 700 salariés. En 2005, DELL est le leader mondial avec 16,8%⁴⁷ de parts de marché des ventes mondiales de PC. Son chiffre d'affaires pour l'année 2005 s'élève à 49,2 milliards de dollars pour un résultat net de 3 milliards de dollars.

► FUJITSU SIEMENS COMPUTER

Créée le 1^{er} octobre 1999, elle est le résultat de la fusion de Fujitsu Computers (Europe) Ltd. et de l'entité Computer Systems de la division *Information and Communications Products* de Siemens. FUJITSU SIEMENS COMPUTER propose l'une des gammes de produits et solutions la plus complète au monde : PC de poche, portables, stations graphiques, serveurs et solutions de stockage. La société clôture l'exercice 2006 avec un chiffre d'affaires de 6,9 milliards d'euros.

► HP

Fondée en 1939, HP propose des solutions technologiques destinées au grand public, aux collectivités et aux entreprises. Son offre couvre l'infrastructure des systèmes informatiques, les systèmes personnels et les produits d'accès, les prestations de services, l'imagerie numérique et les systèmes d'impression. A travers la fusion avec COMPAQ COMPUTER CORPORATION en 2002, HP est devenu un opérateur incontestable dans différents domaines, notamment en matière de logiciels réseau et de gestion de systèmes, d'ordinateurs portables, d'ordinateurs de poche et d'imprimantes à jet d'encre. Le chiffre d'affaires combiné des deux sociétés a atteint près de 91,7 milliards de dollars pour un résultat net de 6,2 milliards de dollars en 2006. HP emploie environ 156 000 personnes dans plus de 170 pays.

► INGRAM MICRO INC.

Crée en 1979 en tant que grossiste mondial de matériels, logiciels et services à valeur ajoutée informatiques à destination des revendeurs. La société se fournit auprès des principaux constructeurs et éditeurs informatiques mondiaux, et est présente dans 150 pays. En 2006, INGRAM MICRO INC a généré un chiffre d'affaires de 31,4 milliards de dollars et un résultat net de 265,8 millions de dollars.

► MICROSOFT

Fondée en 1975, MICROSOFT est le leader mondial⁴⁸ des logiciels pour micro-ordinateurs avec une part de marché de 28,0% en 2005. La société développe, commercialise et supporte une large gamme de logiciels et accessoires à usages professionnel et domestique. Aujourd'hui, les produits développés par MICROSOFT sont vendus dans plus de 90 pays. MICROSOFT est une multinationale qui emploie plus de 60.000 personnes et génère en 2006, un chiffre d'affaires de 44,3 milliards de dollars pour un résultat net de 12,6 milliards de dollars.

⁴⁷ Source : Gartner

⁴⁸ Source : Optima Publishing

► **MAXTOR**

MAXTOR, fabricant de disques durs à l'échelle mondiale, a été racheté en mai 2006 par son concurrent américain SEAGATE TECHNOLOGY pour un montant de 1,9 milliards de dollars. En additionnant les parts de marché des deux groupes (30,5% pour SEAGATE TECHNOLOGY et 13,5% pour MAXTOR) au deuxième trimestre 2005, SEAGATE TECHNOLOGY devrait ainsi produire près de 50% des disques durs au monde. Fondée en 1979, la société SEAGATE TECHNOLOGY emploie 55.000 salariés et réalise, en 2006, un chiffre d'affaires de 9,2 milliards de dollars pour un résultat net de 840 millions de dollars.

► **SYMANTEC**

SYMANTEC est un des principaux éditeurs mondiaux de solutions permettant aux particuliers et aux entreprises de garantir la sécurité, la disponibilité et l'intégrité de leurs informations. Fondée en 1982 et basée à Cupertino (Californie), SYMANTEC est présente dans plus de 40 pays et compte plus de 14.000 employés. En juillet 2005, SYMANTEC fusionne avec VERITAS, principal fournisseur de logiciels de gestion du stockage : protection des données, restauration après sinistre, virtualisation des ressources et disponibilité des applications. En 2006, la société réalise un chiffre d'affaires de 4,1 milliards de dollars pour un résultat net de 157 millions de dollars.

V.3 - Politique marketing et commerciale

V.3.1 - Politique marketing

De par sa vocation de distributeur grossiste, la politique marketing mise en œuvre par DISTRISOFT MAROC S.A. consiste principalement en l'animation et l'accompagnement de son réseau de revendeurs à travers l'élaboration et la diffusion d'un ensemble d'outils marketing visant à promouvoir les produits et les services de la société : le Promotionnel DISTRISOFT, les emails et fax shots et enfin l'organisation de séminaires et d'événements ciblés (lancement de nouveaux produits, formation commerciale ou technique des revendeurs).

En effet, la société se positionne comme un partenaire à part entière de ses clients. En amont, elle participe à la formation technique et commerciale des revendeurs et en aval, elle accompagne ces derniers pour la configuration et l'installation des matériels et des logiciels chez le consommateur final.

La société élabore trimestriellement, en collaboration avec les constructeurs, un plan marketing par carte. En 2006, le budget marketing de DISTRISOFT MAROC S.A. s'est élevé à M MAD 0,9 contre près de M MAD 1 en 2005 et M MAD 1,1 à fin 2004. Cette même année, la société a initié diverses opérations visant à promouvoir ses produits et services, à savoir :

- ▶ Des séminaires spécialisés ;
- ▶ Formations sur les nouveaux produits ;
- ▶ Publications destinées aux revendeurs.

DISTRISOFT MAROC S.A. s'est vue décerner, en 2005, le prix du meilleur « Marketing & Développement », Afrique par le constructeur HP.

V.3.2 - Politique commerciale

La politique commerciale de DISTRISOFT MAROC S.A trouve son fondement dans la satisfaction et la fidélisation du client. Elle repose sur une approche matricielle entre les commerciaux et les chefs de produits. L'objectif étant de se démarquer de la concurrence par une offre « exclusive » composée de plusieurs produits de marques différentes, à un prix unique.

Chaque commercial de DISTRISOFT MAROC S.A. gère un portefeuille prédéfini de clients/revendeurs pour tous les produits, ce qui permet un suivi personnalisé. Les commerciaux ont pour mission de proposer une offre complète de tous les produits distribués par DISTRISOFT MAROC S.A.

De plus, en collaboration avec les chefs de produits, ces derniers établissent l'argumentaire de vente technique pour chaque produit et informent régulièrement les clients des opérations promotionnelles en cours. Dans ce contexte, trois télévendeuses sont exclusivement en charge d'appels sortants pour promouvoir ces opérations ciblées.

V.3.3 - Politique de prix

Le prix de vente est calculé à partir du prix d'achat majoré des frais d'approche en tenant compte du cours de change. DISTRISOFT MAROC S.A. construit ainsi une liste de prix dits « publics » qui intègrent aussi bien la marge potentielle du grossiste que du revendeur.

En fonction du niveau de concurrence, de la disponibilité des produits sur le marché, du niveau de la commande, de l'historique avec le client ou encore de l'obsolescence du produit, la société octroie des réductions sur les prix publics.

Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC S.A. bénéficie généralement d'une « protection » sur les prix de vente auprès des constructeurs, particulièrement :

- ▶ En cas de faible rotation sur les marchandises en stock, le constructeur peut accorder à la société des avoirs pour encourager les ventes ;
- ▶ En cas de baisse des prix, les constructeurs peuvent octroyer à la société un avoir sur le matériel en stock.

V.4 - Politique qualité

Dès l'arrivée du nouveau management en 2000, la qualité au sein de DISTRISOFT MAROC S.A. est devenue un élément central pour assurer la satisfaction des clients et pérenniser le développement de la société.

Suite à la démarche de certification initiée par le nouveau management, DISTRISOFT MAROC S.A. est certifié depuis 2001 ISO 9001 Edition 2000.

Cette démarche vise trois objectifs :

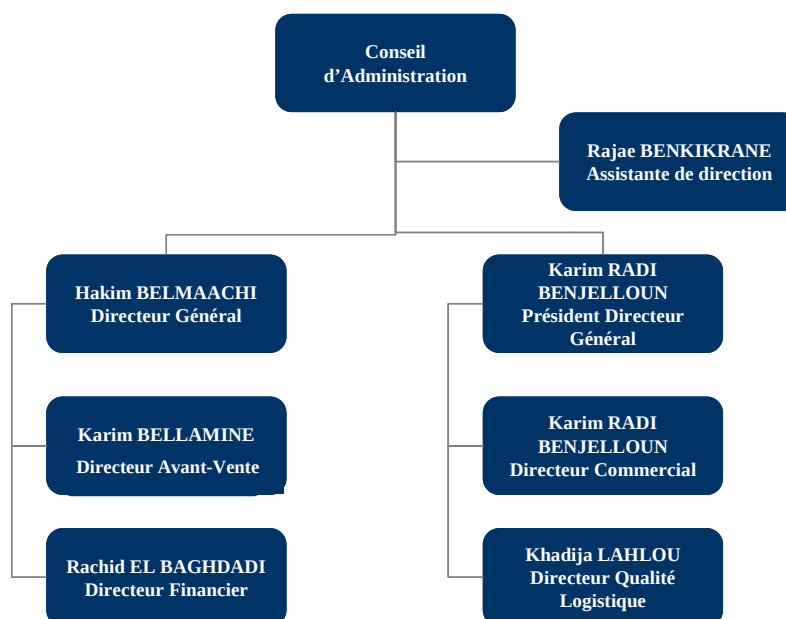
- ▶ Organisationnel : renforcer la cohérence et l'efficacité des méthodes tout en valorisant les efforts des collaborateurs ;
- ▶ Commercial : conforter encore davantage les clients dans le souci de toujours mieux les servir et apporter aussi bien aux prospects qu'aux fournisseurs des éléments tangibles, vérifiés et mesurables de la maîtrise de la qualité ;
- ▶ Economique : diminuer les coûts de non qualité et intégrer toutes les actions de progrès permettant de parfaire la culture de résultats.

SECTION VI - OUTILS ET MOYENS

VI.1 - Moyens humains

VI.1.1 - Organigramme fonctionnel

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.



L'organisation de DISTRISOFT MAROC S.A. découle du système de management de la qualité mis en place par la société conformément aux exigences de la norme ISO 9001 :

- ▶ Le Comité de Direction⁴⁹, qui tient des réunions hebdomadaires, assure la coordination globale entre les différentes directions et la planification de l'ensemble des activités de DISTRISOFT MAROC S.A. ;
- ▶ La Direction Commerciale est composée de 8 personnes sous la responsabilité de Monsieur Karim RADI BENJELLOUN. Chaque conseiller commercial est en charge d'un portefeuille clients identifié. Il travaille en binôme avec une assistante qui gère la commande de sa réception à sa livraison ;
- ▶ La Direction Avant-Vente, constituée de 15 personnes, dont 7 chefs de produits, a pour mission d'identifier le positionnement adéquat des produits commercialisés et d'animer le réseau de revendeurs à travers l'élaboration et la diffusion d'un ensemble d'outils marketing visant à promouvoir les produits et les services de la société ;
- ▶ La Direction financière comprend 7 personnes et prend en charge la gestion comptable et financière de la société, le contrôle financier ainsi que le suivi administratif des opérations de DISTRISOFT MAROC S.A. ;

49 Cf. organes de direction.

- La Direction Qualité et Logistique est constituée de 18 employés en charge du suivi des commandes jusqu'à la livraison de la marchandise chez le client final. Cette Direction est également en charge de la mise en place et le suivi de la politique qualité de DISTRISOFT MAROC S.A.

VI.1.2 - Effectifs

Initialement composé de 8 personnes en 1992, l'effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. a évolué depuis la création de la société pour accompagner le développement de son activité. Sur la période 2004-2006, l'effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. a cru de 17,0% passant de 47 personnes à 55 personnes.

Par Catégorie	2004	%	2005	%	2006	%
Responsables	10	21,3%	10	18,2%	10	18,2%
Cadres	15	31,9%	18	32,7%	18	32,7%
Employés	22	46,8%	27	49,1%	27	49,1%
Total	47	100,0%	55	100,0%	55	100,0%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Pour sa part, le taux d'encadrement⁵⁰ des effectifs s'est établi à 50,9% en 2006 soit le même taux d'encadrement qu'en 2005, comparé à 53,2% en 2004.

L'effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. est relativement jeune avec 63,6% du personnel se situant dans la tranche d'âge de 25 à 35 ans. Ce ratio atteint 87,3% du personnel si l'on considère la tranche d'âge allant de 25 à 45 ans. Par ailleurs, l'ancienneté moyenne de l'effectif de la société est de près de 3,5 années.

Sur les trois dernières années, la répartition de l'effectif de DISTRISOFT MAROC S.A. par sexe sur se présente comme suit :

	2004	en %	2005	en %	2006	en %
Femmes	21	45%	19	35%	25	45%
Hommes	26	55%	36	65%	30	55%
Total	47	100%	55	100%	55	100%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

La société dispose d'un effectif composé en majorité d'hommes comme l'illustre le tableau ci-dessus. Ceux-ci représentent en moyenne près de 60% de l'effectif global sur la période 2004-2006.

VI.1.3 - Politique sociale

La politique sociale adoptée par le management de DISTRISOFT MAROC S.A. repose sur les deux axes suivants :

- Matrice organisationnelle avec séparation des fonctions commerciale et marketing. Le rôle du commercial étant de se focaliser sur la gestion du portefeuille clients. La fonction marketing est, quant à elle, centrée sur la gestion de la relation fournisseur, des produits et de la détermination de la politique marketing adaptée à chaque produit ;
- Mise en place et généralisation d'un processus d'évaluation semestriel des ressources humaines, basé sur le modèle SMART : objectifs Spécifiques, Mesurables, Atteignables, orientés Résultats en un Temps donné.

50 (Responsables+cadres)/effectif total

a - Rémunérations et avantages sociaux

Les salariés de DISTRISOFT MAROC S.A. sont payés sur une base mensuelle. Ils jouissent, en outre, d'une prime semestrielle, indexée sur la réalisation des objectifs.

De plus, l'ensemble des salariés bénéficie des avantages sociaux suivants :

- ▶ Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
- ▶ Assurance Maladie auprès de la compagnie d'assurance AXA ;
- ▶ Assurance Mondiale Assistance ;
- ▶ Plan d'épargne retraite FUTURIS par capitalisation auprès de AXA Assurances.

b - Formation

Le personnel de DISTRISOFT MAROC S.A. bénéficie de programmes réguliers de formation prodiguée aussi bien en interne qu'en externe. Ces formations sont planifiées par la Direction Générale pour répondre aux besoins en formation exprimés par les collaborateurs et/ou identifiés par leur supérieur hiérarchique.

La formation en interne profite généralement aux chefs de produits ainsi qu'au reste de l'équipe commerciale.

En externe, les chefs de produits jouissent en outre de formations auprès des constructeurs partenaires de la société à l'occasion de la mise sur le marché d'un nouveau produit.

Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC S.A. prend en charge certaines formations effectuées auprès d'organismes privés pour le compte du personnel administratif et financier.

VI.2 - Moyens matériels et techniques

VI.2.1 - Système d'information

Le système d'information de DISTRISOFT MAROC S.A. est totalement intégré. Il est composé d'un réseau local géré par des serveurs sous MICROSOFT WINDOWS SERVER 2003. Il comprend un certain nombre d'applicatifs notamment :

- ▶ Un logiciel Entreprise Ressource Planning -ERP- pour la gestion de l'activité commerciale, logistique, comptable et financière : ERP NAVISION ;
- ▶ Une base de données clients ;
- ▶ Un ensemble d'outils de *reporting* et d'interrogations des données de production.

La mise en place dès 2001 d'un ERP de gestion, outil fondamental pour intégrer l'ensemble des fonctions opérationnelles de l'entreprise, a permis à tous les niveaux de l'organisation de disposer en temps réel de toute l'information nécessaire à la prise de décision.

Cette application a également permis la mise en place des outils d'optimisation et de contrôle suivants :

- ▶ Un suivi quotidien rigoureux de l'activité commerciale déclinée par revendeur, par marque et par produit ;
- ▶ Une gestion optimale des stocks : Suivi rigoureux des niveaux de stocks, obsolescence, gestion automatisée des codes barres pour le suivi des produits et leur numéro de série. Cette finesse dans le suivi des stocks est importante pour la Direction Commerciale et permet de déterminer des cotations de manière précise au regard des marges par affaire. Par ailleurs, toute atteinte du niveau de stock minimum sur un produit déclenche des commandes automatiques qui suivent un *process* de *workflow* et de validation intégrant l'ERP et le système de messagerie ;
- ▶ Un contrôle efficient du crédit clients : A tout moment et pour chaque revendeur, le système permet de connaître l'état de l'encours, de paramétrer les seuils de crédit et de bloquer toute commande supplémentaire par la force commerciale. Des procédures claires basées sur la fiabilité de l'information ont permis de revenir à des taux d'impayés jugés corrects par le management de DISTRISOFT MAROC S.A., le plus souvent régularisés, et de diminuer le nombre de dossiers en contentieux ;
- ▶ Un contrôle financier strict : le nouveau système de gestion permet le suivi rigoureux de la trésorerie, du risque de change et des marges analytiques ainsi que la réalisation d'arrêtés comptables à une fréquence trimestrielle.

En 2006, le management de DISTRISOFT MAROC S.A. a procédé à la migration vers la nouvelle version de NAVISION permettant l'amélioration du suivi des coûts et des marges et du contrôle des crédits clients.

La consultation et l'accès (droits de lecture et d'écriture) à chaque module de l'ERP (achats, stocks, crédits clients, etc.) sont gérés selon une base de données de profils d'utilisateurs et de codes d'accès ne pouvant être modifiés que dans le cadre d'une procédure visée par la Direction Générale.

VI.2.2 - Sites

Pour son exploitation, DISTRISOFT MAROC S.A. dispose de deux sites :

- ▶ Le premier abrite le siège social de la société, sis au 3 rue Abou Zaid Eddabousi - Casablanca. Il s'agit d'une villa sur 2 niveaux faisant l'objet d'un contrat de bail à usage de bureaux à compter du 1^{er} septembre 2000 ;
- ▶ Le second comprend un dépôt de stockage, situé au 56-60 rue Naboulse Maârif - Casablanca. Il s'agit d'un magasin d'une superficie de 1.350 m² faisant l'objet d'un contrat de bail à usage de magasin à compter du 1^{er} février 2003.

VI.2.3 - Politique d'investissement

En terme d'investissement, pour mieux accompagner son développement, DISTRISOFT MAROC S.A. a adopté une politique d'investissement, généralement, orientée vers la mise à niveau des outils et moyens de gestion.

Le rythme d'investissement de DISTRISOFT MAROC S.A. se présente comme suit :

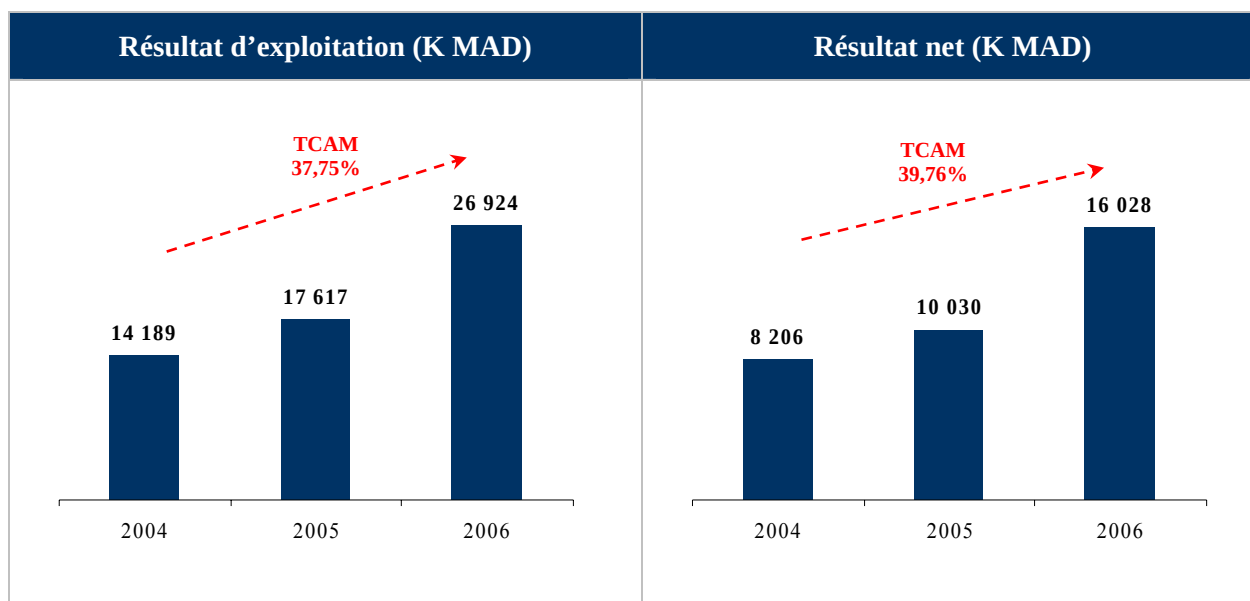
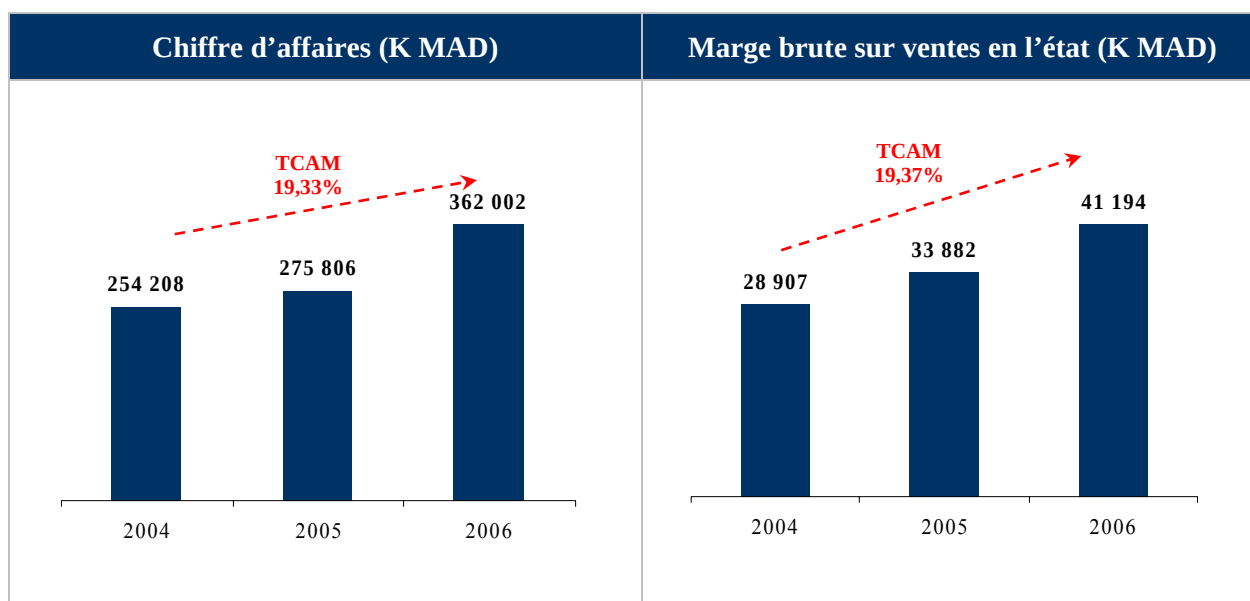
K MAD	2004	2005	2006	Mode de financement
Immobilisation en non valeurs	101	-	34	Trésorerie
Logiciels Informatiques	184	32	106	Trésorerie
Matériel informatique	383	201	156	Trésorerie
Mobilier bureau	104	8	14	Trésorerie
Aménagement	107	24	73	Trésorerie
Matériel de transport	528	214	14	Trésorerie
TOTAL	1 407	479	379	-

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Sur la période 2004-2006, l'essentiel des investissements de DISTRISOFT MAROC S.A. est affecté au renouvellement du matériel informatique, à l'acquisition de matériel de transport et à la migration du système d'information.

SECTION VII - SITUATION FINANCIERE DE DISTRISOFT MAROC S.A.

VII.1 - Principaux indicateurs financiers



VII.2 - Analyse des principaux postes du bilan

ACTIF (K MAD)	2004	% total bilan	2005	% total bilan	2006	% total bilan	TCAM
Immobilisation en non-valeurs	88	0,08%	65	0,04%	70	0,04%	-10,81%
Immobilisations incorporelles	284	0,24%	161	0,11%	185	0,11%	-19,29%
Immobilisations corporelles	1 808	1,56%	1 535	1,01%	1 355	0,81%	-13,43%
Immobilisations financières	242	0,21%	246	0,16%	246	0,15%	0,82%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 422	2,09%	2 007	1,32%	1 856	1,11%	-12,46%
. Stocks	23 621	20,34%	35 691	23,48%	30 774	18,48%	14,14%
. Clients et comptes rattachés	70 145	60,39%	91 767	60,38%	106 986	64,24%	23,50%
. Etat	13 460	11,59%	16 313	10,73%	16 820	10,10%	11,79%
. Autres débiteurs	713	0,61%	1 513	1,00%	1 299	0,78%	34,98%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	107 939	92,93%	145 283	95,59%	155 879	93,60%	20,17%
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	5 783	4,98%	4 694	3,09%	8 809	5,29%	23,42%
TOTAL GÉNÉRAL	116 145	100,00%	151 985	100,00%	166 544	100,00%	19,75%

PASSIF (K MAD)	2004	% total bilan	2005	% total bilan	2006	% total bilan	TCAM
. Capital social	30 000	25,83%	30 000	19,74%	33 361	20,03%	5,45%
. Prime d'émission, réserves et report à nouveau	2 175	1,87%	6 481	4,26%	27 649	16,60%	256,54%
. Résultat de l'exercice	8 206	7,07%	10 030	6,60%	16 028	9,62%	39,76%
Capitaux propres	40 381	34,77%	46 511	30,60%	77 038	46,26%	38,12%
Capitaux propres assimilés	750	0,65%	400	0,26%	0	0,00%	-100,00%
Dettes de financement à M<	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS	41 131	35,41%	46 911	30,87%	77 038	46,26%	36,86%
. Fournisseurs	25 752	22,17%	48 238	31,74%	39 320	23,61%	23,57%
. Comptes d'associés	2 242	1,93%	0	0,00%	0	0,00%	-100,00%
. Etat	13 999	12,05%	19 689	12,95%	23 287	13,98%	28,98%
. Autres créanciers	1 184	1,02%	1 551	1,02%	1 483	0,89%	11,92%
TOTAL PASSIF CIRCULANT	43 177	37,18%	69 478	45,71%	64 090	38,48%	21,83%
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	31 837	27,41%	35 596	23,42%	25 415	15,26%	-10,65%
TOTAL GÉNÉRAL	116 145	100,00%	151 985	100,00%	166 544	100,00%	19,75%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

L'examen du bilan de DISTRISOFT MAROC S.A. confirme la particularité du métier de distributeur.

Il convient ainsi, de souligner les points suivants :

- ▶ Une prépondérance des postes du bas du bilan. En effet, en 2006, l'actif circulant représente 93,6% du total bilan et le passif circulant combiné à la trésorerie passif en monopolisent près de 53,74% ;
- ▶ A l'opposé, un poids très réduit des immobilisations nettes qui constituent 1,11% du total actif et un niveau de fonds propres de près de la moitié du total bilan au titre de l'exercice 2006 (46,26% du total bilan) ;
- ▶ La société n'a pas recours à l'endettement à moyen et long terme depuis 2003.

En outre, l'examen du bilan de DISTRISOFT MAROC S.A. fait ressortir les points suivants :

VII.2.1 - Analyse de l'actif

a - Actif immobilisé

Etant une société de négoce, DISTRISOFT MAROC S.A. dispose d'un actif immobilisé qui représente en moyenne 1,5% de l'actif global sur la période 2004-2006.

Au 31 décembre 2005, l'actif immobilisé s'affiche en repli de 17,1% à M MAD 2,0. Cette baisse tient essentiellement compte de la réduction de 15,4% des immobilisations corporelles brutes sous l'effet du retrait des biens totalement amortis.

En 2006, l'actif immobilisé continu à baisser (-7,5%) pour une valeur de M MAD 1,9 suite à la baisse des immobilisations corporelles de 11,7% par rapport à l'exercice 2005 compte tenu d'un rythme d'investissement moins soutenu que celui observé sur les exercices précédents. En effet, l'essentiel des investissements relatifs à (i) la mise en place du système d'information et (ii) l'aménagement des dépôts ont été réalisés avant 2004.

b - Actif circulant

L'actif circulant représente en moyenne plus de 94% du total bilan en 2006. Son évolution laisse apparaître une appréciation de 34,6% à M MAD 145,3 à fin 2005 et une croissance de 7,3% en 2006 pour une valeur de M MAD 155,9.

L'évolution de l'actif circulant de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2004-2006, s'explique principalement par l'évolution des postes suivants :

i) Stocks :

Le stock de marchandises est composé pour l'essentiel, de matériel informatique, de logiciels et de licences nominatives.

Le stock en cours est composé de marchandises facturées avant le 31 décembre, mais réceptionnées par DISTRISOFT MAROC S.A. en janvier de l'année qui suit.

Pour les articles physiques et les licences, la valorisation des stocks est effectuée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré (CMUP), basée sur le coût d'achat majoré des droits de douanes, des frais de transit et des frais de transport.

K MAD	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
Stock brut	25 544	37 366	46,3%	32 189	-13,9%	12,3%
Stock de marchandises	23 653	27 794	17,5%	26 613	-4,2%	6,1%
Stock en cours	1 891	9 572	406,2%	5 576	-41,7%	71,7%
Provisions pour dépréciation	1 923	1 675	-12,9%	1 415	-15,5%	-14,2%
Total net	23 621	35 691	51,1%	30 774	-13,8%	14,1%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Au 31 décembre 2005, le total des stocks en brut progresse de 46,3% pour s'établir à M MAD 37,4, sous les effets conjugués des accroissements de 17,5% des stocks de marchandises à M MAD 27,8 et de 406,2% des stocks en cours à M MAD 9,6, du fait principalement de la constitution de stocks de produits DELL, carte acquise durant le dernier trimestre 2005.

En revanche, suite à la diminution de 12,9% des provisions pour dépréciation de stocks à M MAD 1,7, le niveau des stocks nets s'élève à M MAD 35,7, en hausse de 51,1% comparativement à 2004.

En 2006, La valeur du stock brut s'élève à M MAD 32,2, soit un recul de 13,9% par rapport à 2005. Cette baisse est essentiellement liée au recul du stock en cours de 41,7% pour s'établir à M MAD 5,6 à la fin de l'année 2006. Cette baisse des stocks s'explique principalement par le retard de livraison de certains fournisseurs de DISTRISOFT MAROC S.A à la fin de l'année 2006.

ii) Clients et comptes rattachés

K MAD	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
Clients et comptes rattachés	75 623	99 058	30,99%	113 454	14,53%	22,49%
Cumul des provisions pour dépréciation des clients et comptes rattachés	5 479	7 291	33,07%	6 468	-11,29%	8,65%
Total net	70 145	91 767	30,82%	103 986	13,32%	21,76%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Au terme de l'exercice 2005, compte tenu de l'amélioration de l'activité de DISTRISOFT MAROC S.A., le poste clients et comptes rattachés exprimé en brut atteint M MAD 99,0, en hausse de 31,0%. Consécutivement à la constitution d'une provision pour dépréciation clients de M MAD 7,3, en hausse de 33,1%, le poste clients et comptes rattachés exprimé en net se fixe à M MAD 91,8.

Le poste clients et comptes rattachés exprimé en brut totalise, en 2006, un montant de M MAD 113,5, soit une progression de 14,5% par rapport à 2005.

Pour leur part, les provisions⁵¹ pour dépréciation reculent de 11,2% à près de M MAD 6,5 contre M MAD 7,3 en 2005.

A fin décembre 2006, le total créances douteuses hors taxes de DISTRISOFT MAROC S.A. s'élève à près de M MAD 8,1 pour un chiffre d'affaires de M MAD 362,0.

K MAD	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
Chiffre d'affaires	254 208	275 805	8,50%	362 001	31,25%	19,33%
Montant des créances douteuses (1)	6 081	8 063	32,59%	8 091	0,35%	15,35%
Proportion du chiffre d'affaires	2,40%	2,90%		2,23%		
Montant des provisions (2)	5 479	7 291	33,07%	6 468	-11,29%	8,65%
Taux de couverture (2/1)	90,10%	90,40%		90,00%		

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Le taux de couverture s'établit sur toute la période 2004-2006 à près de 90,2% du fait que DISTRISOFT MAROC S.A. a souscrit, en 2004, une police d'assurance risque client auprès d'ACMAR. Par conséquent, la société provisionne la créance à hauteur du montant non couvert par celle-ci.

iii) Etat

K MAD	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
TVA récupérable sur immobilisations	19	28	47,37%	35	25,00%	35,72%
TVA récupérable sur les charges	7 492	6 294	-15,99%	7 815	24,17%	2,13%
TVA récupérable sur achats à l'étranger	1 290	1 547	19,92%	1 210	-21,78%	-3,15%
TVA sur opérations bancaires	0	17	N/A	22	29,41%	N/A
Crédit de TVA	4 659	8 429	80,92%	7 737	-8,21%	28,87%
Total	13 460	16 315	21,21%	16 819	3,09%	11,78%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

51 La politique de provisionnement de DISTRISOFT MAROC S.A. consiste en la couverture totale de la créance dès lors que cette dernière est jugée douteuse. Il convient de signaler que pour les grands comptes de la société, cette dernière fait appel à la société d'assurance des crédit clients - ACMAR qui couvre la créance à une certaine proportion, le reliquat non couvert est provisionné par DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2005, le poste Etat s'inscrit en hausse de 21,2% à M MAD 16,3, essentiellement redevable à l'accroissement de 80,9% du crédit de TVA, lequel culmine à M MAD 8,4 en raison du solde non absorbé sur exercices antérieurs de M MAD 4,6, combiné à un reliquat entre le total TVA encaissée de M MAD 62,9 et le total TVA décaissée de M MAD 66,7.

A fin 2006, le poste Etat stagne et s'établit à M MAD 16,8 comparé à près M MAD 16,3 en 2005.

VII.2.2 - Analyse du passif

a - Financement permanent

Au terme de l'exercice 2005, fruit de l'amélioration de 22,2% de la capacité bénéficiaire à M MAD 10,0, les capitaux permanents progressent de 14,1%, pour atteindre M MAD 46,9.

En 2006, les capitaux permanents progressent de 64,2% par rapport à 2005, pour s'établir à près de M MAD 77,0. Ce montant inclut uniquement les capitaux propres, qui sont passés de M MAD 46,5 en 2005 à M MAD 77,0 en 2006, suite à l'introduction en bourse de la société (augmentation de capital) et l'amélioration de sa capacité bénéficiaire (résultat net 2006 : M MAD 16,02).

b - Passif circulant hors trésorerie

La part du passif circulant dans le total bilan s'établit en moyenne à 40,5%. Cette masse du bilan totalise des montants de M MAD 69,5 en 2005 et de M MAD 64,1 en 2006, soit des évolutions respectives de 60,9%.et de -7,8%.

L'évolution du passif circulant de DISTRISOFT MAROC S.A. sur la période 2004-2006, s'explique principalement par l'évolution des postes suivants :

i) Fournisseurs

Sur la période 2004-2006, le poste fournisseurs se présente comme suit :

K MAD	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
Fournisseurs locaux	2 377	2 292	-3,58%	5 048	120,24%	45,73%
Fournisseurs étrangers	22 181	42 759	92,77%	32 005	-25,15%	20,12%
Fournisseurs effets à payer	156	2 120	1258,97%	803	-62,12%	126,88%
Fournisseurs factures non parvenues	1 038	1 067	2,79%	1 461	36,93%	18,64%
Total Fournisseurs	25 752	48 238	87,32%	39 319	-18,49%	23,57%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

En 2005, compte tenu de l'évolution de l'activité et de la constitution de stocks de produits DELL, la hausse de 92,8% du poste fournisseurs étrangers à M MAD 42,8 se trouve retranscrite au niveau de l'encours global des fournisseurs, qui s'accroît de 87,3% à M MAD 48,2.

Au terme de l'exercice 2006, l'encours des fournisseurs s'établit à M MAD 39,3, en repli de 18,5% par rapport à 2005, essentiellement dû à la baisse des fournisseurs étrangers à M MAD 32,0 contre 42,8 en 2005. Ce repli s'explique principalement par le retard de livraison de certains fournisseurs étranger de DISTRISOFT MAROC S.A (problème ponctuel de logistique lié à la forte demande de fin d'année).

ii) Comptes d'associés

Le poste comptes d'associés s'établit à M MAD 2,2 à fin 2004 et est constitué du reliquat des dividendes non encore versés. Il convient de signaler que ce reliquat a été totalement réglé en 2005.

iii) Autres créanciers

K MAD	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
Clients créditeurs	27	0	-100,00%	0	N/A	-100%
Personnel	18	13	-27,78%	31	138,46%	31,23%
Organismes sociaux	164	179	9,15%	179	0,00%	4,47%
Etat	13 999	19 689	40,65%	23 287	18,27%	28,98%
Autres	0	0		0	N/A	N/A%
Comptes de régularisation passif	90	83	-7,78%	92	10,84%	1,11%
Autres provisions pour risques et charges	780	1 240	58,97%	1 086	-12,42%	18,00%
Ecart de conversion - passif	105	36	-65,71%	95	163,89%	-4,88%
Total autres créanciers	15 183	21 240	39,89%	24 770	16,60%	27,73%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Sur la période 2004-2006, comme en témoigne la ventilation ci-dessus, le poste Etat contribue à près de 93,0% en moyenne dans la composition des autres créanciers.

KDh	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
Taxes urbaines, d'édilité	1	1	0,00%	1	0,00%	0,00%
Patente	326	473	45,09%	620	31,08%	37,91%
IR	95	131	37,89%	138	5,34%	20,53%
Impôt sur les résultats	645	1 504	133,18%	2 171	44,35%	83,46%
TVA facturée	12 106	16 623	37,31%	19 391	16,65%	26,56%
TVA due ⁵²	550	638	16,00%	642	0,63%	8,04%
Etat, retenue à la source	275	319	16,00%	321	0,63%	8,04%
Total Etat créiteur	13 999	19 689	40,65%	23 284	18,26%	28,97%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

A l'issue de l'exercice 2005, le poste Etat augmente de 40,6% à M MAD 19,7 consécutivement à :

- La hausse de 37,3% de la TVA facturée à M MAD 16,6, elle-même redevable à l'accélération des ventes durant le troisième trimestre ; et
- L'accroissement de 133,0% de l'impôt sur le résultat à M MAD 1,5, justifié par l'amélioration du niveau de résultat enregistrée en 2005.

En 2006, le poste Etat progresse de 18,3% à M MAD 23,3 essentiellement sous l'effet de la hausse de 16,7% de la TVA facturée (M MAD 19,3 en 2006) et la progression des impôts sur les résultats de 44,3% (M MAD 2,1 en 2006).

⁵² Ce poste enregistre la TVA facturée sur les ventes réalisées au Maroc par les sociétés étrangères domiciliées auprès de DISTRISOFT Maroc.

c - Trésorerie passif

La ventilation et l'évolution du poste trésorerie passif sur la période 2004-2006, se présente comme suit :

KDh	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
Crédit de trésorerie	31 837	26 984	-15,24%	22 359	-17,14%	-16,20%
Facilité de caisse	0	8 612	N/A	3 056	-64,51%	N/A
Total Trésorerie passif	31 837	35 596	11,81%	25 415	-28,60%	-10,70%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Le poste crédit de trésorerie constate les montants des refinancements, auprès des fournisseurs étrangers, courus et non encore échus à la date de clôture, auprès de ATTIJARIWAFABANK, de la BMCI et de la BMCE BANK.

En 2005, le solde de la trésorerie passif marque une augmentation de 11,8% à M MAD 35,6, DISTRISOFT MAROC S.A. ayant substitué une partie de ses crédits de trésorerie par des facilités de caisse, lesquelles s'élèvent à M MAD 8,6.

En 2006, la trésorerie passif s'élève à M MAD 25,4. L'entreprise a principalement recours au crédit de trésorerie pour financer ses besoins court terme. Au 31 décembre 2006, le crédit de trésorerie représente près de 88% de la trésorerie passif.

Durant la même année, DISTRISOFT MAROC S.A. a levé un montant total de billets de trésorerie de M MAD 78,0.

Il convient de noter que le plafond des lignes à court terme, dont bénéficie DISTRISOFT MAROC S.A., et qui sont contractées auprès de ATTIJARIWAFABANK, BMCI et BMCE BANK se présentent comme suit :

- Découvert : M MAD 29,5 ;
- Refinancements en devises : M MAD 47,9;
- Et, SBLC⁵³ : M MAD 12,1.

53 La Stand By Letter of credit ou lettre de crédit *stand-by* est un engagement irrévocable d'une banque de payer son bénéficiaire (exportateur) en cas de défaillance du donneur d'ordre (importateur).

VII.3 - Analyse des soldes intermédiaires de gestion

Le tableau suivant reprend les données du compte de produits et charges pour les exercices clos au 31 décembre 2004, 2005 et 2006.

K MAD	2004	2005	% Var	2006	% Var	TCAM
Ventes de marchandises en l'état	253 082	274 406	8,43%	360 494	31,37%	19,35%
Achats revendus de marchandises	224 175	240 524	7,29%	319 300	32,75%	19,35%
Marge brute sur ventes en l'état	28 907	33 882	17,21%	41 194	21,58%	19,38%
Production de l'exercice	1 126	1 400	24,33%	1 508	7,71%	15,73%
Ventes de biens et services produits	1 126	1 400	24,33%	1 508	7,71%	15,73%
Consommation de l'exercice	5 703	6 092	6,82%	5 997	-1,56%	2,55%
Achats consommés de matières et fournitures	869	1 467	68,81%	1 410	-3,89%	27,38%
Autres charges externes	4 834	4 625	-4,32%	4 587	-0,82%	-2,59%
Valeur ajoutée	24 330	29 189	19,97%	36 705	25,75%	22,83%
Impôts et taxes	348	408	17,24%	456	11,76%	14,47%
Charges de personnel	7 673	8 619	12,33%	9 868	14,49%	13,40%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	16 309	20 161	23,62%	26 380	30,85%	27,18%
Reprises d'exploitation : transfert de charges	2 955	2 825	-4,40%	3 212	13,70%	4,26%
Dotation d'exploitation	5 075	5 370	5,81%	2 668	-50,32%	-27,49%
Résultat d'exploitation	14 189	17 617	24,16%	26 923	52,82%	37,75%
Résultat financier	-1 223	-1 589	29,93%	-1 046	-34,17%	-7,52%
Résultat courant	12 966	16 027	23,61%	25 878	61,47%	41,27%
Résultat non courant	-411	-145	-64,72%	-1825	1158,62%	110,72%
Impôts sur les sociétés	4 349	5 852	34,56%	8 024	37,12%	35,83%
Résultat net de l'exercice	8 206	10 030	22,23%	16 028	59,80%	39,76%
Capacité d'autofinancement	8 853	10 345	16,85%	16 177	56,38%	35,18%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

a - Marge brute sur ventes en l'état

K MAD	2004	2005	Var.	2006	Var.
Ventes de marchandises en l'état (1)	253 082	274 406	8,4%	360 494	31,4%
Ventes de biens et services produits (2)	1 126	1 400	24,3%	1 508	7,7%
Chiffre d'affaires (1) + (2)	254 208	275 805	8,5%	362 002	31,3%
Achats revendus de marchandises (3)	224 175	240 524	7,3%	319 300	32,8%
Marge brute sur ventes en l'état (1) – (3)	28 907	33 882	17,2%	41 194	21,6%
Taux de marge brute sur ventes en l'état⁵⁴	11,4%	12,3%	0,9 pts	11,4%	-0,9 pts

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Exerçant une activité de négoce, la quasi-totalité du chiffre d'affaires généré par DISTRISOFT MAROC S.A. émane des ventes de marchandises en l'état.

En 2005, les revenus de DISTRISOFT MAROC S.A. poursuivent leur évolution et atteignent à fin décembre M MAD 275,8. Cette hausse de 8,5% découle notamment du renforcement du segment des PC et serveurs de 18,0%.

⁵⁴ Marge brute sur ventes en l'état / Ventes de marchandises en l'état

Dans cette même lignée, et profitant d'une évolution maîtrisée des achats revendus de marchandises (+7,3% à M MAD 240,5) et d'un *mix-produit* favorisant les cartes à fortes marges, la marge brute sur ventes en l'état ressort améliorée de 17,2% à M MAD 33,9.

Au terme de l'exercice 2006, La société réalise un chiffre d'affaires de M MAD 362,0, en hausse de 31,3% par rapport à 2005, compte tenu de l'intégration des nouvelles cartes DELL et FUJITSU Siemens.

Le taux de marge brute recule de 0,9 point, pour s'établir à 11,4% du à une croissance plus rapide des achats revendus de marchandise par rapport au chiffre d'affaires.

b - Production de l'exercice

K MAD	2004	2005	% Var	2006	% Var	TCAM
Production de l'exercice	1 126	1 400	24,3%	1 508	7,7%	15,7%
Ventes de biens et services produits	1 126	1 400	24,3%	1 508	7,7%	15,7%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

Constituée uniquement des ventes de biens et services produits, la production comprend principalement, des prestations de facturation fournie à titre ponctuel pour le compte de Microsoft Irland.

Le poste s'améliore de 24,3% à fin 2005 puis de 7,7% en 2006.

La contribution des ventes de biens et services produits au chiffre d'affaires sur la période 2004-2006, reste limitée à 0,4% en moyenne.

c - Consommation de l'exercice

La consommation de l'exercice se détaille comme suit :

K MAD	2004	2005	% Var	2006	% Var	TCAM
Achats consommés de matières et fournitures	869	1 467	68,81%	1 410	-3,89%	27,38%
Achats non stockés de matières et fournitures	292	342	17,12%	396	15,79%	16,45%
Achats de travaux et études	577	1 125	94,97%	1 014	-9,87%	32,57%
Autres charges externes	4 834	4 625	-4,32%	4 587	-0,82%	-2,59%
Locations et charges locatives	792	816	3,03%	816	0,00%	1,50%
Redevances de crédit bail	275	171	-37,82%	186	8,77%	-17,76%
Entretien et réparations	254	236	-7,09%	241	2,12%	-2,59%
Primes d'assurances	503	496	-1,39%	637	28,43%	12,53%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	351	308	-12,25%	280	-9,09%	-10,68%
Déplacements, missions et réceptions	357	514	43,98%	533	3,70%	22,19%
Publicité, publication et RP	1 089	951	-12,67%	872	-8,31%	-10,52%
Frais postaux et télécoms	680	700	2,94%	603	-13,86%	-5,83%
Reste du poste autres charges externes	535	433	-19,07%	419	-3,23%	-11,50%
Consommation de l'exercice	5 703	6 092	6,82%	5 998	-1,54%	2,55%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Sur la période 2004-2006, la consommation de DISTRISOFT MAROC S.A. est principalement constituée des autres charges externes, lesquelles représentent en moyenne près de 79% de la consommation totale.

Au terme de l'exercice 2005, la progression de la consommation de DISTRISOFT MAROC S.A. est contenue à 6,8% pour s'établir à M MAD 6,1. Cette évolution, fruit d'une maîtrise des autres charges externes, lesquelles s'allègent de 4,3% à M MAD 4,6, profite notamment de :

- ▶ La baisse de 37,8% des redevances de crédit bail, consécutive à l'arrivée à échéance d'un contrat de leasing sur des aménagements pour un montant de M MAD 0,5 ; et
- ▶ La diminution de 12,7% des frais de publicité à près M MAD 1,0 en raison de la baisse du budget alloué aux séminaires.

Cet allègement des autres charges externes a permis de compenser partiellement la hausse de 94,97% des achats de travaux, études et prestations de services à M MAD 1,1, elle-même liée à l'augmentation des prestations fournies à MICROSOFT Irlande.

Au terme de l'année 2006, le niveau des consommations est resté sensiblement identique par rapport à l'exercice précédent soit M MAD 6,0. Les autres charges externes, qui s'élèvent à M MAD 4,5 en 2006, sont essentiellement composées des postes (i) locations et charges locatives, (ii) publicité, publication et RP, et (ii) frais postaux et télécoms pour un montant global de M MAD 2,3.

d - Valeur ajoutée

K MAD	2004	2005	% Var	2006	% Var	TCAM
Chiffre d'affaires	254 208	275 806	8,5%	362 002	31,25%	19,33%
Marge brute sur ventes en l'état	28 907	33 882	17,2%	41 194	21,58%	19,38%
Production de l'exercice	1 126	1 400	24,3%	1 508	7,71%	15,73%
Consommation de l'exercice	5 703	6 092	6,8%	5 998	-1,54%	2,55%
Valeur ajoutée	24 330	29 189	20,0%	36 705	25,75%	22,83%
Taux de valeur ajoutée (VA/CA)	9,6%	10,6%	-	10,14%	-	

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Sur la période 2004-2006, la valeur ajoutée de DISTRISOFT MAROC S.A. marque une évolution de près de 22,8% par an en moyenne pour s'élever à M MAD 36,7 en fin de période.

Les comptes de DISTRISOFT MAROC S.A. laissent apparaître en 2005 une valeur ajoutée appréciée de 20,0%, profitant de :

- ▶ L'amélioration de 17,2% à M MAD 33,9 de la marge brute sur ventes en l'état ;
- ▶ La progression de 24,3% à M MAD 1,4 de la production de l'exercice.

Et ce, en dépit de l'alourdissement de 6,8% de la consommation de l'exercice, laquelle atteint M MAD 6,1 à fin décembre 2005.

En définitive, capitalisant sur une progression plus rapide de la valeur ajoutée par rapport aux ventes, le taux de valeur ajoutée ressort renforcé d'un point à 10,6%.

Lors de l'exercice 2006, la valeur ajoutée de DISTRISOFT MAROC S.A s'est appréciée de 25,8% (vs. une progression de 31,25% pour le chiffre d'affaires) pour atteindre M MAD 36,7 à la fin de l'année.

La progression moins rapide de la valeur ajoutée par rapport à celle de l'activité, fait perdre au taux de valeur ajoutée (VA/CA) près de 0,5 points. Ce dernier atteint le taux de 10,14% à la fin de l'année 2006.

e - Excédent brut d'exploitation

K MAD	2004	2005	% Var	2006	% Var	TCAM
Valeur ajoutée	24 330	29 189	20,0%	36 705	25,75%	22,83%
Impôts et taxes	348	408	17,2%	456	11,76%	14,47%
Charges de personnel	7 673	8 619	12,3%	9 868	14,49%	13,40%
Excédent Brut d'Exploitation EBE	16 309	20 161	23,6%	26 380	30,85%	27,18%
Marge brute d'exploitation (EBE/CA)	6,4%	7,3%	-	7,29%	-	-
Ratio de productivité (VA/Charges de personnel)	3,2	3,4	-	3,7	-	-

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Entre 2004 et 2006, l'Excédent Brut d'Exploitation -EBE- de DISTRISOFT MAROC S.A. inscrit une hausse annuelle moyenne de 27,2% pour se fixer, *in fine*, à M MAD 26,4.

A fin 2005, DISTRISOFT MAROC S.A. dégage un EBE de près de M MAD 20,2, en progression de 23,6%. Son évolution émane principalement de la hausse de 20,0% de la valeur ajoutée à M MAD 29,2, diminuée toutefois du poids des charges de personnel qui progressent de 12,3% à M MAD 8,6. Rappelons à ce stade, qu'en 2005, la société a de nouveau étoffé son effectif via le recrutement de 8 personnes pour faire face à l'évolution de son activité, portant ainsi le ratio de productivité à 3,4 comparé à 3,2 en 2004 et 2,9 en 2003. De ce fait, la marge brute d'exploitation ressort en évolution de 0,9 point à 7,3%.

L'Excédent Brut d'Exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. atteint à la fin de l'exercice 2006 près de M MAD 26,4, soit une progression de 30,8% par rapport à l'exercice précédent. Les charges de personnel progressent de M MAD 1,2 (soit + 14,5%) entre 2005 et 2006. Au final, la marge brute d'exploitation reste identique par rapport à l'année précédente soit 7,3%.

f - Résultat d'exploitation

K MAD	2004	2005	% Var	2006	% Var	TCAM
Excédent Brut d'Exploitation EBE	16 309	20 161	23,6%	26 380	30,85%	27,18%
Reprises d'exploitation : transfert de charges	2 955	2 825	-4,4%	3 212	13,70%	4,26%
Dotations d'exploitation	5 075	5 370	5,8%	2 668	-50,32%	-27,49%
Résultat d'exploitation	14 189	17 617	24,2%	26 924	52,83%	37,75%
Marge opérationnelle (Résultat d'exploitation/CA)	5,6%	6,4%		7,44%		

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le résultat d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. enregistre une évolution annuelle moyenne de 37,8% entre 2004 et 2006, passant de M MAD 14,2 à M MAD 26,9 en fin de période.

Au terme de l'exercice 2005, le résultat d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A. s'apprécie de 24,2%, atteignant M MAD 17,6. Cette évolution provient exclusivement de la hausse de 23,6% de l'excédent brut d'exploitation et ce, en dépit de :

- ▶ La diminution de 4,4% des reprises d'exploitation faisant suite à la baisse de 75,9% des reprises sur clients douteux à M MAD 0,2 ; et
- ▶ L'accroissement de 5,8% des dotations d'exploitation à M MAD 5,4 en raison des augmentations respectives de 43,2% des provisions pour congés et salaires à près de M MAD 1,0 et de 13,3% des provisions sur clients douteux à M MAD 2,0.

Rapporté au chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation fait ressortir une marge opérationnelle de 6,4%, en amélioration de 0,8 point comparativement à 2004.

En matière de provisionnement, la société procède comme suit :

- ▶ Pour les primes du deuxième semestre et les congés payés, par application du principe de spécialisation des exercices, DISTRISOFT MAROC S.A. provisionne leurs montants au cours de l'exercice et annule l'écriture par la passation d'une reprise pour le même montant l'exercice suivant ;
- ▶ Pour les clients douteux, la société provisionne la totalité de la créance dès lors qu'elle est déclarée en contentieux et ce à hauteur du montant non couvert par l'assurance ACMAR ;
- ▶ Enfin, la société provisionne les stocks en fonction d'une comparaison entre le coût d'entrée (CMUP) et la valeur économique de la marchandise. L'exercice suivant, DISTRISOFT MAROC S.A. annule la provision comptabilisée par la constatation d'une reprise du même montant et provisionne à nouveau son stock en fonction de sa valeur économique.

Le résultat d'exploitation de DISTRISOFT MAROC S.A atteint au 31 décembre 2006 près de M MAD 26,9 enregistrant ainsi une progression de plus de 52% par rapport à l'année 2005. Cette évolution s'explique notamment par :

- ▶ Un montant de reprise d'exploitation plus important en 2006 (M MAD 3,2 en 2006, contre M MAD 2,8 en 2005) ;
- ▶ Des dotations d'exploitation qui diminuent de moitié par rapport à l'exercice précédent : M MAD 2,6 en 2006 contre M MAD 5,3 en 2005 en raison de la limitation du risque client qui se matérialise notamment par des provisions pour dépréciation des créances plus faibles que celles enregistrées en 2005.

g - Résultat financier

K MAD	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
Produits financiers	1 594	1 065	-33,2%	1 812	70,14%	6,62%
Gains de change	1 015	648	-36,2%	1 136	75,31%	5,79%
Intérêts et autres produits financiers	392	334	-14,8%	435	30,24%	5,34%
Reprises financières	187	82	-56,1%	241	193,90%	13,52%
Charges financières	2 817	2 654	-5,8%	2 859	7,72%	0,74%
Charges d'intérêts	1 443	1 235	-14,4%	1 889	52,96%	14,41%
Pertes de change	1 292	1 178	-8,8%	873	-25,89%	-17,80%
Autres charges financières	0	0	N/A	0		
Dotations financières	82	241	193,9%	97	-59,75%	8,76%
Résultat financier	-1 223	-1 589	29,9%	-1 046	-34,17%	-7,52%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le résultat financier diminue de près de M MAD 0,4 entre 2004 et 2005, compte tenu de la baisse des produits financiers et principalement des gains de change (M MAD -0,4).

Malgré l'accroissement des charges d'intérêt de 53,0% entre 2005 et 2006 lié au financement du besoin en fonds de roulement par des crédits à court terme, le résultat financier s'est amélioré de M MAD 0,5 principalement grâce aux gains de change. Ces gains ont été réalisés essentiellement sur les règlements en USD qu'effectue DISTRISOFT MAROC S.A à Microsoft et qui bénéficient de la tendance favorable du cours de change du dollar.

h - Résultat net

K MAD	2004	2005	% Var	2006	% Var	TCAM
Résultat courant	12 966	16 027	23,6%	25 878	61,47%	41,27%
Résultat non courant	-411	-145	-64,7%	-1 825	1158,62%	110,72%
Impôts sur les sociétés	4 349	5 852	34,6%	8 024	37,12%	35,83%
Résultat net de l'exercice	8 206	10 030	22,2%	16 028	59,80%	39,76%
Marge nette (Résultat net/CA)	3,2%	3,6%		4,43%		

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le déficit du résultat non courant en 2006, qui atteint M MAD 1,8, est essentiellement du aux charges exceptionnelles liées aux frais de l'opération d'introduction en bourse (M MAD 2,5 environ).

Sous l'impulsion de la croissance du résultat courant, la capacité bénéficiaire de DISTRISOFT MAROC S.A. affiche un TCAM de 39,8%, sur la période étudiée pour se monter à M MAD 16,0 en 2006, contre M MAD 8,2 deux ans auparavant. La marge nette s'établit par conséquent à 4,4% en 2006 contre 3,2% en 2004, en amélioration de 1,2 points.

i - Autofinancement

K MAD	2004	2005	Var%	2006	Var%	TCAM
1- Capacité d'autofinancement	8 853	10 345	16,9%	16 177	56,38%	35,18%
2- Distribution de bénéfices (dividendes)	6 400	3 900	-39,1%	5 500	41,03%	-7,30%
Autofinancement (1-2)	2 453	6 445	162,7%	10 677	65,66%	108,63%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Au terme de l'exercice 2005, la performance du résultat net (+22,2% à M MAD 10,0) se trouve retranscrite au niveau de la capacité d'autofinancement, laquelle atteint M MAD 10,3, soit une appréciation de 16,9%.

Compte tenu d'une distribution de dividendes contenue à M MAD 3,9, l'autofinancement de DISTRISOFT MAROC S.A. s'élève à M MAD 6,4, en hausse de 162,7% comparativement à son niveau de 2004.

Le niveau de résultat net dégagé en 2006 permet à la capacité d'autofinancement de DISTRISOFT MAROC S.A de progresser de plus de 56% entre 2005 et 2006 pour atteindre M MAD 16,1 à la fin de l'année. Suite à une distribution de dividende de M MAD 5,5, l'autofinancement de l'entreprise atteint M MAD 10,7, soit un croissance de plus de 100% depuis 2004.

VII.4 - Analyse du tableau de financement

K MAD	2004		2005		2006	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
<u>I- Ressources stables</u>						
. Autofinancement		2 453		6 445		10 677
. Cessions et réductions d'immobilisations		39		29		1
. Augmentation des capitaux propres et assimilés						19 999
. Augmentation des dettes financières						
Total des ressources stables (1)		2 491		6 474		30 678
<u>. II- Emplois stables</u>						
. Acquisition des immobilisations	1 166		280		398	
. Remboursement des capitaux propres						
. Remboursement des dettes financières						
. Emplois en non valeurs						
Total emplois stables (2)	1 166		280		398	
Variation du besoin de financement global (3)	11 500		11 042		15 984	
Variation de la trésorerie (4) = (1) - (2) + ou - (3)		-10 174		- 4 848		14 295
Trésorerie Finale = Trésorerie (n-1) + (4)		-26 054		- 30 902		- 16 607

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

En 2004, les ressources stables de DISTRISOFT MAROC S.A. totalisent M MAD 2,5, constituées en quasi-totalité d'autofinancement. Ces ressources ont permis de financer l'intégralité des emplois stables de DISTRISOFT MAROC S.A. qui se fixent à M MAD 1,2. La variation du besoin de financement global s'étant fixée à M MAD 11,5, la variation de la trésorerie de DISTRISOFT MAROC S.A. ressort, au 31 décembre 2004, déficitaire à M MAD 10,2.

Au terme de l'exercice 2005, capitalisant sur une appréciation de 162,7% de l'autofinancement, les ressources stables de la société s'élèvent à M MAD 6,5. Après financement d'immobilisations pour M MAD 0,3, et tenant compte d'une variation du besoin en fonds de roulement de M MAD 11,0, la variation de la trésorerie de DISTRISOFT MAROC S.A. s'établit à M MAD -4,9, fixant la trésorerie de la société à M MAD -30,9.

En 2006, les ressources stables de l'exercice atteignent plus M MAD 30,6 grâce à l'augmentation des capitaux propres de M MAD 20,0 (opération d'augmentation de capital lors de l'introduction en bourse). Par conséquent, en tenant compte d'une variation de BFR de M MAD 16,0, la trésorerie nette de DISTRISOFT MAROC S.A atteint au 31 décembre 2006 M MAD -16,6, en amélioration de M MAD 14,3 par rapport à l'exercice précédent (M MAD – 30,9).

VII.5 - Analyse des principaux ratios financiers

VII.5.1 - Analyse de l'équilibre financier

K MAD	2004	2005	% Var	2006	% Var
Capitaux propres et Assimilés	41 131	46 911	14,1%	77 038	64,2%
Dettes à moyen et long terme	0	0	N/A	0	N/A
Financement à long terme (capitaux permanents)	41 131	46 911	14,1%	77 038	64,2%
Actif immobilisé (Engagement à LT)	2 422	2 007	-17,1%	1 856	-7,5%
Fonds de roulement	38 708	44 903	16,0%	75 183	67,4%
Actif circulant	107 939	145 283	34,6%	155 879	7,3%
Passif circulant	43 177	69 478	60,9%	64 090	-7,8%
Besoin en fonds de roulement (Engagement à CT)	64 762	75 805	17,1%	91 789	21,1%
Trésorerie nette (Financement à CT)	-26 054	-30 901	18,6%	-16 606	-46,3%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

a - Fonds de roulement

En 2005, le fonds de roulement s'améliore de 16,0% pour s'établir à M MAD 44,9. Cet accroissement découle de l'amélioration de 14,1% des financements permanents de la société à M MAD 46,9 conjuguée à une réduction de 17,1% de l'actif immobilisé à M MAD 2,0.

Le fonds de roulement en 2006, s'établit à M MAD 75,1 et enregistre ainsi une augmentation de 67,4% par rapport à 2005. Cette croissance s'explique par le renforcement de 64,2% des financements permanents qui s'élèvent à M MAD 77,0, compte tenu de la capacité bénéficiaire de l'entreprise et de l'augmentation de capital lors de l'opération d'introduction en bourse, et la baisse de l'actif immobilisé à une valeur de M MAD 1,9, soit une régression de 7,5%. La régression de l'actif immobilisé constatée sur la période s'explique par un rythme d'investissement moins soutenu que celui observé sur les exercices précédents. En effet, l'essentiel des investissements relatifs à (i) la mise en place du système d'information et (ii) l'aménagement des dépôts ont été réalisés avant 2004.

	2 004	2 005	2 006
Fonds propres et assimilés / Capitaux permanents	100,0%	100,0%	100,0%
Dettes financières / Capitaux permanents	0,0%	0,0%	0,0%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Par ailleurs, la contribution des fonds propres et assimilés dans la formation des capitaux permanents est de 100% en 2004, 2005, et 2006.

b - Besoin en fonds de roulement

En 2005, suite à l'accroissement de l'activité de la société, le besoin en fonds de roulement progresse de 17,1% à M MAD 75,8.

Le besoin en fonds de roulement s'établit, en 2006, à M MAD 91,8, soit une progression de 21,1% par rapport à 2005. Cette hausse est essentiellement liée à la poussée du poste clients et la baisse du poste fournisseurs.

c - Trésorerie nette

Le renforcement du fonds de roulement a permis une amélioration de la trésorerie nette de DISTRISOFT MAROC S.A de près de M MAD 14,3. Cette dernière s'établit ainsi à M MAD -16,6 à la fin de l'exercice 2006.

VII.5.2 - Ratios de liquidité

	2004	2005	2006	Moyenne
Stocks en jours de CA ⁵⁵	36	49	32	39
Clients en jours de CA ⁵⁶	83	100	89	91
Fournisseurs en jours d'achats ⁵⁷	39	69	43	50

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

En moyenne 96% des achats de DISTRISOFT MAROC S.A. sont réalisés auprès de fournisseurs étrangers. Le calcul des délais fournisseurs prend ainsi comme base de calcul les achats hors taxes.

a - Délai de rotation des stocks

Après une augmentation de 13 jours de chiffre d'affaires TTC à 49 jours à fin 2005, du fait de la constitution du stock de produits DELL, le délai de rotation des stocks affiche une baisse de 17 jours suite aux retards de livraison de certains fournisseurs de DISTRISOFT MAROC S.A à la fin de l'année 2006.

b - Délai clients

Biaisé par la saisonnalité de l'activité, l'octroi de délai de paiement spécifique à chaque commande et les retards de paiement, le délai clients de la société affiche une évolution erratique passant de 83 jours de CA TTC en 2004 à 100 jours en 2005 et à 89 jours en 2006.

c - Délai fournisseurs

En 2005, suite à la constitution du stock de produits DELL dont la carte a été acquise au courant du mois de décembre, DISTRISOFT MAROC S.A. affiche un délai de paiement fournisseur de 69 jours d'achats. Ce délai passe à 43 jours en 2006 compte tenu des décalages de livraisons observés à la fin de l'année 2006.

55 (Stock en brut x 360)/Chiffre d'affaires HT.

56 (Créances clients x 360)/chiffre d'affaires TTC.

57 ((Fournisseurs et comptes rattachés – Fournisseurs, avances et acomptes) x 360)/ (Achats revendus HT + Achats consommés de mat. & four. + Autres charges externes).

VII.5.3 - Analyse de la solvabilité

	2 004	2 005	2 006
Charges financières / Excédent Brut d'exploitation	17,3%	13,2%	10,8%

Source : DISTRISOFT MAROC S.A

L'analyse des ratios de solvabilité témoigne d'une appréciation de la crédibilité financière de l'entreprise. En effet, la solvabilité de l'entreprise s'apprécie de 6,5 points durant la période sous revue, passant de 17,3% en 2004 à 13,2% en 2005 puis à 10,8% au titre du dernier exercice clos.

VII.5.4 - Analyse de la rentabilité financière

KMAD	2004	2005	2006
Résultat net	8 206	10 030	16 028
Fonds propres	40 381	46 510	77 038
Return on equity (ROE) ⁵⁸	20,3%	21,6%	20,8%

En 2005, la rentabilité financière de la société DISTRISOFT MAROC S.A. s'établit à 21,6% contre 20,3% en 2004. En 2006, celle-ci régresse de 0,8 points pour se stabiliser à 20,8%.

⁵⁸ ROE=Résultat Net/Fonds propres

SECTION VIII - PERSPECTIVES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

VIII.1 - Perspectives du secteur

Le secteur informatique constitue depuis la déclaration royale du 23 avril 2001 une locomotive de croissance économique nationale. En effet, le fort potentiel de développement des Technologies de l'Information et de la Communication au Maroc et les besoins technologiques croissants des entreprises nationales, de l'administration publique et des particuliers présagent de perspectives de croissance prometteuses pour le secteur à moyen terme.

Ce constat se confirme par la conclusion, en septembre 2006, d'un contrat programme dit « contrat-progrès » entre le Gouvernement et les professionnels du secteur ayant pour finalité de renforcer l'industrie des NTIC au Maroc sur la période 2006-2012 via (i) la réduction de la fracture numérique, le développement des infrastructures, des équipements et du contenu, (ii) le positionnement du Maroc dans une dimension TIC à l'échelle internationale en misant sur l'impulsion de la recherche & développement et l'innovation, (iii) le développement d'un véritable savoir-faire national exportable et la consolidation de l'ingénierie nationale.

La concrétisation de ces objectifs se traduira par la réalisation d'un chiffre d'affaires hors télécoms de Md MAD 20,9⁵⁹ en 2012 contre Md MAD 6,4²³ estimé à fin 2005 soit un taux de croissance annuel moyen de 18,4%.

Pour ce faire, le contrat progrès prévoit un plan d'action reposant sur trois axes de développement :

- ▶ Particuliers : Du fait du développement des télécommunications, en forte croissance avec l'arrivée de nouvelles technologies (WiFi, WiMax, etc.), et par conséquent la démocratisation de l'accès à Internet renforcée par des baisses tarifaires continues, des offres packagées, et la fourniture de solutions clés en main à des tarifs attractifs, ce segment est destiné à connaître une forte croissance sur les années à venir ;
- ▶ Entreprises : Compte tenu du niveau d'équipement actuel (40%⁶⁰ en 2005), les entreprises représentent un marché potentiel important. Par ailleurs, la baisse tarifaire de l'ADSL permettra aux PME d'accéder à l'infrastructure de télécommunication générant ainsi, un surplus de demande en équipement informatique. La demande potentielle émanant des entreprises est également confortée par la récente validation par le gouvernement du Programme National pour la Promotion des TIC – PROTIC, qui devrait se traduire par environ 50.000⁶¹ entreprises supplémentaires connectées sur le Net et ce sur la base d'un investissement en équipement TIC d'une valeur moyenne de MAD 160.000⁶² par entreprise dédié à l'équipement en matériel informatique et en logiciels et applications ;
- ▶ Administration : Dans le cadre du programme gouvernemental de modernisation de l'administration « e-gouvernement », élaboré initialement par le Comité Stratégique des Technologies de l'Information puis mené par le Comité national E-Gov, 30 projets⁶³ e-gov sont identifiés et sont soit réalisés, soit en cours de réalisation (e-douanes, Damancom, CNSS, e-justice, e-foncier, etc.). Le budget informatique de l'Etat, actuellement de M MAD 500⁶⁴ par an, augmentera de 15% par année afin d'accompagner la modernisation des administrations et permettre la réalisation du programme E-Gov.

59 Source : APEBI.

60 Source APEBI – secteur TIC : chiffres clés et perspectives (2004-2005).

61 Source APEBI – secteur TIC : chiffres clés et perspectives (2004-2005).

62 Source APEBI – secteur TIC : chiffres clés et perspectives (2004-2005).

63 Liste des projets consultables sur www.egov.ma .

64 Source APEBI – secteur TIC : chiffres clés et perspectives (2004-2005).

VIII.2 - Stratégie de Développement de DISTRISOFT Maroc S.A.

Dans ce contexte, DISTRISOFT Maroc S.A. axe sa stratégie de développement autour de trois objectifs majeurs :

- ▶ Elargissement de l'offre produit: Pour renforcer son positionnement sur le marché, DISTRISOFT MAROC S.A. envisage de conclure de nouveaux partenariats avec d'autres leaders internationaux du secteur afin d'étoffer son catalogue de produits et d'offrir à son réseau de revendeurs une expertise technique solide à travers un support avant et après-vente avec des programmes de formation, d'information et de conseil. Cette diversification est réalisée dans l'optique d'offrir à ses clients le 'One Stop Shop', en l'occurrence permettre à un revendeur de pouvoir s'approvisionner en un endroit unique pour l'ensemble des éléments d'une solution informatique ;
- ▶ Diversification des marchés : Avec la convergence numérique, DISTRISOFT MAROC S.A. ambitionne de s'ouvrir à de nouveaux marchés tel que l'audiovisuel, les télécommunications, etc. La société prévoit également le déploiement d'une solution e-commerce pour augmenter sa couverture du marché et offrir à ses clients existants une meilleure qualité de service ;
- ▶ Amélioration du service client : DISTRISOFT MAROC S.A. projette de continuer à investir dans le développement d'une logistique de qualité (notamment à travers l'aménagement d'un nouveau centre logistique prévu en 2007), d'une assistance personnalisée et des équipes commerciale et marketing dédiées afin de répondre au mieux aux besoins actuels et futurs de ses clients.

Compte tenu des spécificités de l'activité de DISTRISOFT MAROC S.A. le Besoins en Fonds de Roulement représente des montants conséquents et présente un caractère récurrent. Par conséquent, l'hypothèse retenue dans le business plan est de considérer le BFR comme une immobilisation, dont le financement se fera en partie en fonds propres à hauteur de M MAD 20 par voie d'augmentation de capital, le reliquat est compensé par un endettement à court terme.

Par ailleurs, le programme d'investissement en dehors du BFR, sur la période 2007^E-2009^P se présente comme suit :

K MAD	2007E	2008P	2009P	Total (07-09)
Immobilisations incorporelles	0	20	0	20
Immobilisations corporelles	950	320	320	1 590
Immobilisations financières	0	0	0	0
Investissements en propre	950	340	320	1 610
Investissements en leasing	410	310	310	1 030

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

L'enveloppe globale d'investissement se monte à près de M MAD2,6 et recouvre :

- ▶ Des investissements en propres pour un montant de plus M MAD 1,6 concernant essentiellement des dépenses d'aménagement du nouveau siège prévu en 2007 pour un montant de M MAD 0,7 le reste des investissements recouvre, les licences, le matériel informatique et le mobilier et matériel du bureau ;
- ▶ Et, des acquisitions en leasing de matériel de transport pour un budget global de M MAD 1,0.

VIII.3 - Business plan sur la période 2007^e – 2009^p

Avertissement

Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de DISTRISOFT MAROC S.A..

VIII.3.1 - Périmètre du business plan

Le business plan présenté ci-après intègre le périmètre existant de DISTRISOFT MAROC S.A. à savoir la distribution de matériels et logiciels informatiques. Cependant, ce périmètre n'intègre pas les opportunités liées à la signature de nouveaux contrats de distribution avec des opérateurs opérant dans des segments compatibles avec l'informatique.

VIII.3.2 - Comptes de résultats prévisionnels

Le tableau suivant présente l'évolution attendue sur la période 2007-2009, des comptes de produits et charges de DISTRISOFT MAROC S.A.

K MAD	2007E	2008P	2009P
Ventes de marchandises en l'état	420 000	485 000	540 000
Ventes de biens et services	0	0	0
Chiffre d'affaires	420 000	485 000	540 000
Variation	16,7%	15,5%	11,3%
Achats revendus de marchandises	371 301	430 126	479 434
Achats consommés de matières et fournitures	499	554	603
Marge brute	48 201	54 320	59 963
Taux de marge	11,5%	11,2%	11,1%
Autres produits d'exploitation	1 838	2 131	2 451
Reprises d'exploitation	1 838	2 131	2 451
Autres charges d'exploitation	21 413	23 633	25 381
Variation	11,8%	10,4%	7,4%
Charges externes	6 067	6 668	7 239
Impôts et taxes	478	506	534
Charges de personnel	10 606	11 763	12 967
Dotations d'exploitation	4 262	4 696	4 641
Résultat d'exploitation	28 626	32 817	37 033
Variation	9,9%	14,6%	12,8%
Résultat financier	-2 396	-2 859	-3 246
Résultat courant	26 229	29 959	33 786
Résultat non courant	0	0	0
Impôt sur les résultats	6 885	6 741	7 602
Résultat net	19 344	23 218	26 184
Marge nette	4,6%	4,8%	4,8%
Variation	42,5%	20,0%	12,8%
Résultat net récurrent	19 344	23 218	26 184
Marge nette	4,6%	4,8%	4,8%
Variation	22,8%	20,0%	12,8%

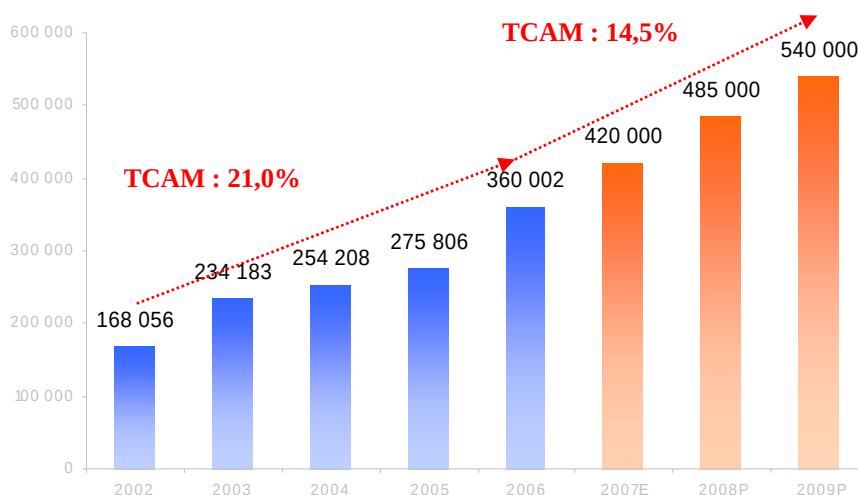
a - Chiffre d'affaires

La croissance du chiffre d'affaires sur la période 2006-2009, s'appuie sur trois hypothèses principales :

- ▶ La signature récente de deux contrats de distribution avec DELL, leader mondial des ventes de PC, et FSC⁶⁵ ;
- ▶ La mise en œuvre de la stratégie gouvernementale E-Gov qui projette de mettre à niveau l'équipement informatique au sein des administrations marocaines ;
- ▶ Le développement du marché des particuliers suite à la démocratisation de l'usage d'Internet et des nouvelles technologies.

Il en résulte une croissance annuelle moyenne du chiffre d'affaires de 14,5%, sur la période 2006-2009 contre 21,0% sur la période 2002-2006.

*Evolution du chiffre d'affaires sur la période (2002-2009 p)
(K MAD)*



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

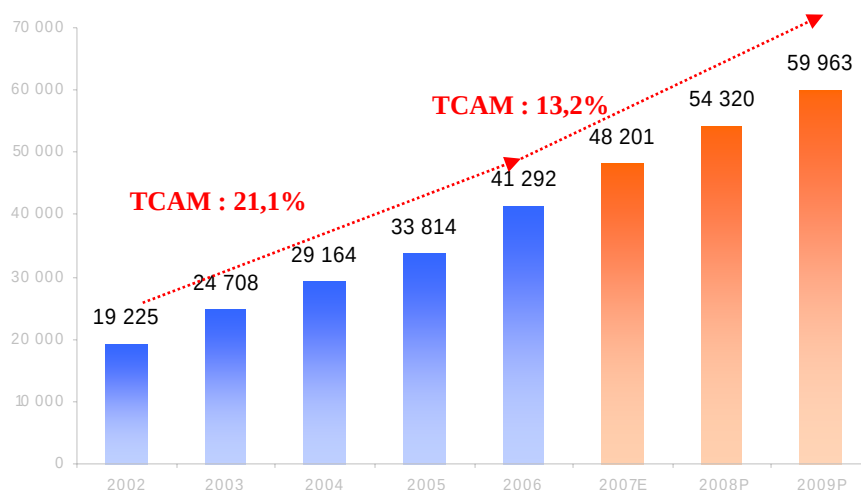
Suite à la signature du contrat de distribution avec DELL au courant du dernier trimestre 2005, puis de la carte Fujitsu Siemens, le chiffre d'affaires affiche, entre 2005-2007, une progression moyenne de 23,4%, en ligne avec la hausse du chiffre d'affaires en 2003 suite à l'intégration de la carte HP dans le portefeuille de DISTRISOFT MAROC S.A.

b - Marge brute sur ventes en l'état

Dans la perspective d'accroître le volume des ventes, la société opte pour une réduction de la marge sur la vente de ses produits. Le taux de marge passe ainsi de 11,5% en 2007 (contre 11,7% en 2006) pour atteindre 11,1% en 2009. La marge affiche un TCAM de 13,2% sur la période (2006-2009) contre une croissance annuelle moyenne réalisée de 21,1% sur la période (2002-2006).

65 FUJITSU SIEMENS COMPUTERS

Evolution de la marge brute sur la période (2002-2009p)
(K MAD)



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

c - Charges d'exploitation

Dans le cadre de sa stratégie de développement, DISTRISOFT MAROC S.A prévoit d'une part de louer une nouvelle plate forme logistique à partir de 2007 pour un loyer annuel de M MAD 0,4 et d'autre part de renforcer ses effectifs à travers un plan de recrutement ciblant des profils compétitifs :

- ▶ 2007 : recrutement de 7 personnes, ramenant l'effectif global à 63 personnes ;
- ▶ 2008 : recrutement de 7 personnes, soit un effectif total de 70 personnes ;
- ▶ 2009 : recrutement de 3 personnes, pour se stabiliser à 73 personnes.

Par ailleurs, la structure des charges d'exploitation demeure inchangée, et se présente comme suit sur la période 2007^E-2009^P :

KMAD	2007E	2008P	2009P
Achats revendus de marchandises	371 301	430 126	479 434
Achats consommés de matières et fournitures	499	554	603
Charges externes	6 067	6 668	7 239
Impôts et taxes	478	506	534
Charges de personnel	10 606	11 763	12 967
Dotations d'exploitation	4 262	4 696	4 641
Charges d'exploitation	393 213	454 313	505 392
Variation	14,3%	15,5%	11,2%

Les achats revendus de marchandises passent de M MAD 371,3 en 2007 à M MAD 479,4 en 2009, soit un TCAM de 13,6%.

Les charges externes progressent de 9,2% en moyenne sur la période 2007-2009, passant de près de M MAD 6,1 à M MAD 7,2. Cette hausse est principalement liée à la location du nouveau site et des primes d'assurances y afférentes.

Le poste charges de personnel évolue en fonction du programme de recrutement défini par la société. Il en résulte une masse salariale qui progresse de 10,6% sur la période 2007-2009, passant de M MAD 10,6 en 2007 à près de M MAD 13,0 en 2009. Il convient de noter que ce poste intègre également les charges liées aux primes et congés initialement comptabilisées en provisions sur l'exercice qui lui sont rattachées et annulées par une reprise d'exploitation pendant l'exercice suivant.

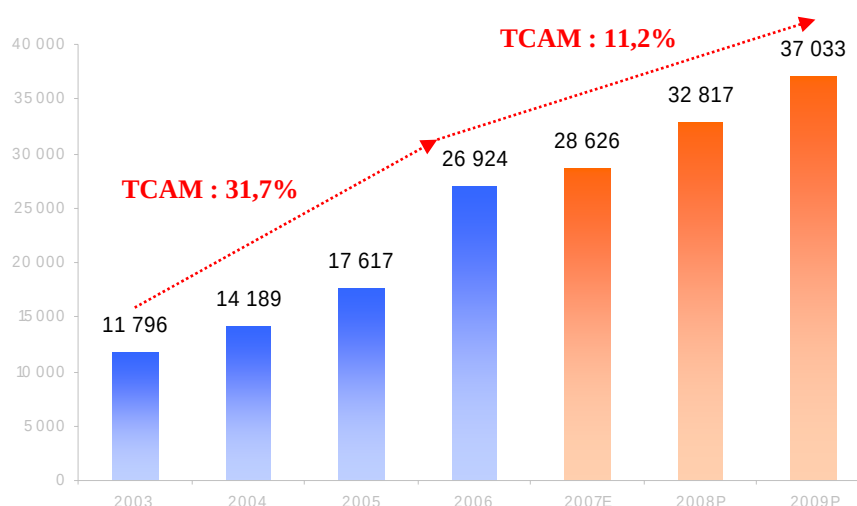
Les dotations d'exploitation progressent de près de M MAD 4,3 en 2007 à M MAD 4,6 en 2009, soit un TCAM de 4,3% sur la période.

Au total, les charges d'exploitation se hissent de M MAD 393,2 en 2007 à près de M MAD 505,4 en 2009, soit un TCAM de 13,4%

d - Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation progresse de 11,2% en moyenne sur la période 2006-2009, passant de M MAD 26,9 à fin 2006 à M MAD 37,0 en 2009. Cette progression est essentiellement liée à la croissance de la marge brute qui progresse à un rythme plus important que celui des charges d'exploitation.

*Evolution du résultat d'exploitation sur la période (2003-2009p)
(K MAD)*



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

e - Résultat financier

Les prévisions du résultat financier se fondent sur deux hypothèses :

- ▶ Estimation des charges d'intérêt liées à l'endettement à court terme, l'hypothèse retenue dans le business plan étant d'appliquer un taux de 5,0% au solde moyen de trésorerie ;
- ▶ Constitution d'une provision pour perte de change de l'ordre de 0,12% du chiffre d'affaires afin de pallier au risque de change qu'encours la société.
- ▶ Il en résulte un résultat financier qui passe de près de M MAD -2,4 à fin 2007 à M MAD -3,2 en 2009.

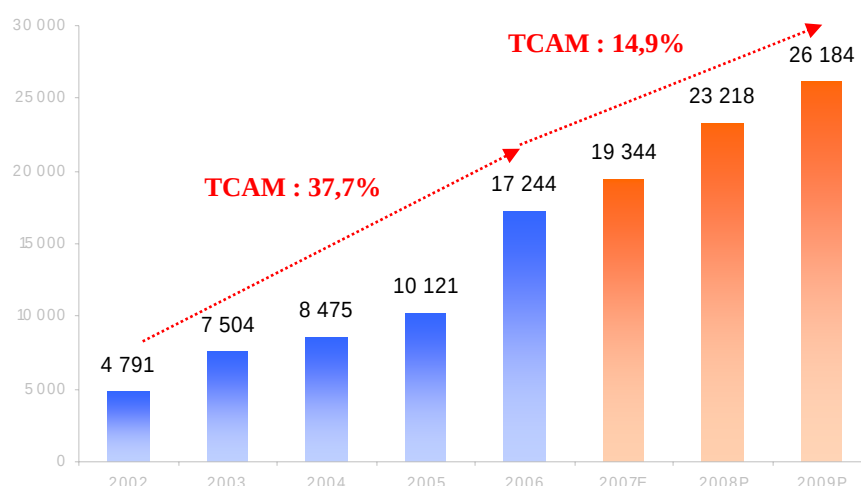
f - Résultat non courant

Sur la période prévisionnelle 2007-2009, le business plan ne prévoit aucun résultat non courant.

g - Résultat net récurrent

Le résultat net récurrent découle du résultat avant impôts après déduction de l'impôt sur les sociétés et neutralisation de l'effet des éléments non courants. Celui-ci passe de M MAD 19,3 à fin 2007 à M MAD 26,2 en 2009. Il convient de signaler qu'un taux réduit d'IS de l'ordre de 26,25% en 2007 et de 22,5% en 2008 et 2009 est retenu suite à un abattement de l'ordre de 25,0% sur l'impôt des sociétés dans le cas de l'introduction en Bourse de DISTRISOFT MAROC S.A.

Evolution du résultat net récurrent sur la période (2002-2009 p)
(K MAD)



Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

VIII.3.3 - Tableau des emplois – ressources (TER)

KMAD	2007E	2008P	2009P
Capacité d'autofinancement	19 905	23 761	26 692
Augmentation des capitaux propres	0	0	0
Augmentation des dettes de financement	0	0	0
Cessions et réductions d'immobilisations	0	0	0
Total ressources stables de l'exercice	19 905	23 761	26 692
Variation	-45,0%	19,4%	12,3%
Emplois stables de l'exercice			
Acquisitions et augmentations d'immobilisations	950	340	320
Distribution de dividendes	9 008	11 607	13 931
Remboursement de la dette	0	0	0
Total emplois stables de l'exercice	9 958	11 947	14 251
Variation	20,0%	20,0%	19,3%
Variation du Fonds de Roulement	9 947	11 814	11 849
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	32 881	19 143	16 250
Variation de Trésorerie	-22 934	-7 330	-3 808
Solde de trésorerie	-39 540	-46 870	-50 678

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le tableau de financement prévisionnel de DISTRISOFT MAROC S.A. laisse apparaître un investissement total de M MAD 1,6 entre 2007 et 2009.

Par ailleurs, la société envisage le maintien de sa politique de distribution de dividendes. Le taux de distribution retenu dans le business plan est de 58,7%.

VIII.3.4 - Bilan simplifié

KMAD	2007E	2008P	2009P
Actif immobilisé	2 245	2 042	1 855
- Immobilisations en non valeur	47	27	27
- Immobilisations incorporelles	124	90	72
- Immobilisations corporelles	1 828	1 680	1 510
- Immobilisations financières	246	246	246
Actif circulant hors trésorerie	195 137	225 337	250 890
- Stocks	44 513	51 402	57 231
- Clients et comptes rattachés	125 192	144 567	160 961
- Etat	23 706	27 375	30 479
- Autres créanciers	1 726	1 993	2 219
Trésorerie actif	0	0	0
Total actif	197 382	227 379	252 745
Fonds propres	87 375	98 986	111 240
Résultat net	19 344	23 218	26 184
Dettes de financement	0	0	0
Capitaux propres et assimilés	0	0	0
Passif circulant hors trésorerie	70 467	81 524	90 828
- Fournisseurs	41 256	47 792	53 270
- Etat	27 820	32 126	35 769
- Provisions pour risques et charges	0	0	0
- Autres débiteurs	1 391	1 606	1 788
Trésorerie passif	39 540	46 870	50 678
Total passif	197 382	227 379	252 745

Source : DISTRISOFT MAROC S.A.

Le bilan simplifié de DISTRISOFT MAROC S.A. entre 2007 et 2009 laisse apparaître une structure financière saine avec un levier financier⁶⁶ ne dépassant pas 46,1%.

De part l'activité de DISTRISOFT MAROC S.A., l'actif et passif circulants représentent l'essentiel du total bilan.

Sur la période sous revue, l'analyse du bilan simplifié fait ressortir les constats suivants :

- ▶ Les stocks représentent en moyenne 22,6% du total bilan, passant de M MAD 44,5 à fin 2007 à M MAD 57,2 en 2009 ;
- ▶ Les clients représentent en moyenne 63,5% du total bilan sur la période 2007-2009 ;
- ▶ Et, les postes fournisseurs et trésorerie passif représentent en moyenne respectivement 21,0% et 20,2% du total bilan sur la période.

⁶⁶ Levier financier = Endettement net (sans prise en compte des engagements hors bilan) / total financement

VIII.4 - Facteurs de risque

VIII.4.1 - Risque de change

Réalisant la quasi-totalité de ses achats en devises, DISTRISOFT MAROC S.A. a adopté une politique de couverture contre le risque de change. Pour réduire davantage ce risque, la société s'est dotée d'outils d'aide à la décision et assure un suivi quotidien des positions de change sur lesquelles elle se trouve engagée. De même, la société est en négociation permanente avec les banques de la place pour obtenir le meilleur service au taux le plus intéressant.

VIII.4.2 - Risque Fournisseurs

DISTRISOFT MAROC S.A. est un représentant non exclusif de plusieurs constructeurs et éditeurs mondiaux. Aussi, les trois premiers fournisseurs présentent un risque de concentration dans la mesure où ces derniers monopolisent en moyenne 83,9% des approvisionnements de la société. Etant conscients de ce risque, le management de DISTRISOFT MAROC S.A. a engagé une politique de diversification visant à réduire ce risque. Ainsi, de part le renforcement de sa position sur le marché marocain et sa structure financière saine, DISTRISOFT MAROC S.A. est devenu un distributeur de choix pour les principaux constructeurs mondiaux.

a - ~~HP~~

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à HP est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de ce constructeur dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Révisé et signé en septembre 2003 suite à la fusion de Compaq et HP, le contrat est valable indéfiniment et peut être résilié moyennant un préavis de 1 à 2 mois dans le cas d'une violation grave par DISTRISOFT MAROC S.A. d'une des obligations par rapport aux termes dudit contrat (insolvabilité ou faillite, export dans un pays non autorisé ou sous embargo US, défaut de paiement, etc.). Il peut également être résilié (moyennant un préavis de 6 mois) en cas de non performance commerciale caractérisée sur l'ensemble des catégories de produits (environ 30 catégories différentes).

b - ~~MICROSOFT~~

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à MICROSOFT est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de cet opérateur dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Signé en 1991, Il est valable pour une durée de un an (sur la base de l'année fiscale MICROSOFT) renouvelable par tacite reconduction et peut être résilié moyennant un préavis de 1 mois sans aucune justification ou immédiatement dans le cas d'une violation grave par DISTRISOFT MAROC S.A. d'une des obligations par rapport aux termes des contrats (insolvabilité ou faillite, export dans un pays non autorisé ou sous embargo US, défaut de paiement, etc.)

c - ~~DELL~~

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à DELL INTERNATIONAL, conclu en date du 15 septembre 2005, est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de DELL dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Cet accord a une validité d'un an à compter de sa date de signature et est renouvelable par tacite reconduction. Sa résiliation pourrait prendre effet moyennant un préavis écrit de 3 mois dans le cas d'une violation par l'une ou l'autre des parties des obligations contenues dans les termes dudit contrat ; notamment dans le cas où le distributeur n'atteint pas les objectifs trimestriels de vente pour lesquels il s'est engagé avec son fournisseur.

En outre, DISTRISOFT MAROC S.A. est tenu de respecter (i) une clause de confidentialité lui interdisant de divulguer toute information jugée confidentielle, dont la publication serait susceptible de perturber l'activité de DELL (ii) des obligations en termes de *reporting* et d'inventaires de stocks.

d - FUJITSU-SIEMENS

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à FUJITSU-SIEMENS COMPUTERS -FSC-, conclu en date du 10 janvier 2006, est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de FSC dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Il est valable indéfiniment et peut être résilié moyennant un préavis de 90 jours dans le cas d'une violation grave par l'une ou l'autre des parties d'une des obligations définie dans les termes du contrat, ou encore dans le cas d'un changement significatif du management ou de la structure de l'actionnariat de DISTRISOFT MAROC S.A., affectant défavorablement les intérêts de FSC.

Parmi les obligations du distributeur, celui-ci est tenu d'établir un plan d'approvisionnement mensuel et adopter les procédures de commande et de livraison prédéfinies dans le contrat.

En outre, le distributeur est tenu pour responsable en cas de perte ou de détérioration des marchandises livrées, selon les prescriptions des Incoterms 2000.

Par ailleurs, les parties conviendront régulièrement d'un volume d'approvisionnement minimal ainsi que des fréquences de livraison.

S'agissant de sa politique de distribution, DISTRISOFT MAROC S.A. doit se conformer à des exigences notamment en termes de formation du personnel, d'assistance technique et de service après-vente.

e - SYMANTEC LIMITED

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à SYMANTEC LIMITED a été conclu en 2004 et mis à jour en 2005. La résiliation de ce contrat peut être motivée ou non et prendrait effet immédiatement moyennant un préavis écrit de 30 jours. Le distributeur doit assurer un *reporting* régulier de ses ventes et de son inventaire de stocks.

f - MAXTOR CORPORATION

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à MAXTOR CORPORATION, conclu en mars 2004, est un contrat type, généralement conclu avec les distributeurs de ce constructeur dans les régions d'Europe, du Moyen-Orient et d'Afrique. Cet accord, d'une validité d'un an, est renouvelable par tacite reconduction. Sa résiliation pourrait prendre effet moyennant un préavis écrit de 45 jours dans le cas de l'insolvabilité de l'une des parties.

Par ailleurs, DISTRISOFT MAROC S.A. supporte tous les risques de perte ou de dommage liés à l'importation des marchandises ainsi que les frais fiscaux et d'assurance y afférents.

g - MGE UPS SYSTEMS

Le contrat liant DISTRISOFT MAROC S.A. à MGE UPS SYSTEMS a pour but de développer les ventes des produits MGE dans l'intérêt mutuel des deux parties. Cet accord, conclu en 2002, est renouvelable par tacite reconduction. Chacune des parties prenantes peut le résilier de son propre gré ou dans le cas de non respect des termes de cet accord, moyennant un préavis écrit de 3 mois.

Il faut toutefois préciser que la jurisprudence existante rend difficile et onéreuse pour les constructeurs la rupture unilatérale d'un contrat de distribution.

VIII.4.3 - Risque Produits

DISTRISOFT MAROC S.A. évolue dans un secteur où l'obsolescence est souvent rapide. Toutefois, la société dispose auprès de ses fournisseurs d'un ensemble de « *protections* » sur les stocks, lui permettant de provisionner de façon raisonnable. Ces protections consistent en la participation contractuelle des fournisseurs soit au déstockage, soit à la prise en charge d'une partie du différentiel entre le prix d'achat et le prix imposé par la concurrence.

VIII.4.4 - Risque Clients

Les clients de DISTRISOFT MAROC S.A. à encours important sont couverts par une assurance crédit auprès d'ACMAR. Pour les autres, les contrôles de crédit et les conditions de paiement et de garanties demandées⁶⁷ limitent les risques d'impayés.

⁶⁷ Engagement d'aval.

VIII.5 - Faits exceptionnels et litiges

A la date d'établissement de la présente mise à jour du dossier d'information, DISTRISOFT MAROC S.A. ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation financière.

SECTION IX - ANNEXES

IX.1 - Principes et méthodes comptables utilisés par DISTRISOFT MAROC S.A

Les comptes sociaux de DISTRISOFT MAROC S.A. sont établis conformément au Plan Comptable Général Marocain.

IX.1.1 - Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif.

IX.1.2 - Stocks

Les stocks font l'objet d'un inventaire physique à l'arrêté de chaque situation ou bilan. Les inventaires sont certifiés par le (les) commissaire (s) aux comptes.

La valorisation du stock de marchandises est effectuée au coût d'achat majoré des frais d'approche constitués des droits de douanes, des frais de transit et de transport, en utilisant la méthode du coût moyen unitaire pondéré, pour les articles physiques (hardware) et pour les licences (software).

Le stock en cours de route est valorisé au coût d'acquisition en monnaie étrangère converti au cours de clôture.

IX.1.3 - Fournisseurs

Les comptes fournisseurs étrangers libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés historiquement au cours de facturation.

Chaque solde en fin d'année est converti au cours de clôture.

IX.2 - Etats de synthèse comptables

IX.2.1 - Bilans

a - Exercice clos au 31/12/2006

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	PRECEDENT
				Net
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	147 106,84	77 064,97	70 041,87	65 465,40
Frais préliminaires	147 106,84	77 064,97	70 041,87	65 465,40
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	357 307,90	172 779,68	184 528,22	160 846,60
Immobilisations en recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	357 307,90	172 779,68	184 528,22	160 846,60
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	3 342 026,02	1 987 109,66	1 354 916,36	1 534 857,67
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériel et outillage	12 805,00	11 298,50	1 506,50	2 152,14
Matériel de transport	317 943,44	203 970,74	113 972,70	177 487,22
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	3 011 277,58	1 771 840,42	1 239 437,16	1 355 218,31
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	246 179,27	0,00	246 179,27	246 179,27
Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances financières	246 179,27	0,00	246 179,27	246 179,27
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)	0,00	0,00	0,00	0,00
Diminution des créances immobilisées	0,00		0,00	0,00
Augmentation des dettes de finance	0,00		0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	4 092 620,03	2 236 954,31	1 855 665,72	2 007 348,94
STOCKS (f)	32 189 418,33	1 415 554,33	30 773 864,00	35 690 785,01
Marchandises	32 189 418,33	1 415 554,33	30 773 864,00	35 690 785,01
Matières et fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits interm. et produits resid.	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	131 476 534,69	6 468 225,78	125 008 308,91	109 350 798,99
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	886 522,79	0,00	886 522,79	1 006 574,31
Clients et comptes rattachés	113 454 683,53	6 468 225,78	106 986 457,75	91 766 581,10
Personnel	124 108,45	0,00	124 108,45	99 350,48
Etat	16 819 537,52	0,00	16 819 537,52	16 312 576,29
Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs	23 064,00	0,00	23 064,00	26 370,00
Compte de régularisation actif	168 618,40	0,00	168 618,40	139 346,81
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	0,00	0,00	0,00	0,00
ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	96 873,23		96 873,23	241 127,68
TOTAL II (f+g+h+i)	163 762 826,25	7 883 780,11	155 879 046,14	145 282 711,68
TRESORERIE - ACTIF	8 809 026,08	0,00	8 809 026,08	4 694 411,76
Chèques et valeurs à encaisser	8 553 622,18	0,00	8 553 622,18	4 692 284,11
Banques, T.G & CP	253 518,99	0,00	253 518,99	0,00
Caisses, régies d'avances et accreditifs	1 884,91	0,00	1 884,91	2 127,65
TOTAL III	8 809 026,08	0,00	8 809 026,08	4 694 411,76
TOTAL GENERAL I+II+III	176 664 472,36	10 120 734,42	166 543 737,94	151 984 472,38

	PASSIF	Exercice actuel	Précédent
	CAPITAUX PROPRES		
	Capital social ou personnel (1)	33 361 300,00	30 000 000,00
	moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont vers..	0,00	0,00
F	Prime d'émission, de fusion, d'apport	16 639 113,00	678,00
I	Ecarts de réévaluation	0,00	0,00
N	Réserve légale	1 524 360,74	1 022 882,64
A	Autres réserves	415 957,54	65 957,54
N	Report à nouveau (2)	9 069 314,20	5 391 230,27
C	Résultat nets en instance d'affectation (2)	0,00	0,00
E	Résultat net de l'exercice (2)	16 028 443,27	10 029 562,03
M	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	77 038 488,75	46 510 310,48
E	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	0,00	400 000,00
N	Subventions d'investissement	0,00	0,00
T	Provisions réglementées	0,00	400 000,00
P	DETTES DE FINANCEMENT (c)	0,00	0,00
E	Emprunts obligataires	0,00	0,00
R	Autres dettes de financement	0,00	0,00
M			
A	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)	0,00	0,00
N	Provisions pour charges	0,00	0,00
E	Provisions pour risques	0,00	0,00
N	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)	0,00	0,00
T	Augmentation des créances immobilisées	0,00	0,00
	Diminution des dettes de financement	0,00	0,00
	TOTAL I (a+b+c+d+e)	77 038 488,75	46 910 310,48
P	DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	62 908 896,57	68 201 575,51
A	Fournisseurs et comptes rattachés	39 319 744,06	48 238 009,85
S	Clients créditeurs, avances et acomptes	0,00	0,00
S	Personnel	30 715,50	13 299,46
I	Organismes sociaux	179 061,34	178 717,83
F	Etat	23 287 242,43	19 688 726,75
	Comptes d'associés	0,00	0,00
C	Autres créances	0,00	0,00
I	Comptes de régularisation - passif	92 133,24	82 821,62
R	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	108 621,23	1 240 343,89
C	ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Elements circulants)	94 936,37	36 251,05
U	TOTAL II (f+g+h)	64 090 051,17	69 478 170,45
T	TRESORERIE PASSIF	25 415 198,02	35 595 991,45
R	Credits d'escompte	0,00	0,00
E	Credits de trésorerie	22 359 307,49	26 984 193,13
S	Banques (soldes créditeurs)	3 055 890,53	8 611 798,32
O	TOTAL III	25 415 198,02	35 595 991,45
	TOTAL I+II+III	166 543 737,94	151 984 472,38

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+) . déficitaire (-)

b - Exercice clos au 31/12/2005

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE
	Brut	Amortissements	Net	PRECEDENT
		et Provisions		Net
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	113 109,00	47 643,60	65 465,40	88 087,22
Frais préliminaires	113 109,00	47 643,60	65 465,40	88 087,22
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	305 069,50	144 222,90	160 846,60	284 261,40
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	305 069,50	144 222,90	160 846,60	284 261,40
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	3 110 971,01	1 576 113,34	1 534 857,67	1 808 410,91
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériel et outillage	19 596,70	17 444,56	2 152,14	3 074,48
Matériel de transport	310 364,44	132 877,22	177 487,22	243 595,15
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	2 781 009,87	1 425 791,56	1 355 218,31	1 561 741,28
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	246 179,27	0,00	246 179,27	241 679,27
Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances financières	246 179,27	0,00	246 179,27	241 679,27
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	3 775 328,78	1 767 979,84	2 007 348,94	2 422 438,80
STOCKS (f)	37 366 083,34	1 675 298,33	35 690 785,01	23 621 171,47
Marchandises	37 366 083,34	1 675 298,33	35 690 785,01	23 621 171,47
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	116 642 274,58	7 291 475,59	109 350 798,99	84 235 595,09
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	1 006 574,31	0,00	1 006 574,31	439 611,91
Clients et comptes rattachés	99 058 056,69	7 291 475,59	91 766 581,10	70 144 733,07
Personnel	99 350,48	0,00	99 350,48	73 913,75
Etat	16 312 576,29	0,00	16 312 576,29	13 459 978,22
Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs	26 370,00	0,00	26 370,00	0,00
Compte de régularisation actif	139 346,81	0,00	139 346,81	117 358,14
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	0,00	0,00	0,00	0,00
ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	241 127,68		241 127,68	82 464,98
TOTAL II (f+g+h+i)	154 249 485,60	8 966 773,92	145 282 711,68	107 939 231,54
TRESORERIE - ACTIF	4 694 411,76	0,00	4 694 411,76	5 783 436,91
Chèques et valeurs à encaisser	4 692 284,11	0,00	4 692 284,11	3 379 899,76
Banques, T.G & CP	0,00	0,00	0,00	2 400 933,37
Caisses, régies d'avances et accréditifs	2 127,65	0,00	2 127,65	2 603,78
TOTAL III	4 694 411,76	0,00	4 694 411,76	5 783 436,91
TOTAL GENERAL I+II+III	162 719 226,14	10 734 753,76	151 984 472,38	116 145 107,25

PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel (1)	30 000 000,00	30 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont vers..	0,00	0,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	678,00	678,00
Ecart de réévaluation	0,00	0,00
Réserve légale	1 022 882,64	612 558,94
Autres réserves	65 957,54	65 957,54
Report à nouveau (2)	5 391 230,27	1 495 079,94
Résultat nets en instance d'affectation (2)	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice (2)	10 029 562,03	8 206 474,03
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	46 510 310,48	40 380 748,45
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (b)	400 000,00	750 000,00
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions réglementées	400 000,00	750 000,00
DETTES DE FINANCEMENT (c)	0,00	0,00
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Autres dettes de financement	0,00	0,00
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)	0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	46 910 310,48	41 130 748,45
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	68 201 575,51	42 291 901,15
Fournisseurs et comptes rattachés	48 238 009,85	25 751 694,10
Clients créditeurs, avances et acomptes	0,00	26 880,00
Personnel	13 299,46	18 457,63
Organismes sociaux	178 717,83	164 272,68
Etat	19 688 726,75	13 998 702,09
Comptes d'associés	0,00	2 242 212,84
Autres créances	0,00	0,00
Comptes de régularisation - passif	82 821,62	89 681,81
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	1240343,89	780 289,98
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Elements circulants)	36251,05	104 974,13
TOTAL II (f+g+h)	69 478 170,45	43 177 165,26
TRESORERIE PASSIF	35 595 991,45	31 837 193,54
Crédits d'escompte	0,00	0,00
Credit de trésorerie	26 984 193,13	31 837 193,54
Banques (soldes créditeurs)	8 611 798,32	0,00
TOTAL III	35 595 991,45	31 837 193,54
TOTAL I+II+III	151 984 472,38	116 145 107,25

C -

d - Exercice clos au 31/12/2004

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	PRECEDENT Net
IMMOBILISATION EN NON VALEUR (a)	205 176,83	117 089,61	88 087,22	28 013,59
Frais préliminaires	205 176,83	117 089,61	88 087,22	28 013,59
Charges à répartir sur plusieurs exercices	0,00	0,00	0,00	0,00
Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (b)	745 324,00	461 062,60	284 261,40	249 726,20
Immobilisations en recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	745 324,00	461 062,60	284 261,40	249 726,20
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (c)	3 678 845,67	1 870 434,76	1 808 410,91	1 424 343,60
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériel et outillage	19 596,70	16 522,22	3 074,48	4 392,11
Matériel de transport	301 206,32	57 611,17	243 595,15	12 100,41
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	3 358 042,65	1 796 301,37	1 561 741,28	1 407 851,08
Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (d)	241 679,27	0,00	241 679,27	239 679,27
Prêts immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances financières	241 679,27	0,00	241 679,27	239 679,27
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (e)	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	4 871 025,77	2 448 586,97	2 422 438,80	1 941 762,66
STOCKS (f)	25 544 376,97	1 923 205,50	23 621 171,47	22 396 966,15
Marchandises	25 544 376,97	1 923 205,50	23 621 171,47	22 396 966,15
CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (g)	89 714 226,58	5 478 631,49	84 235 595,09	84 691 238,97
Fournis, débiteurs, avances et acomptes	439 611,91	0,00	439 611,91	515 204,23
Clients et comptes rattachés	75 623 364,56	5 478 631,49	70 144 733,07	70 255 146,60
Personnel	73 913,75	0,00	73 913,75	26 158,00
Etat	13 459 978,22	0,00	13 459 978,22	13 658 989,61
Comptes d'associés	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs	0,00	0,00	0,00	75 000,00
Compte de régularisation actif	117 358,14	0,00	117 358,14	160 740,53
TITRES ET VALEUR DE PLACEMENT (h)	0,00	0,00	0,00	0,00
ECART DE CONVERSION - ACTIF (i)	82 464,98		82 464,98	187 242,17
TOTAL II (f+g+h+i)	115 341 068,53	7 401 836,99	107 939 231,54	107 275 447,29
TRESORERIE - ACTIF	5 783 436,91	0,00	5 783 436,91	4 544 888,89
Chèques et valeurs à encaisser	3 379 899,76	0,00	3 379 899,76	3 573 250,36
Banques, T.G & CP	2 400 933,37	0,00	2 400 933,37	969 778,65
Caisses, régies d'avances et accreditifs	2 603,78	0,00	2 603,78	1 859,88
TOTAL III	5 783 436,91	0,00	5 783 436,91	4 544 888,89
TOTAL GENERAL I+II+III	125 995 531,21	9 850 423,96	116 145 107,25	113 762 098,84

PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou personnel (1)	30 000 000,00	12 000 000,00
moins: Actionnaires, capital souscrit non appelé dont vers..	0,00	0,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	678,00	678,00
Ecarts de reevaluation	0,00	0,00
Reserve legale	612 558,94	249 660,00
Autres reserves	65 957,54	65 957,54
Report à nouveau (2)	1 495 079,94	4 000 000,00
Resultat nets en instance d'affectation (2)	0,00	0,00
Resultat net de l'exercice (2)	8 206 474,03	7 257 978,88
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (a)	40 380 748,45	23 574 274,42
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (b)	750 000,00	750 000,00
Subventions d'investissement	0,00	0,00
Provisions reglementees	750 000,00	750 000,00
DETTES DE FINANCEMENT (c)	0,00	15 000 000,00
Emprunts obligataires	0,00	15 000 000,00
Autres dettes de financement	0,00	0,00
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (d)	0,00	0,00
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (e)	0,00	0,00
TOTAL I (a+b+c+d+e)	41 130 748,45	39 324 274,42
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (f)	42 291 901,15	53 030 685,97
Fournisseurs et comptes rattachés	25 751 694,10	37 761 239,97
Clients créditeurs, avances et acomptes	26 880,00	0,00
Personnel	18 457,63	25 389,16
Organismes sociaux	164 272,68	147 796,20
Etat	13 998 702,09	14 670 599,72
Comptes d'associés	2 242 212,84	0,00
Autres créances	0,00	376 643,92
Comptes de régularisation - passif	89 681,81	49 017,00
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (g)	780289,98	736 380,17
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (h)(Elements circulants)	104974,13	246 159,76
TOTAL II (f+g+h)	43 177 165,26	54 013 225,90
TRESORERIE PASSIF	31 837 193,54	20 424 598,52
Credits d'escompte	0,00	0,00
Credit de trésorerie	31 837 193,54	20 009 496,90
Banques (soldes créditeurs)	0,00	415 101,62
TOTAL III	31 837 193,54	20 424 598,52
TOTAL I+II+III	116 145 107,25	113 762 098,84

IX.2.2 - Comptes de produits et charges relatives aux exercices 2004,2005 et 2006

CPC MAD	2 004	2 005	2 006
Produits d'exploitation	257 163 106	278 630 814	
Ventes de marchandises	253 081 824	274 405 717	360 494 303
Ventes de biens et services produits	1 126 132	1 399 694	1 507 514
Chiffre d'affaires	254 207 956	275 805 410	362 001 816
Variations de stocks de produits			
Immo. Produites par l'Entreprise PEM			
Subventions d'exploitation			
Autres produits d'exploitation			
Reprises d'exploitation, transferts de charges	2 955 149	2 825 403	3 211 552
Charges d'exploitation	242 973 875	261 014 111	338 289 678
Achats revendus de marchandises	224 175 054	240 524 141	319 299 984
Achats consommés de mat. et de four.	868 822	1 467 189	1 409 918
Autres charges externes	4 834 443	4 625 213	4 587 282
Impôts et taxes	347 975	408 132	456 072
Charges de personnel	7 672 912	8 619 473	9 868 273
Dotations d'exploitation	5 074 669	5 369 963	2 668 149
Résultat d'exploitation	14 189 231	17 616 702	26 923 690
			1 812 418
Produits financiers	1 593 725	1 064 662	
Gains de change	1 014 285	647 934	1 135 829
Intérêts et autres produits financiers	392 199	334 263	435 461
Reprises financières, transfert de charges	187 242	82 465	241 127
Charges financières	2 816 826	2 654 005	2 858 589
Charges d'intérêts	1 442 506	1 235 098	1 888 627
Pertes de change	1 291 855	1 177 778	873 089
Autres charges financières			
Dotations financières	82 465	241 128	96 873
Résultat financier	-1 223 100	-1 589 342	-1 046 172
Résultat courant	12 966 130	16 027 360	25 877 519
Produits non courants	59 018	407 645	667 392
Produits de cessions d'immobilisations	38 724	29 000	1 000
Subventions d'équilibre			
Autres produits non courants	20 294	28 645	266 392
Reprises non courantes, transfert de charges		350 000	400 000
Charges non courantes	469 739	552 953	2 491 983
Valeur nettes d'amort. des immo. cédées	12 356	16 391	468
Autres charges non courantes	457 382	536 562	2 491 515
Subventions accordées			
Dotations non courantes aux A et P			
Résultat non courant	-410 720	-145 308	-1 824 591
Résultat avant impôt	12 555 410	15 882 052	24 052 928
Impôts sur le résultat	4 348 936	5 852 490	8 024 485
Résultat net	8 206 474	10 029 562	16 028 443

IX.2.3 - Etat des soldes intermédiaires de gestion ESG relatif aux exercices 2004,2005 et 2006

ESG en K MAD	2004	Var%	2005	Var%	2006
Vente de marchandises en l'état	253 082	8,4%	274 406	31,4%	360 494
Achats revendus de marchandises	224 175	7,3%	240 524	32,8%	319 300
Marge brute sur ventes en l'état	28 907	17,2%	33 882	21,6%	41 194
Vente de biens et services produits	1 126	24,3%	1 400	7,7%	1 508
Variation de stocks de produits	-	-	-		
Immob. produites par l'E/se pour elle même	-	-	-		
Production de l'exercice	1 126	24,3%	1 400	7,7%	1 508
Achats consommés de matières et fournitures	869	68,9%	1 467	-3,9%	1 410
Autres charges externes	4 834	-4,3%	4 625	-0,8%	4 587
Consommation de l'exercice	5 703	6,8%	6 092		5 998
Valeur ajoutée	24 330	20,0%	29 189	25,7%	36 705
Subventions d'exploitation	-	-	-		
Impôts et taxes	348	17,3%	408	11,8%	456
Charges de personnel	7 673	12,3%	8 619	14,5%	9 868
Excédent brut d'exploitation	16 309	23,6%	20 161	30,8%	26 380
Autres produits d'exploitation	-	-	-		
Autres charges d'exploitation	-	-	-		
Reprises d'exploitation, transferts de charges	2 955	-4,4%	2 825	13,7%	3 212
Dotations d'exploitation	5 075	5,8%	5 370	-50,3%	2 668
Résultat d'exploitation	14 189	24,2%	17 617	52,8%	26 924
Résultat financier	- 1 223	-29,9%	- 1 589	-34,2%	-1 046
Résultat courant	12 966	23,6%	16 027	61,5%	25 878
Résultat non courant	- 411	64,6%	- 145	1158,6%	-1 825
Résultat avant impôt	12 555	26,5%	15 882	51,4%	24 053
Impôts sur les sociétés	4 349	34,6%	5 852	37,1%	8 024
Résultat net	8 206	22,2%	10 030	59,8%	16 028

IX.2.4 - Tableaux de financement relatifs aux exercices 2004, 2005 et 2006

I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN (MAD)				Exercice du 01/01/2004 au 31/12/2004	
MASSES		Exercice a	Exercice précédent b	Variations a-b	
				Emplois c	Ressources d
1	Financement Permanent	41 130 748,45	39 324 274,42	0,00	1 806 474,03
2	Moins actif immobilisé	2 422 438,80	1 941 762,66	480 676,14	0,00
3	= Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	38 708 309,65	37 382 511,76		1 325 797,89
4	Actif circulant	107 939 231,54	107 275 447,29	663 784,25	
5	Moins passif circulant	43 177 165,26	54 013 225,90	10 836 060,64	
6	= Besoin de Financement global (4-5) (B)	64 762 066,28	53 262 221,39	11 499 844,89	
7	TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) = A-B	-26 053 756,63	-15 879 709,63		10 174 047,00
II EMPLOIS ET RESSOURCES (MAD)					
		EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOI	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
* AUTOFINANCEMENT (A)			2 452 583,65		6 631 846,92
+ Capacité d'autofinancement			8 852 583,65		8 090 572,11
- Distributions de bénéfices			6 400 000,00		1 458 725,19
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)			38 724,05		195 000,00
+ Cessions d'immobilisations incorporelles			0,00		
+ Cessions d'immobilisations corporelles			38 724,05		195 000,00
+ Cessions d'immobilisations financières			0,00		
+ récupérations sur créances immobilisées			0,00		
* AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)		0	0,00		0,00
+ Augmentation du capital , apports			0,00		
+ Subventions d'investissement			0,00		
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)			0,00		15 000 000,00
(nettes de primes de remboursement)					
TOTAL RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		0	2 491 307,70		21 826 846,92
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)		1 165 509,81		1 157 706,04	
+ Acquisitions d'immobilisations incorpor.		284 709,00		47 776,00	
+ Acquisitions d'immobilisation corporelles		878 800,81		956 954,04	
+ Acquisitions d'immobilisation financières		2 000,00		152 976,00	
+ Augmentation des créances immob.					
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)		0,00			
* REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)					
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		0,00			
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		1 165 509,81		1 157 706,04	
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)		11 499 844,89	0,00	12 422 556,20	
IV VARIATION DE LA TRESORERIE		0,00	10 174 047,00	8 246 584,68	
TOTAL GENERAL		12 665 354,70	12 665 354,70	21 826 846,92	21 826 846,92

I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN (MAD)			Exercice du 01/01/2005 au 31/12/2005	
1	MASSES	Exercice 46 910 310,48	Exercice précédent 41 130 748,45	Variations a-b
	Financement Permanent			Emplois Ressources 5 779 562,03
2	Moins actif immobilisé	2 007 348,94	2 422 438,80	415 089,86
3	= Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	44 902 961,54	38 708 309,65	6 194 651,89
4	Actif circulant	145 282 711,68	107 939 231,54	37 343 480,14
5	Moins passif circulant	69 478 170,45	43 177 165,26	26 301 005,19
6	= Besoin de Financement global (4-5) (B)	75 804 541,23	64 762 066,28	11 042 474,95
7	TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) = A-B	-30 901 579,69	-26 053 756,63	4 847 823,06
II EMPLOIS ET RESSOURCES (MAD)				
			EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
			EMPLOIS	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE				
L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)				
+ Capacité d'autofinancement				2 452 583,65
				8 852 583,65
- Distributions de bénéfices				6 400 000,00
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)				
				38 724,05
+ Cessions d'immobilisations incorpor.				0,00
+ Cessions d'immobilisation corporelles				38 724,05
+ Cessions d'immobilisation financières				0,00
+ récupérations sur créances immobilisées				0,00
* AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)			0	0,00
+ Augmentation du capital , apports				0,00
+ Subventions d'investissement				0,00
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)				0,00
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)			0	6 474 183,98
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)			279 532,09	1 165 509,81
+ Acquisitions d'immobilisations incorpor.			32 062,50	284 709,00
+ Acquisitions d'immobilisation corporelles			242 969,59	878 800,81
+ Acquisitions d'immobilisation financières			4 500,00	2 000,00
+ Augmentation des créances immob.				
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)			0,00	0,00
* REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)			0,00	0,00
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)			279 532,09	1 165 509,81
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)			11 042 474,95	0,00
IV VARIATION DE LA TRESORERIE			0,00	4 847 823,06
TOTAL GENERAL			11 322 007,04	11 322 007,04
				12 665 354,70
				12 665 354,70

I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN			Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006	
MASSES	Exercice a	Exercice précédent b	Variations a-b	
			Emplois c	Ressources d
1 Financement Permanent	77 038 488,75	46 910 310,48		30 128 178,27
2 Moins actif immobilisé	1 855 665,72	2 007 348,94		151 683,22
3 = Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	75 182 823,03	44 902 961,54		30 279 861,49
4 Actif circulant	155 879 046,14	145 282 711,68	10 596 334,46	
5 Moins passif circulant	64 090 051,17	69 478 170,45	5 388 119,28	
6 = Besoin de Financement global (4-5) (B)	91 788 994,97	75 804 541,23	15 984 453,74	
7 TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) = A-B	-16 606 171,94	-30 901 579,69	14 295 407,75	

II EMPLOIS ET RESSOURCES				
	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOI	RESSOURCES
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
* AUTOFINANCEMENT (A)		10 677 373,77		6 445 183,98
+ Capacité d'autofinancement		16 177 373,77		10 345 183,98
- Distributions de bénéfices		5 500 000,00		3 900 000,00
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		1 000,00		29 000,00
+ Cessions d'immobilisations incorpor.		0,00		0,00
+ Cessions d'immobilisation corporelles		1 000,00		29 000,00
+ Cessions d'immobilisation financières		0,00		0,00
+ récupérations sur créances immobilisées		0,00		0,00
* AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)	0	19 999 735,00	0,00	0,00
+ Augmentation du capital , apports		0,00		0,00
+ Subventions d'investissement		0,00		0,00
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		0,00		0,00
(nettes de primes de remboursement)				
TOTAL RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	0	30 678 108,77	0,00	6 474 183,98
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	398 247,28		279 532,09	
+ Acquisitions d'immobilisations incorpor.	139 867,24		32 062,50	
+ Acquisitions d'immobilisation corporelles	258 380,04		242 969,59	
+ Acquisitions d'immobilisation financières	0,00		4 500,00	
+ Augmentation des créances immob.				
* REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)	0,00		0,00	
* REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	0,00		0,00	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	398 247,28		279 532,09	
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G)	15 984 453,74	0,00	11 042 474,95	0,00
IV VARIATION DE LA TRESORERIE	14 295 407,75	0,00	0,00	4 847 823,06
TOTAL GENERAL	30 678 108,77	30 678 108,77	11 322 007,04	11 322 007,04

IX.2.5 - Principales méthodes d'évaluation spécifiques à DISTRISOFT MAROC S.A. (31/12/2006)

Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

I. ACTIF IMMOBILISE

A. EVALUATION A L'ENTREE

1. Immobilisation en non-valeurs	Coût Historique→ somme des charges
2. Immobilisation incorporelles	Coût d'acquisition
3. Immobilisations corporelles	Coût d'acquisition
4. Immobilisations financières	Coût Historique

B. CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'amortissements	Linéaire Conformement Aux Usages Degréssif Loi de Finance 1994
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Néant
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif	Néant

II. ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

A. EVALUATION A L'ENTREE

1. Stocks	Coût d'acquisition
2. Créances	Coût Historique→Montant Nominal
3. Titres et valeurs de placement	Néant

B. CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Sur la base de la perte probable future
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Actif	Cours de change de Clôture

III. FINANCEMENT PERMANENT

1. Méthodes de réévaluation	Néant
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	Néant
3. Dettes de financement permanent	Néant
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Néant
5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	Néant

IV. PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

1. Dettes du passif circulant	Coût Historique→Montant Nominal
2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Cours de Clôture
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - Passif	Cours de change de Clôture

V. TRESORERIE

1. Trésorerie - Actif	Coût Historique→Montant Nominal
2. Trésorerie - Passif	Coût Historique→Montant Nominal
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Néant

IX.2.6 - Etat des dérogations (31/12/2006)

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

IX.2.7 - Etat de changement des méthodes (31/12/2006)

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS		
I. Changements affectant les méthodes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT		
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT		

IX.2.8 - Tableau des immobilisations autres que financières en MAD (31/12/2006)

N A T U R E	MONTANT BRUT DEBUT EX.	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EX.
		ACQUISITION	PROD POUR ELLE MEME	VIREMENT	CESSIONS	RETRAIT	VIREMENT	
I-IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR * Frais préliminaires	113 109,00	33 997,84						147 106,84
SOUS TOTAL I	113 109,00	33 997,84						147 106,84
II-IMMOBILISATIONS INCORPORELLES * Fonds Commercial * Autres Immobilisations Incorporelles	305 069,50	105 869,40				53 631,00		- 357 307,90
SOUS TOTAL II	305 069,50	105 869,40				53 631,00		357 307,90
III- IMMOBILISATIONS CORPORELLES * Terrains * Constructions * Installations Techniques,Matériel & Outillage * Matériel de Transport * Mobilier,Matériel de Bureau & Aménagement	19 596,70 310 364,44 2 781 009,87	- 14 654,00 243 726,04		-	7 075,00	6 791,70 13 458,33		12 805,00 317 943,44 3 011 277,58
SOUS TOTAL III	3 110 971,01	258 380,04			7 075,00	20 250,03		3 342 026,02
TOTAL GLOBAL	3 529 149,51	398 247,28			7 075,00	73 881,03		3 846 440,76

IX.2.9 - Tableau des amortissements en MAD (31/12/2006)

N A T U R E	Cumul Début Exercice	Dotation de L'Exercice	Amortissements sur Immobilisation Sortie -retrait	Cumul d'Amortis. Fin d'Exercice
I - IMMOBILISATION EN NON VALEURS * Frais préliminaires	47 643,60	29 421,37		77 064,97
SOUS TOTAL I	47 643,60	29 421,37		77 064,97
II - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES * Fonds Commercial * Autres Immobilisations Incorporelles	144 222,90	82 187,78	53 631,00	172 779,68
SOUS TOTAL II	144 222,90	82 187,78	53 631,00	172 779,68
III - IMMOBILISATIONS CORPORELLES * Terrains * Constructions * Installations Techniques, Matériel & Outillages * Matériel de Transport * Mobilier, Matériel de Bureau & Aménagements Divers	17 444,56 132 877,22 1 425 791,56	645,64 78 168,52 458 039,06	6 791,70 7 075,00 12 990,20	11 298,50 203 970,74 1 771 840,42
SOUS TOTAL III	1 576 113,34	437 853,22	26 856,90	1 987 109,66
TOTAL GENERAL	1 767 979,84	549 462,37	80 487,90	2 236 954,31

IX.2.10 - Etat des plus ou moins values sur cessions ou retrait d'immobilisations en MAD (31/12/2006)

Date de Cession ou	Compte Principale	Montant Brut	Amortissements Cumulés	Valeur nette	Produits de cession	Plus values	Moins Values
2006	22800	53 631,00	53 631,00	0,00			
2006	23300	6 791,70	6 791,70	0,00			
2006	23400	7 075,00	7 075,00	0,00	1 000,00	1 000,00	
2006	23500	13 458,33	12 990,20	468,13			468,13
Totaux		80 956,03	80 487,90	468,13	1 000,00	1 000,00	468,13

IX.2.11 - Tableau des participations (31/12/2006)

Raison Sociale de la Société émettrice	Secteur d'activité	Capital Social	Participation de la Société en %	Prix d'acquisition globale	Valeur Comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C. De l'exercice
						Date de Clôture	Situation nette	Résultat net	
			N	E A	N	T			
			Total	-	-				

	N	E	A	N	T

[illegible]

IX.2.14 - Tableau des provisions (31/12/2006)

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								
Provisions Réglementées	400 000,00						400 000,00	
Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	400 000,00						400 000,00	
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	8 966 773,92	1 543 631,68			2 626 625,49			7 883 780,11
Autre Provision risques et charges	1 240 343,89	575 055,00	96 873,23		584 926,21	241 127,68		1 086 218,23
Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	10 207 117,81	2 118 686,68	96 873,23		3 211 551,70	241 127,68		8 969 998,34
TOTAL (A+B)	10 607 117,81	2 118 686,68	96 873,23		3 211 551,70	241 127,68	400 000,00	8 969 998,34

IX.2.15 - Tableau des provisions (31/12/2005)

NATURE	Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
		D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé								
Provisions Réglementées	750 000,00						350 000,00	400 000,00
Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	750 000,00						350 000,00	400 000,00
Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	7 401 836,99	3 692 515,19			2 127 578,26			8 966 773,92
Autres provisions pour risques et charges	780 289,98	999 216,21	241 127,68		697 825,00	82 464,98		1 240 343,89
Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	8 182 126,97	4 691 731,40	241 127,68		2 825 403,26	82 464,98		10 207 117,81
TOTAL (A+B)	8 932 126,97	4 691 731,40	241 127,68		2 825 403,26	82 464,98	350 000,00	10 607 117,81

IX.2.16 - Tableau des provisions (31/12/2004)

Montant début d'exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin d'exercice
	D'exploitation	Financières	Non Courantes	D'exploitation	Financières	Non Courantes	
750 000,00							750 000,00
750 000,00							750 000,00
6 103 481,87	3 704 366,52			2 406 011,40			7 401 836,99
736 380,17	697 825,00	82 464,98		549 138,00	187 242,17		780 289,98
6 839 862,04	4 402 191,52	82 464,98		2 955 149,40	187 242,17		8 182 126,97
7 589 862,04	4 402 191,52	82 464,98		2 955 149,40	187 242,17		8 932 126,97

IX.2.17 - Tableau des créances (31/12/2006)

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE				Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006 AUTRES ANALYSES		
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Org- Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés								
* Autres créances financières	246 179,27	246 179,27						
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	886 522,79		886 522,79					
* Clients et comptes rattachés	113 454 683,53	7 938 071,90	105 516 611,63	8 091 764,72	0,00		1 936 244,21	21 678 560,78
* Personnel	124 108,45		124 108,45					
* Etat	16 819 537,52	12 797,00	16 806 740,52			16 819 537,52		
* Compte d'associés	0,00		0,00					
* Autres débiteurs	23 064,00		23 064,00					
* Comptes de régularisation-actif	168 618,40		168 618,40					

IX.2.18 - Tableau des créances (31/12/2005)

CREANCES (MAD)	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Org- Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés								
* Autres créances financières	246 179,27	241 679,27	4 500,00					
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 006 574,31		1 006 574,31					
* Clients et comptes rattachés	99 058 056,69	7 012 326,29	92 045 730,40	9 504 559,40	0,00		702 932,37	16 192 564,39
* Personnel	99 350,48		99 350,48					
* Etat	16 312 576,29	4 150,82	16 312 576,29			16 312 576,29		
* Compte d'associés	0,00		0,00					
* Autres débiteurs	26 370,00		26 370,00					
* Comptes de régularisation actif	139 346,81		139 346,81					

IX.2.19 - Tableau des créances (31/12/2004)

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et Org- Publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
DE L'ACTIF IMMOBILISE								
* Prêts immobilisés								
* Autres créances financières	241 679,27	239 679,27	2 000,00					
DE L'ACTIF CIRCULANT								
* Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	439 611,91		439 611,91					
* Clients et comptes rattachés	75 623 364,56		68 488 001,19	7 135 363,37	72 109,77		415 359,54	17 386 565,00
* Personnel	73 913,75		73 913,75					
* Etat	13 459 978,22		13 459 978,22			13 459 978,22		
* Compte d'associés	0,00		0,00					
* Autres débiteurs	0,00		0,00					
* Comptes de régularisation-actif	117 358,14		117 358,14					

IX.2.20 - Tableau de dettes en MAD (31/12/2006)

					Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006			
DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et org.Pub	Montants vis-à-vis des entre- prises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et comptes rattachés	39 319 744,06	145 351,57	39 174 392,49		32 005 305,78		171 923,28	803 934,44
* Clients créditeurs, avances et acomptes	0,00		0,00					
* Personnel	30 715,50		30 715,50					
* Organismes sociaux	179 061,34		179 061,34			179 061,34		
* Etat	23 287 242,43	1 206 327,99	22 080 914,44			23 287 242,43		
* Compte d'associés	0,00		0,00					
* Autres créanciers	0,00		0,00					
* Comptes de régularisation - Passif	92 133,24		92 133,24					

IX.2.21 - Tableau de dettes en MAD (31/12/2005)

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			Montants en devises	AUTRES ANALYSES		
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées		Montants vis-à-vis de l'Etat et org.Pub	Montants vis-à-vis des entrep- rises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et comptes rattachés	48 238 009,85	876 991,00	47 361 018,85		42 758 874,52		52 824,38	2 120 156,19
* Clients créditeurs, avances et acomptes	0,00		0,00					
* Personnel	13 299,46		13 299,46					
* Organismes sociaux	178 717,83		178 717,83			178 717,83		
* Etat	19 688 726,75	1 352 942,78	18 335 783,97			18 335 783,97		
* Compte d'associés	0,00		0,00					
* Autres créanciers	0,00		0,00					
* Comptes de régularisation - Passif	82 821,62		82 821,62					

IX.2.22 - Tableau des dettes (31/12/2004)

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et org.Pub	Montants vis-à-vis des entre- prises liées	Montants représentés par effets
DE FINANCEMENT								
* Autres dettes de financement								
DU PASSIF CIRCULANT								
* Fournisseurs et comptes rattachés	25 751 694,10		25 751 694,10		22 180 711,34		63 204,48	156 089,38
* Clients créditeurs, avances et acomptes	26 880,00		26 880,00					
* Personnel	18 457,63		18 457,63					
* Organismes sociaux	164 272,68		164 272,68			164 272,68		
* Etat	13 998 702,09		13 998 702,09			13 998 702,09		
* Compte d'associés	2 242 212,84		2 242 212,84					
* Autres créanciers	0,00		0,00					
* Comptes de régularisation - Passif	89 681,81		89 681,81					

IX.2.23 - Tableau des sûretés réelles données ou reçues en MAD (31/12/2006)

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006	
				Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture.
*Sûretés données					
BMCI	19 000 000,00	Nantissement sur F C	19/09/2001	Garantie de crédit	19 000 000,00
BMCE	11 000 000,00	Nantissement sur F C Et Materiel	17/10/2005	Garantie de crédit	11 000 000,00
		Néant			
*Sûretés reçues					

(1) - Gage : 1 Hypothèque : 2 Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)
(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

IX.2.24 - Engagements donnés ou reçus hors crédit bail en MAD (31/12/2006)

Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006		
ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions	Néant	Néant
* engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires	Néant	Néant
* autres engagements donnés		
_ Caution personnelle		
_ Délégation d'assurance vie		
_ Couvertures à terme en devise	20 958 813,32	63 006 018,52
_ Lettre de crédit SBLC	12 315 974,00	8 891 564,50
TOTAL (1)	33 274 787,32	71 897 583,02
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		

ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
* Avals et cautions	45 427 723,28	46 977 723,28
* Autres engagements reçus		
TOTAL (1)	45 427 723,28	46 977 723,28

IX.2.25 - Tableau de crédit bail en MAD (31/12/2006)

Rubrique	Date de la 1ère échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amortissement du bien	Montants des Redevances				Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
					Cumul d'ex. précédent	Montant de l'exercice	Restant à payer			
							A moins d'un an	A plus d'un an		
R MASTER	14/04/2003	48	205 524,83	4	167 123,22	60 772,28	15 193,02	0,00	2 055,25	
PEUGEOT 407	15/07/2004	48	245 504,00	4	97 079,04	66 534,00	66 534,00	33 231,00	2 055,04	
PEUGEOT BOXER	05/12/2005	48	204 520,67	4	4 900,85	58 810,00	58 810,20	112 719,75	2 045,21	

IX.2.26 - Etat de répartition du capital social en MAD (31/12/2006)

Nom, Prénom ou Raison Sociale des Principaux Associés 1	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur Nominale de Chaque Action ou parts Sociale	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice Précédent	Exercice Actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
KARIM RADI BENJELLOUN	11, allée abdellah belhaj casa- anfa	64 566	60 378	100	6 037 800		6 037 800
NAJIB HAKIM BELMAACHI	20, rue ksar labdir casa	64 566	60 379	100	6 037 900		6 037 900
SAID RKAIBI	108, bd ghandi casa	57 281	43 832	100	4 383 200		4 383 200
CAPITAL MOROCCO	47, Esplanade St Helier, Jersey	79 212	30 325	100	3 032 500		3 032 500
MILLENIUM VENTURES	74 Angle Bd Abdelmoumen - casa	34 369	28 698	100	2 869 800		2 869 800
SELWA TAZI SIDQUI	11, allée abdellah belhaj casa- anfa	2	-	100	-		-
GHITA KITTANE	20, rue ksar labdir casa	2	-	100	-		-
Wafa BELMAACHI	108, bd ghandi casa	2	-	100	-		-
FRANCOIS IZARD	20, Rue moliere casa	-	1	100	100		100
FLOTTANT EN BOURSE	Bourse de casablanca	-	110 000	100	11 000 000		11 000 000
TOTAUX		300 000	333 613		33 361 300		33 361 300

IX.2.27 - Etat d' affectation du résultat en MAD (31/12/2006)

Exercice du 01/01/2006 au 31/12/2006			
	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 02/06/2006)		* Réserve légale	501 478,10
* Report à nouveau	5 391 230,27	* Autres réserves	350 000,00
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Resultat net de l'exercice	10 029 562,03	* Dividendes	5 500 000,00
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (Augmentation capital)	
* Autres Prélèvements		* Report à nouveau	9 069 314,20
	15 420 792,30		15 420 792,30

IX.2.28 - Etat d'affectation du résultat en MAD (31/12/2005)

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 21/05/2005)		* Réserve légale	410 323,70
* Report à nouveau		* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice	8 206 474,03	* Dividendes	3 900 000,00
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (Augmentation capital)	
* Autres Prélèvements			3 896 150,33
	8 206 474,03		8 206 474,03

IX.2.29 - Etat d'affectation du résultat en MAD (31/12/2004)

	MONTANT		MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
(Décision du 28/06/2004 et 19/07/04)		* Réserve légale	362 898,94
* Report à nouveau	4 000 000,00	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Resultat net de l'exercice	7 257 978,88	* Dividendes	6 400 000,00
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations (Augmentation capital)	3 000 000,00
* Autres Prélèvements		* Report à nouveau	1 495 079,94
	11 257 978,88		11 257 978,88

IX.2.30 - Datations et événements postérieurs

I. DATATION

Date de clôture (1)	31/12/2006
Date d'établissement des états de synthèse (2)	26/03/2007
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états des synthèses	

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indication des événements
	* Favorables
	Néant
	* Défavorables